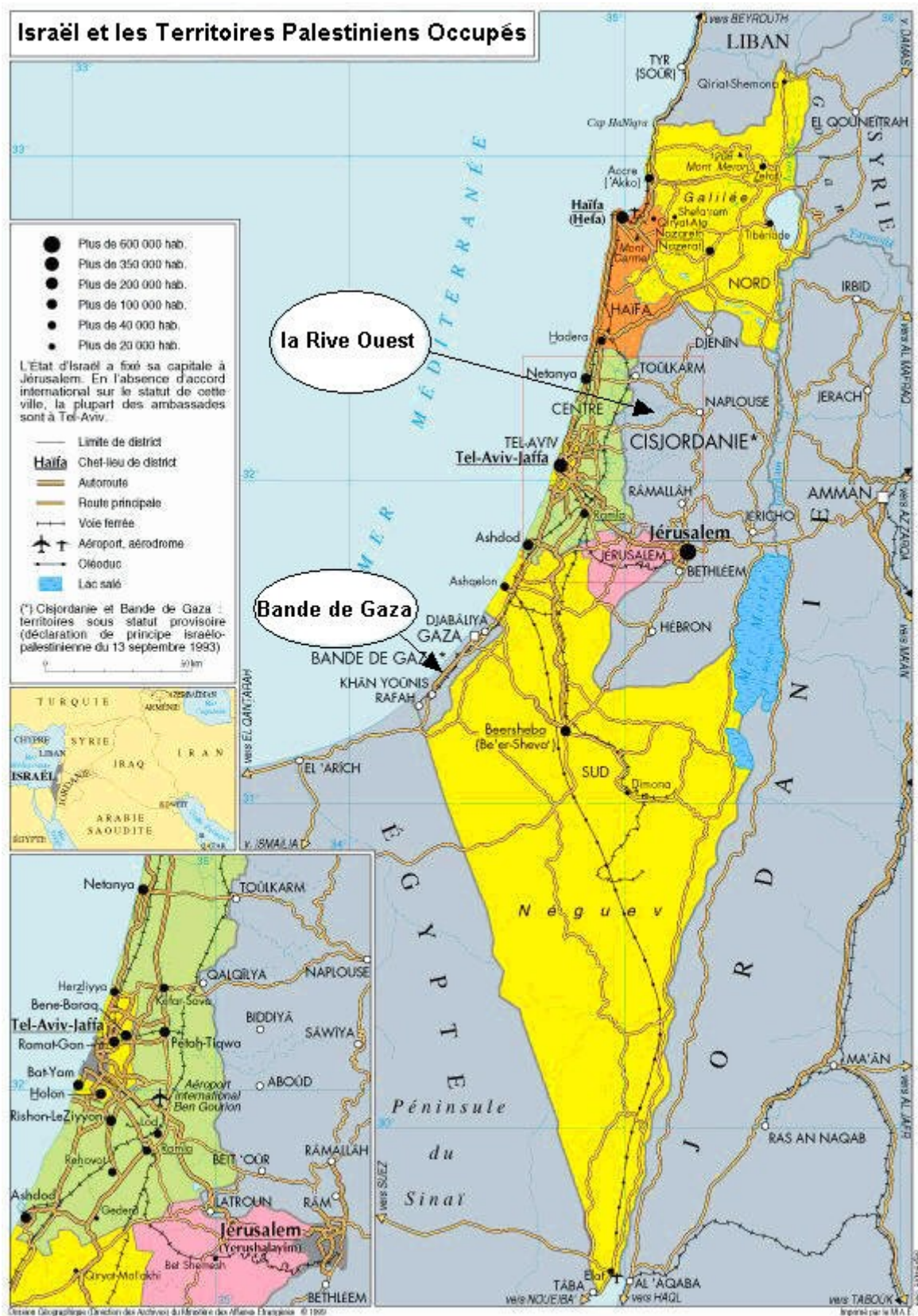


# La PALESTINE



La Palestine, contrée aux limites mal définies et changeantes selon le cours de l'histoire, n'est que la partie méridionale de la région syro-palestinienne – qui constitue, elle-même, la corne occidentale du « Croissant fertile » –, voie de passage privilégiée entre l'Asie et l'Afrique, d'une part, et, d'autre part, façade de l'Asie sur la Méditerranée, fond asiatique du bassin oriental de cette mer.

L'histoire de la Palestine sera donc déterminée, en grande partie, par cette situation géographique. Les plus anciens vestiges d'une présence humaine en cette contrée, trouvés en position stratigraphique, remontent au Paléolithique inférieur et pourraient être situés approximativement vers la fin du Pléistocène inférieur. Par la suite, la Palestine va subir une succession d'infiltrations de populations ou d'invasions avec leurs mouvements de flux et de reflux accompagnés de phénomènes, plus ou moins importants suivant les époques, de fixation d'une partie de ces masses migrantes ; couloir stratégique constamment emprunté ou convoité par les grands empires d'Égypte et du Proche-Orient asiatique, elle verra sa vie politique soumise au rythme de l'alternance de l'hégémonie ou de la prépondérance de chacun de ceux-ci, se trouvant condamnée à une vassalité qui ne pourra être provisoirement écartée que lorsque l'empire du Nord-Est et celui du Sud-Ouest éprouveront, simultanément, de graves difficultés.

Mais si l'ensemble du territoire palestinien est tributaire des mêmes impératifs politiques, par contre, les mouvements et échanges de toutes sortes (de populations, d'idées, de produits) concernent de plus en plus principalement la fertile plaine côtière, tandis que d'est en ouest, à partir de la steppe syrienne et du plateau transjordanien, ne se produiront que quelques infiltrations de tribus semi-nomades ; l'ensemble de collines situé entre cette plaine et la dépression occupée par la vallée du Jourdain et la mer Morte, et, surtout, les collines judéennes adossées au véritable obstacle naturel qu'est la mer Morte, ont donc constitué une sorte de zone-refuge restée relativement à l'écart de ces multiples contacts et contaminations. C'est pourquoi, pour peu qu'en ce coin de pays un groupe humain suffisamment important ait atteint à une certaine cohésion, en particulier sous l'influence de quelque chef déterminé, il ne sera pas surprenant que ce groupe aspire à la sauvegarde d'un minimum de stabilité, de personnalité, notamment sur le plan socio-religieux – ce qui devait l'amener fatalement à promulguer des lois de protection d'aspect ségrégatif.

On peut constater, effectivement, qu'en dehors des périodes où la situation de ses grands voisins ou des grands empires du moment permit à ce groupe de s'étendre sur les plaines et, du même coup, d'entrer davantage en contact avec la civilisation alors dominante, se forgèrent, au cœur de cette contrée, une idéologie socio-religieuse singulièrement peu ouverte, peu syncrétiste (monolâtrie ou hénouthéisme évoluant vers le monothéisme, interprétation de la circoncision comme rite d'agrégation au groupe, endogamie ou interdiction des mariages mixtes, tabous alimentaires et autres interdits, définition stricte de la pureté et des impuretés rituelles, etc.), un peuple enclos dans ses observances et essentiellement tourné vers l'espérance d'une protection divine toute particulière qui, seule, pourrait modifier en sa faveur les rapports des forces, par le moyen d'une intervention surnaturelle. En Judée, spécialement à Jérusalem, capitale politique et religieuse avec le Temple, se constitua ainsi la religion juive.

Cette sorte de sublimation du désespoir – désespoir provoqué par l'analyse de la situation qui était celle de ce peuple sur le plan humain (la Bible ne fait-elle pas descendre les Israélites des fils cadets, Isaac et Jacob appelé Israël par Dieu, des patriarches Abraham et Isaac, et non pas de leurs aînés ? Modestie révélatrice des résultats de cette analyse de la situation) –, sublimation en espérance d'un choix préférentiel de ce peuple par Dieu, avait engendré une religion profondément vécue qui devait devenir puissamment attractive quand, à la suite, notamment, des déportations successives de Juifs comme esclaves dans tout l'Empire romain, ses adeptes se trouvèrent mêlés aux



éléments de la population les plus déshérités, et surtout lorsque, dans son avatar chrétien, elle fut, d'une part, libérée des plus contraignants de ses rites et prescriptions, et, d'autre part, capable de rivaliser avec les autres religions orientales dites « religions de salut » grâce à l'adoration d'un Dieu incarné, crucifié et ressuscité. Si forte fut l'attraction du Christianisme, que celui-ci conquiert même le trône impérial ; et c'est la piété impériale qui couvrit de monuments les sites de Palestine devenus spécialement chers au cœur des chrétiens.

Par « Palestine », on entendra, ici, le territoire correspondant à celui qui fut attribué à la dernière entité juridique ayant porté ce nom : la Palestine sous mandat britannique.

En ce qui concerne la distinction entre « Proche » et « Moyen-Orient », on admettra qu'elle repose sur l'élément suivant : le Proche-Orient est composé des pays asiatiques de langues sémitiques, actuellement surtout de langue arabe, y compris la Palestine, le Moyen-Orient commençant, donc, avec l'Iran.

Quant aux trois vocables d'« Hébreux, Israélites, Juifs », précisons ceci à leur sujet. D'une part, les populations qui, avant qu'elles aient franchi le Jourdain pour entreprendre la conquête de Canaan, sont appelées « Hébreux », reçoivent, après ce franchissement, le nom d'« Israélites » – tout cela selon la *Bible* ; mais on continue de qualifier leur langue, de même, d'ailleurs, que celle des Juifs, d'« hébraïque » (féminin de l'adjectif « hébreu ») : c'est l'hébreu ; sur le sens possible de l'appellation « Hébreux » donnée à certaines populations, on peut se reporter, ci-dessous, au passage consacré au « Bronze récent ». D'autre part, après la disparition des Israélites du Royaume du Nord déportés en Assyrie (à la fin du viii<sup>e</sup> siècle avant notre ère), et le retour en Judée (à partir de l'Édit libérateur de Cyrus : 538 avant notre ère) d'une partie des Israélites du Royaume du Sud déportés en Babylonie (au début du vi<sup>e</sup> siècle avant notre ère), les Israélites rescapés des guerres et déportations – essentiellement, donc, des habitants du territoire de l'ancien Royaume de Juda et leurs compatriotes restés en Babylonie – sont appelés en français « Juifs » (du latin *judaus* et du grec *ioudaios*, signifiant « de Juda » ; en passant par, au x<sup>e</sup> siècle, *judeu*, et, au xii<sup>e</sup> siècle, *juieu*, féminin *juieue*, « juive », d'où le masculin « juif »), la religion israélite qu'ils professent recevant, alors, le nom de « Judaïsme » : c'est la religion juive déjà évoquée.

Ernest-Marie LAPERROUSAZ

Conquise sans difficulté par les Ottomans en 1516, la Palestine fut aussitôt intégrée à leur Empire et devint une partie de la province de Damas. Aux xvi<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles, elle fut troublée par quelques révoltes locales, mais la question de la protection des Lieux saints opposa les Français et les Russes et fut, au milieu du xix<sup>e</sup> siècle, une des causes de la guerre qui se déroula en Crimée. Auparavant, le gouverneur d'Égypte, Mohammed 'Ali, avait cherché à placer la Palestine sous la domination égyptienne, renouant ainsi avec une vieille tradition historique : ce fut l'un des moments cruciaux de la question d'Orient. À la suite du démembrement de l'Empire ottoman, en 1918-1919, la Palestine est passée sous le contrôle des Britanniques ; l'accroissement de l'immigration juive, commencée dès la fin du xix<sup>e</sup> siècle, a suscité, avant et surtout après la Seconde Guerre mondiale, l'opposition des Arabes qui, en mai 1948, se sont trouvés devant le fait accompli : la proclamation et la réalité de l'État d'Israël. Une nouvelle phase de l'histoire de la Palestine commençait alors.

Robert MANTRAN

## 1. La préhistoire

Les recherches sur la préhistoire du Proche-Orient sont dans leur ensemble, sauf en Palestine, bien moins avancées que celles portant sur la préhistoire de l'Europe. Pourtant, l'étude, en particulier, des pollens et de la faune locale paraît déjà permettre de considérer que, durant tout le Quaternaire, un climat méditerranéen essentiellement semblable à l'actuel s'est maintenu au Proche-Orient. C'est ainsi qu'au cours des 25 000 dernières années, selon les météorologues, l'écart des précipitations n'aurait pas excédé 200 mm ; la température moyenne annuelle, quant à elle, ne se serait pas abaissée de plus de 4 °C.

### • Paléolithique

Jusqu'à présent, les plus anciens vestiges d'une présence humaine au Proche-Orient, trouvés en position stratigraphique, sont incontestablement ceux d'Oubeidyeh dans la vallée du Jourdain, au sud du lac de Tibériade, qui remontent au Paléolithique inférieur ; il s'agit d'un gisement villafranchien supérieur, découvert en 1959 ; l'industrie lithique y est, typologiquement, à la limite de celle d'une *pebble culture* et de celle d'un Acheuléen primitif. Oubeidyeh pourrait donc être situé, approximativement, vers la fin du Pléistocène inférieur ; sans pouvoir, actuellement, être plus précis, on attribue généralement plus de 1 000 000 d'années d'âge à ces vestiges.

La fréquentation des grottes par l'homme semble commencer à l'Acheuléen supérieur (par exemple : Oumm Qatafa dans le désert de Judée, Taboun au mont Carmel) ; sans doute faut-il voir, là, un indice d'un autre mode de vie, et non pas la conséquence d'une contrainte climatique, étant donné que, pendant cette première partie du Pléistocène supérieur, le climat aurait été plutôt un peu plus chaud qu'actuellement en cette région. Les plus anciens fossiles humains découverts en Palestine étaient associés à des industries de l'Acheuléen récent. Sur l'horizon général de l'Acheuléen, on n'y connaît, encore, qu'un seul fossile de quelque importance, l'Homme de Galilée, qui est daté d'environ 140 000 ans ; il ne s'agit, en fait, que de la partie frontale d'une calotte crânienne trouvée, en 1925, par F. Turville Petre dans la grotte d'ez-Zouttyeh, avec un mélange d'industries où figurent des éléments acheuléens et moustériens ; cet Homme de Galilée, qui diffère des Hommes de Néandertal classiques d'Europe occidentale, se rattacherait plutôt à l'*Homo sapiens* archaïque dont il pourrait être tenu pour une variante. Quant aux couches moustériennes, elles ont livré, dans les grottes du mont Carmel et dans celle de Qafzeh (à 2,5 km au sud de Nazareth), de nombreux squelettes. Le Moustérien du Proche-Orient est contemporain de celui de l'Europe ; les fossiles humains qu'on y a trouvés se répartissent, selon B. Vandermeersch, en deux populations : d'une part à Qafzeh et Skhül (ce sont des hommes modernes, même s'ils ont encore quelques caractères archaïques qui ont été perdus depuis ; ceux de Qafzeh viennent d'être datés de 90 000-100 000 ans), d'autre part à Taboun, Amoud et Kébara (ce sont des Néandertaliens ; ils semblent être originaires d'Europe et être arrivés au Proche-Orient au début de la dernière glaciation ; ils sont donc plus récents, dans cette région, que les plus anciens hommes modernes) ; ces deux populations ont été contemporaines pendant le Moustérien. Plusieurs de ces squelettes du Carmel et de Qafzeh, qui étaient en position repliée, avaient sans doute été inhumés ; à Qafzeh, où, par ailleurs, les couches moustériennes recélaient beaucoup de fragments d'ocre, la tombe d'un enfant de dix ans, ayant un bloc de calcaire sur le ventre, contenait des offrandes (massacre de daim, œuf d'autruche). Précisons que Skhül est au mont Carmel, ainsi que Taboun et Kébara, Qafzeh près de Nazareth et Amoud à l'est du lac de Tibériade.

Les débuts du Paléolithique supérieur proprement dit datent vraisemblablement d'environ 40 000 ans au Proche-Orient ; peut-être y sont-ils un peu plus anciens qu'en Europe. Mais, par rapport à celle-ci, on constate qu'alors au Proche-Orient l'art est très peu développé. La découverte de morceaux d'ocre rouge suggère la pratique de peintures corporelles ; les deux pièces d'un broyeur à ocre en basalte ont été mis au jour à Qafzeh ; trois coquillages perforés, trouvés à Masaraq an-Naaj (dans le désert de Judée), pourraient être des éléments de collier. Seuls quelques rares restes humains ayant été trouvés, l'homme d'alors est moins bien connu que celui du Paléolithique moyen ; la plupart de ces restes paraissent attribuables à un *Homo sapiens sapiens* très proche de l'homme actuel.

### • Épipaléolithique : le Natoufien


C'est en 1928 que D. Garrod découvrit en Judée occidentale, dans l'oued en-Natouf, les premiers vestiges de la civilisation à laquelle elle allait donner le nom de Natoufien. Le Natoufien, qui n'est plus limité à la Palestine, ne présente pas, typologiquement, de rupture avec le Paléolithique ; plutôt que d'un Mésolithique, il s'agit donc d'un Épipaléolithique. Il peut être situé aux limites du Pléistocène supérieur et de l'Holocène, vers 10000 à 8000 avant J.-C., période pendant laquelle, au Proche-Orient, les conditions climatiques furent généralement favorables (précipitations encore plus abondantes qu'actuellement, température moyenne d'été probablement moins élevée). Quoiqu'on en ait dit, et bien que leur civilisation offrit un grand intérêt, les Natoufiens n'inventèrent pas l'agriculture et ne domestiquèrent pas le chien. Mais à cette époque, en Palestine, l'outillage en os paraît prendre une réelle importance, et le mobilier en pierre un essor caractéristique. Signalons qu'à Mallaha (bassin du lac Houleh) ont été trouvés plusieurs objets en pierre ainsi qu'une petite figurine qui conservent nettement des traces d'ocre rouge. Les Natoufiens ont encore occupé des grottes et les plates-formes qui les précèdent ; pourtant, il semble que leurs principaux établissements aient été en plein air : ils sont constitués par des abris circulaires à demi souterrains, auxquels succèdent, en plusieurs endroits, des constructions circulaires. À Mallaha, des traces de peinture rouge ont été décelées sur l'enduit de sable et d'argile calcifié qui recouvrait, à l'intérieur, les parois de l'un de ces abris. Les sites natoufiens ont livré les restes d'environ deux cents êtres humains dans des sépultures soit individuelles, soit collectives ; ces dernières, pour lesquelles il s'agissait presque toujours d'inhumation au second degré, contenaient seulement le crâne et une partie des ossements de chaque individu. S'il est exceptionnel d'avoir trouvé des objets auprès des corps, les indices d'un rite paraissant destiné à fixer le mort dans sa tombe ont été relevés dans plusieurs sépultures, notamment à Mallaha : tête du squelette calée entre des pierres, pierres posées sur le bassin et sur chaque articulation ; les Natoufiens auraient donc redouté un retour des morts, ce qui suppose la croyance à une forme de survie. À Fallah (Carmel), la présence d'ocre rouge a été signalée. Par contre, sans doute ne faut-il pas voir dans les sépultures au second degré un rite d'anthropophagie, mais s'agit-il simplement, ici, de la plus ancienne attestation d'une coutume des populations semi-nomades du Proche-Orient liée au retour périodique à un certain habitat. D'après l'étude de leurs ossements, les Natoufiens auraient été composés de deux groupes de populations légèrement différents quoique ayant sans doute une même origine, au Paléolithique supérieur, chez des Hommes du type de Combe Capelle ; l'Homme de Mallaha et aussi d'Erq el-Ahmar (désert de Judée) pourrait être l'ancêtre du type eurafricain qui se rencontrera en Palestine, en Iraq, en Iran et en Anatolie aux temps historiques ; l'Homme de Fallah pourrait être celui des Proto-Méditerranéens nombreux en Palestine, ainsi qu'à Byblos, aux périodes suivantes. Comme les squelettes de l'oued Fallah ont été trouvés au-dessus du niveau des paliers d'occupation natoufiens et dans la couche de débris qui les recouvre, leurs sépultures sembleraient attribuables, plutôt qu'à la base terminale de l'occupation natoufienne, à celle qui a suivi cette occupation et qui est dite « dans la tradition



natoufienne ».

## • Néolithique

### Le Néolithique sans céramique : vers une économie de production alimentaire, les premiers villages

On peut noter au [Néolithique](#), pour la première fois, un certain degré d'homogénéité culturelle dans l'ensemble du Proche-Orient méditerranéen que caractérise, alors, un net retard pris par son développement culturel sur celui des régions situées à l'est de l'Euphrate : en Syrie-Palestine, les nouvelles techniques de production paraissent se heurter à un dispositif techno-économique qui, pour être archaïque, n'en avait pas moins fait ses preuves au cours de la période précédente. Pourtant, si la cueillette et la chasse constituent toujours la base essentielle de l'économie – la production alimentaire continuant à être peu importante –, le processus qui conduira à une économie agricole et pastorale semble s'amorcer véritablement en Palestine. À Beidha (au sud de la mer Morte, sur le plateau transjordanien), on relève les traces d'une proto-agriculture et d'un proto-élevage. À Beidha et sans doute, aussi, à Jéricho (phase du *Pre-Pottery Neolithic B*, en abrégé : *PPNB*) et à Munhata (au sud du lac de Tibériade, dans la vallée du Jourdain et à la même altitude que Jéricho) apparaissent les premiers villages de Palestine entre 7000 et 6500 avant J.-C. Sur la plupart des sites, les maisons circulaires de la période précédente sont remplacées, progressivement, par de spacieuses habitations rectangulaires à sol de plâtre ; ce plan étant, primitivement, celui de constructions faites entièrement ou en grande partie en bois, doit avoir été emprunté à des populations habitant des régions boisées. Dans les sépultures, comme à la période précédente, les corps sont déposés sans orientation particulière, couchés sur l'un ou l'autre côté, en position semi-fléchie. Mais souvent la tête a été détachée du tronc, et, sans le maxillaire inférieur, soit déposée près du corps, soit inhumée à part, soit encore, à Jéricho *PPNB*, utilisée comme support d'un modelage en plâtre donnant, peut-être, un portrait du défunt . Il se pourrait que ces crânes soient ceux d'ancêtres particulièrement vénérés. On constate un lien stylistique incontestable entre ces crânes surmodelés et une fort belle tête, en plâtre peint, principal reste d'une statue presque grandeur nature trouvé également à Jéricho *PPNB*. Des fragments d'autres statues ont aussi été dégagés sur ce site, de même qu'à Munhata des bâtonnets d'argile figurant grossièrement des êtres humains dont le sexe est spécialement mis en valeur.



Le R. P. Buzy avait donné le nom de Tahounien à l'industrie d'une station de surface du désert de Judée, située à l'est de Bethléem, au bord de l'oued Tahouneh ; par la suite, cette appellation fut étendue à des industries d'autres sites. Mais la définition précise du Tahounien, qui, d'ailleurs, ne concernerait que quelques stations de Palestine, pose encore de nombreux problèmes.

### Le Néolithique avec céramique

L'usage de la céramique, qui semble bien être apparue simultanément sur le plateau anatolien, en Syrie du Nord et dans les vallées du Zagros, se répandit dans le Proche-Orient au cours du dernier quart du VII<sup>e</sup> millénaire. Il convient de souligner que la céramique, pour la fabrication de laquelle

chaque grande région imagina une technique particulière, apparut ainsi dans des sociétés qui n'étaient pas parvenues à un même niveau de développement et de complexité.

La Palestine du VI<sup>e</sup> millénaire et de la première moitié du Ve est fort mal connue ; elle paraît rester à l'écart de l'essor culturel qui, alors, concerne tout le reste du Proche-Orient. L'occupation des sites de Jéricho *PPNB*, Munhata, Sheikh Ali (également dans la vallée du Jourdain, à proximité du précédent) et Beidha – qui, pourtant, ne portent aucune trace de destruction – cesse, semble-t-il, soudainement ; les trois premiers de ces sites se trouvant à la même altitude, sur une terrasse de la vallée du Jourdain, il est possible d'expliquer leur abandon en supposant une faible variation climatique, intervenue vers la fin du VII<sup>e</sup> millénaire, qui aurait provoqué un abaissement du niveau de base, cause d'un assèchement de cette terrasse ayant entraîné une rapide modification de l'écologie locale. Cependant, le bassin du lac Houleh, la montagne et la région côtière sont alors occupés, et cette partie de la Palestine constitue, avec la Syrie méridionale, le domaine d'une civilisation à caractère forestier – ainsi qu'en témoigne la prédominance des instruments destinés au travail du bois dans l'outillage de cette civilisation. Le grand mérite de celle-ci aura été d'établir un lien typologique et culturel entre la civilisation dite de Jéricho *PPNB* et celle de la période qui va commencer, vers le milieu du Ve millénaire avant J.-C., avec l'amélioration des conditions climatiques.

À ce moment-là, les anciens sites de la vallée du Jourdain sont réoccupés, et d'autres (tel Shaar Hagolan, au débouché de la vallée du Yarmouk) y sont fondés ; la steppe orientale, syro-transjordanienne, s'élargit et reprend vie, permettant à l'influence septentrionale de se faire à nouveau sentir en Palestine : les principaux établissements d'alors jalonnent les voies naturelles de pénétration d'est en ouest, allant, d'une part, des sites de la vallée du Jourdain proches du débouché de celle du Yarmouk (Shaar Hagolan, Sheikh Ali, Munhata) par la vallée de l'oued Bira vers la Galilée et la région du Carmel, d'autre part de Jéricho vers le désert de Judée (grottes de l'oued Murabba'āt) et, par l'oued Rabah, vers la plaine côtière dans la région de Tel-Aviv.

Cette influence septentrionale, encore faible pendant la seconde moitié du Ve millénaire (phases de Shaar Hagolan et de Munhata), se précisera vers 4000 avant J.-C. (phase de l'oued Rabah). Alors, la Palestine atteindra un niveau de développement économique et culturel se rapprochant de celui des civilisations du nord de la Syrie qui avaient bénéficié, de bonne heure, d'influences nord-mésopotamiennes (Hassuna, Halaf).

## • Chalcolithique

### **Le Ghassoulien : les civilisations agricoles pastorales de la seconde moitié du IV<sup>e</sup> millénaire avant J.-C.**

Au cours du IV<sup>e</sup> millénaire, l'influence septentrionale va être plus importante encore en Palestine, où elle prendra, alors, la forme de l'infiltration, par la route de la steppe, d'éléments ethniques porteurs d'une civilisation avancée témoignant de contacts directs ou indirects avec les grands foyers mésopotamiens et anatoliens.

Dans le premier tiers du IV<sup>e</sup> millénaire, tandis que la plupart des sites relevant de la civilisation de l'oued Rabah sont abandonnés, de nouveaux établissements sont fondés en terrain plat ou faiblement ondulé, constitué par du loess ou du limon, généralement sur le sol vierge et même, souvent, dans des régions qui – comme le Sud palestinien – n'avaient jamais connu jusque-là d'établissements sédentaires ; Teleilat el-Ghassoul, situé presque en face de Jéricho, sur la rive orientale du Jourdain, à trois cents mètres au-dessous du niveau de la Méditerranée, a donné son

nom à la civilisation palestinienne du milieu du IV<sup>e</sup> millénaire caractérisée, notamment, par l'apparition de structures techno-économiques adaptées aux régions sèches. Au sein de petites collectivités vivant de la culture des céréales et de l'élevage du gros et du petit bétail, la spécialisation ne se limite plus à celle concernant les sexes et les classes d'âges, et l'on relève l'apparition d'un véritable artisanat : plus tard et en d'autres contrées, un tel système techno-économique aboutira, selon les circonstances, soit à la sédentarisation agricole et au petit élevage, soit au grand nomadisme. Face à la pauvreté en ressources naturelles de cette zone semi-aride, l'adaptation de chaque groupe humain aux conditions écologiques se fait très étroite, permettant, finalement, de parvenir à un niveau de production alimentaire élevé, supérieur à celui qui sera obtenu, au début du III<sup>e</sup> millénaire, sur le pourtour de la montagne palestinienne où la chasse jouera encore un rôle important. On constate aussi, entre ces groupes, des différences moins occasionnelles, par exemple sur le plan culturel où divers usages, apparemment importés, révèlent la complexité déjà atteinte par l'ensemble de populations dont ces groupes sont originaires : ainsi, tandis que les coupes en basalte sont d'un type haut et étroit à Ghassoul et dans le Néguev occidental, elles sont d'un type largement ouvert à Beershéba (= Bersabée) et à Tel-Aviv ; l'utilisation d'ossuaires dans les tombes de la région de Tel-Aviv est un autre élément caractéristique de ces différences. En fait, de nombreux traits communs unissent d'une part Ghassoul et certains groupes du Néguev occidental, d'autre part Beershéba et les groupes de la région de Tel-Aviv. Il faut signaler, de plus, qu'apparaît également alors en Palestine la métallurgie du cuivre. Étant donné que celle-ci de même que la culture des céréales et la domestication des animaux étaient connues depuis déjà longtemps du Taurus au Zagros, il paraît raisonnable d'attribuer l'origine de la civilisation ghassoulienne à de petits groupes qui, peut-être poussés par d'autres depuis leur précédent habitat – steppe syrienne et plateau transjordanien –, se seraient lentement infiltrés en Palestine en suivant les voies naturelles, traversant la vallée du Jourdain et aussi, au sud de la mer Morte, la Araba (l'exploitation des gisements transjordanien par les métallurgistes d'Abou Matar, près de Beershéba, a vraisemblablement commencé dès avant l'installation de ceux-ci dans le Néguev central). Tandis que minerai de cuivre (malachite) et basalte provenaient du plateau transjordanien, c'est probablement des régions du moyen et du haut Euphrate qu'étaient importés ivoire d'éléphant et objets de métal ; quant aux relations commerciales avec l'Égypte, elles ne présentaient encore qu'un caractère accidentel. Les sépultures, qui sont au second degré (sauf, généralement, celles des nouveau-nés et des enfants), sont presque toujours situées hors des habitations ; pourtant à Safadi, près de Beershéba, une chambre souterraine désaffectée a livré les ossements en paquets de plusieurs adultes et d'un enfant (ce groupe appartiendrait à la race arménoïde, signalée là pour la première fois en Palestine). Des grottes sépulcrales artificielles, creusées dans la craie ou dans la dune consolidée, ont été découvertes dans la région de Tel-Aviv et jusqu'à Hédérâh (à mi-distance de Tel-Aviv et de Haïfa) : dans ces tombes, salles souterraines plus ou moins grandes auxquelles un puits donnait accès, des ossuaires – quelquefois en pierre mais le plus souvent en terre cuite ou simplement dégourdie, et présentant la forme de coffres, de maisons, de silos ou même d'animaux –, qui contenaient le crâne et les os longs d'un ou de plusieurs individus, avaient été placés sous une banquette de pierre ou à même le sol ; assez peu abondant, le mobilier funéraire des tombes à ossuaires comprend de petits bols, des coupes à haut pied fenestré, des modèles de barattes, des bassins. Des empreintes laissées sur le fond des vases et des ossuaires en céramique témoignent de l'existence de la vannerie. Des statuettes en ivoire d'hommes et de femmes nus, debout, les bras le long du corps et les mains sur les hanches, trouvées dans les habitations souterraines (qui sont les plus anciennes) de Beershéba, sont remarquablement travaillées ; de fabrication locale, elles ont quelques traits communs avec celles des tombes de l'Amratien de Haute-Égypte, qui leur sont un peu antérieures, mais elles présentent aussi d'autres traits qui les en différencient, comme c'est aussi le cas, sans doute, de leur signification. Presque tous les sites ont livré des figurines animales en



terre cuite, et à Zoumeili (un peu au nord-ouest de Beershéba) ainsi qu'à Zeita (dans le sud de la plaine côtière, au pied des collines) certaines d'entre elles sont de grandes dimensions. Notons, enfin, qu'à Engaddi, à proximité d'une source abondante, sur un promontoire rocheux dominant la mer Morte, ont été dégagées les ruines de ce qui pourrait avoir été un centre cérémoniel.

Pendant ce temps, une civilisation de type « méditerranéen », encore mal connue, se maintenait dans les régions montagneuses ou plus humides : à Beth-Shéan (= Beisan ; au sud du lac de Tibériade, dans la vallée du Jourdain), à Affouleh et à Megiddo (un peu plus au nord, et à mi-distance du Jourdain et de la Méditerranée), à Tell el-Farah (près de Naplouse) ; malgré quelques emprunts au Ghassoulien proprement dit, son économie – où la cueillette et la chasse continuaient à jouer un rôle non négligeable – gardait un caractère traditionnel ; cette civilisation transmettra, à la civilisation cananéenne de la période suivante, les éléments de la vieille tradition indigène qu'elle avait conservés. En effet, vers la fin du IV<sup>e</sup> millénaire la civilisation des agriculteurs-éleveurs disparaît, alors que s'affirment les traits de cette civilisation méditerranéenne, comme on le constate, par exemple, sur le site de Zeita (dans le sud de la plaine côtière, au pied des collines) – établissement sans doute saisonnier et dont l'occupation n'a pas dû s'étendre sur plus d'un demi-siècle : là, à une céramique présentant de frappantes similitudes tant avec celle de Ghassoul qu'avec celle des sites du Néguev occidental s'ajoutent, vers la fin de l'occupation, une céramique lustrée grise ou rouge et des anses horizontales à bord ondulé ou marqué d'impressions digitales dans la tradition « méditerranéenne », ainsi que des nucleus et des lames de type « cananéen » ; à noter que les nouvelles formes céramiques sont de fabrication locale et ne se distinguent pas, du point de vue technique, du reste de la poterie. On retrouve ces caractères hybrides à Yazour (près de Tel-Aviv), à Méser (entre Hédérâh et Megiddo), sur le site H de l'oued Ghazze.

On ignore les raisons précises de la disparition des civilisations agricoles pastorales, qui paraissent n'avoir joué aucun rôle dans la formation de la civilisation cananéenne du III<sup>e</sup> millénaire : d'une part, rien ne permet d'envisager une sédentarisation progressive par un repli depuis les zones semi-arides vers la zone méditerranéenne, et, d'autre part, aucune trace d'une évolution vers le nomadisme n'a été relevée. Le climat étant alors, et ce jusque vers 2400 avant J.-C., plutôt un peu plus humide que de nos jours, on peut difficilement le mettre en cause ; comme les grottes du désert de Judée les plus difficilement accessibles semblent avoir servi, à cette époque, de refuge provisoire, peut-être faut-il incriminer, au moins localement, la détérioration de la sécurité. D'après la valeur Libby du carbone 14, l'occupation des sites du Néguev et de la vallée du Jourdain se situerait entre 3600 et 3100 avant J.-C., et celle de Zeita aux alentours de 3100 : cette période correspond à l'Amratien et au début du Gerzéen en Égypte.

### **Le Bronze ancien I, ou Protocanéen : le mouvement de sédentarisation agricole et les premières organisations semi-urbaines**

Suivant apparemment de peu la disparition des établissements sédentaires du Sud palestinien, on constate la fondation de nouveaux établissements – relevant tous de la civilisation « méditerranéenne » – dans les collines situées à la périphérie de la région montagneuse et dans la montagne elle-même, en des endroits faciles à défendre et proches de sources pérennes ; mentionnons : Gézer, Tell ed-Duweir / Lakish et Tell Gath dans les collines bordant à l'ouest les monts de Judée ; et Tell / Aï, Tell en-Nasbeh et Jérusalem-Ophel dans la montagne de Jérusalem. Parallèlement, dans le nord du pays, à Tell el-Farah, Beth-Shéan, Affouleh, Megiddo, Méser et Tell esh-Shuneh (ce dernier site sur la rive orientale du Jourdain, un peu au sud du Yarmouk), l'occupation se poursuit. Enfin, Munhata, Jéricho et son voisinage sont réoccupés. On peut déduire de cette situation, d'une part que les structures économiques propres aux agriculteurs-éleveurs se sont effacées, d'autre part que l'économie de type palestinien traditionnel est en progrès certain.

Nulle part, malheureusement, les niveaux de cette époque n'ont été l'objet de fouilles étendues ; il est donc impossible de se faire une idée précise de celle-ci. Relevons, seulement, que cette période – dont la fin est marquée par l'apparition des grands systèmes défensifs du Bronze ancien II, quand la Palestine sort de la préhistoire – dure plusieurs siècles pendant lesquels la civilisation « cananéenne » du III<sup>e</sup> millénaire est en gestation. Plutôt que de retenir l'appellation de « Chalcolithique supérieur » ou celle de « période proto-urbaine » (qui préjuge du caractère des agglomérations fortifiées de la période suivante, laquelle est encore très mal connue), il semble donc préférable de lui donner celle de « Bronze ancien I, ou Protocananéen ». Lorsqu'elle sera mieux connue, on constatera, vraisemblablement, que cette civilisation comprend plusieurs phases et présente des aspects régionaux. Comme à Byblos, à Megiddo, Méser, Beth-Shéan, et sur le site H de l'oued Ghazze, l'architecture est caractérisée par de petites maisons de plan absidial ; il n'y a encore trace ni d'ordonnance de la distribution des habitations, ni de système défensif. Si les diverses variétés de céramique de cette époque sont essentiellement d'origine palestinienne, elles paraissent pourtant avoir subi des influences étrangères : ainsi, la mode des anses surélevées provient sans doute du nord. C'est par osmose que se font alors les rapports des régions voisines, et sur la base des échanges commerciaux que s'établissent les contacts à plus longue distance. Il est difficilement concevable que des migrations de l'importance de celles de la période précédente se soient alors produites ; en effet, tandis que des populations d'agriculteurs-éleveurs pouvaient, par le corridor de la steppe syro-transjordanienne, gagner les régions sèches de Palestine et s'y établir en conservant leur mode de vie, on imagine mal un mouvement de même origine aboutissant à des régions accidentées, boisées et plus humides, où ces populations n'auraient pu s'implanter qu'à la condition de faire subir à leurs structures économiques et à leur mode de vie une profonde transformation. À l'est, ce n'est que sur une étroite bande de territoire, située sur le rebord du plateau transjordanien, que l'on rencontre alors une végétation de type méditerranéen et des conditions de vie comparables à celles de la montagne palestinienne ; mais, quelles que soient les ressemblances, il n'est pas possible, actuellement, d'affirmer que c'est de là qu'est venue la civilisation palestinienne de cette période. Vers le nord, la Palestine est en relation principalement avec les régions de la côte méditerranéenne du Proche-Orient ; il en sera ainsi pendant tout le Bronze ancien, jusqu'à ce que, à la fin du III<sup>e</sup> millénaire, de nouvelles invasions, venues de la steppe, mettent fin à ces contacts ou les masquent de nouveau. Du côté du sud, on note pour la première fois l'existence d'échanges avec l'Égypte : en effet, d'une part pendant la phase finale du Gerzéen apparaissent dans ce pays des formes céramiques probablement importées de Palestine, et l'influence de celle-ci est relevée en particulier au sein des populations semi-pastorales du Delta (notamment à Maadi) qui pourraient bien être responsables de ces premiers contacts ; d'autre part, des tessons trouvés à Tel 'Erani (qui n'est plus Tell Gath) et à Arad qui est alors fondé (à mi-distance de la mer Morte et de Beershéba, et un peu au nord de ce dernier site), portent gravé, en écriture hiéroglyphique, le nom de Narmer – qui, selon certaines hypothèses, aurait été le fondateur de la Ire dynastie égyptienne –, et le mouton signalé alors à Méser ainsi qu'à Tel 'Erani est d'une espèce différente de celle de la région de Beershéba à la période précédente, mais semblable à celle qui a été identifiée dès le Néolithique de Toukh en Égypte d'où il pourrait donc provenir. L'inauguration de relations entre la Palestine et l'Égypte, à travers le désert du Sinaï, vers la fin du IV<sup>e</sup> millénaire, est un événement de première importance, car, jusqu'alors, la Palestine avait été un « cul-de-sac » soumis aux seules influences asiatiques ; et ces relations vont bientôt prendre une ampleur considérable, grâce, selon toute vraisemblance, à l'utilisation d'un bovidé comme animal de bât – seul moyen qui ait pu permettre de franchir les 200 km de quasi-désert séparant le Sud palestinien du Delta égyptien. Signalons qu'il ressort, de l'examen récent de soixante-dix sites se trouvant entre Raphia (près de la côte méditerranéenne, à une trentaine de kilomètres au sud de Gaza) et el-Quantara (sur la rive orientale du canal de Suez, entre les lacs Menzaleh et Ballah), que le tracé de la route unissant ces deux



points paraît n'avoir pas sensiblement changé depuis cinq millénaires. Dès lors, la Palestine va jouer, aux dépens de son originalité, le rôle auquel sa situation géographique la prédisposait : celui de zone de passage où se croiseront les influences, et souvent les armes, des grands empires d'Égypte et du Proche-Orient asiatique.

## 2. L'histoire

Les temps historiques commencent, en Mésopotamie et en Égypte, avec l'apparition de l'écriture, tandis qu'en Palestine, où, au Bronze ancien, le développement technologique, économique, social et culturel ne dépasse jamais, semble-t-il, le niveau qu'il avait atteint dans les agglomérations mésopotamiennes du IV<sup>e</sup> millénaire, l'écriture n'apparaîtra pas avant la seconde moitié du II<sup>e</sup> millénaire. La Palestine du III<sup>e</sup> millénaire ne sortirait donc pas de la protohistoire ou de la parahistoire. Pourtant, prenant en considération le fait qu'au Bronze ancien II la Palestine est parvenue à un stade de surproduction, de centralisation et de redistribution des surplus alimentaires – que cette surproduction ait été provoquée par la nécessité d'organiser collectivement la défense contre un ennemi, ou bien par celle de payer tribut à un conquérant –, on admet généralement que ce nouvel ordre économique, social et politique marque l'entrée de la Palestine dans l'histoire vers le début du III<sup>e</sup> millénaire avant J.-C.

En raison des désaccords qui subsistent entre spécialistes à propos des dates, désaccords portant parfois, à haute époque, sur plusieurs siècles, il n'a pas toujours été possible de situer tel ou tel fait dans le temps avec toute la précision souhaitable.

### • Période cananéenne (du début du III<sup>e</sup> millénaire à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle av. J.-C.)

#### Le III<sup>e</sup> millénaire : le Bronze ancien II, la civilisation cananéenne

Largement ouverte aux influences extérieures, la Palestine entretient alors des relations d'une importance considérable avec l'Égypte. En de nombreux endroits du territoire palestinien ont été découverts des objets en provenance d'Égypte. Mais, si l'influence de l'Égypte paraît grande, alors, dans le sud de la Palestine, plus importante même qu'à Byblos qui ne communique avec l'Égypte que par mer, en retour celle de la Palestine sur l'Égypte n'est pas négligeable : ainsi, dans ce dernier pays, de nombreux vases, ayant peut-être servi à transporter des huiles ou des parfums, ont été trouvés dans des tombes royales comme dans des tombes privées ; grâce à ceux-là, on a pu établir que le Bronze ancien II palestinien était contemporain de la Ire dynastie égyptienne, laquelle aurait été fondée vers le début du III<sup>e</sup> millénaire. Passé le moment des contacts pacifiques, la pénétration égyptienne, les rivalités locales semblent avoir provoqué une réorganisation des agglomérations palestiniennes, qui conduisit à leur développement économique et social : la construction de remparts amena, en effet, à ordonner la distribution des habitations, qu'ils enserraient, en fonction des principes d'un urbanisme élémentaire (aménagement de rues, de greniers et autres bâtiments publics), à organiser une répartition – et donc une hiérarchisation – des tâches, en conséquence à accroître la production de chacun afin de pouvoir subvenir aux besoins de tous. Mais il ne s'agit sans doute encore que de villages fortifiés, car ces agglomérations, où l'artisanat est encore peu développé et l'organisation sociale peu élaborée, ne paraissent pas avoir été des marchés, des centres régulateurs et distributeurs des ressources à l'échelle d'une région ; *en ce sens*, ce n'est, estime-t-on, qu'au II<sup>e</sup> millénaire, avec les Hyksôs, que l'on pourra parler de villes en Palestine. La qualité de la céramique témoigne en faveur de la prospérité du pays à cette époque. Deux stèles, en assez

mauvais état de conservation, sur lesquelles on reconnaît dans un cas un, dans l'autre trois personnages, révèlent, selon toute vraisemblance, l'existence d'une école locale de sculpture s'inspirant, non sans gaucherie, de modèles égyptiens. Les sanctuaires de Aï, qui dateraient de la première moitié du III<sup>e</sup> millénaire, sont construits selon une technique architecturale dans laquelle on relève des emprunts faits à l'Égypte.

La Palestine subit aussi, alors, une influence mésopotamienne qui, moins massive que celle de l'Égypte, n'est pas pour autant superficielle ; ce serait, en effet, la Mésopotamie qui, à cette époque, fournirait le Proche-Orient en modèles métallurgiques.

Il semble que la religion cananéenne soit constituée vers le temps où la VI<sup>e</sup> dynastie règne en Égypte, si l'on en juge, notamment, par la découverte, à l'est de la mer Morte, d'un centre culturel – qui remonterait à la seconde moitié du III<sup>e</sup> millénaire – où des tombes à menhirs ou à tumulus, témoignant de la pratique du culte des morts, voisinent avec sept pierres dressées.

### **À la charnière des III<sup>e</sup> et II<sup>e</sup> millénaires : le Bronze intermédiaire et une nouvelle poussée des nomades ; le Bronze moyen I et l'absorption des nomades**

Alors que l'Égypte de la Première Période intermédiaire et du début du Moyen Empire n'est plus en état, provisoirement, d'intervenir en Palestine, l'influence culturelle de la Mésopotamie s'y fait toujours sentir, par l'intermédiaire de la Syrie. Peut-être comme contrecoup de l'établissement des Amorrites en Mésopotamie, des populations semi-nomades, franchissant le Jourdain, pénètrent de nouveau en force en Palestine et s'y installent surtout à la périphérie de la zone climatique méditerranéenne, provoquant l'effondrement des structures socio-économiques qui y prévalaient : les agglomérations sont détruites et abandonnées, et l'économie palestinienne se convertit à l'élevage. Cette époque, pendant laquelle une civilisation pastorale oblitère une nouvelle fois la tradition autochtone, marque le passage du Bronze ancien au Bronze moyen.

À partir du XIX<sup>e</sup> siècle, selon les sources égyptiennes, on assisterait en Palestine, parallèlement à une augmentation du nombre des installations permanentes, à une diminution de celui des tribus ; mais il semble que l'on reste encore très près de l'organisation tribale : ainsi, à Jérusalem comme à Ascalon, l'existence de plusieurs clans est manifestée par celle de plusieurs chefs, alors qu'elle l'est, à Jéricho, par celle de tombes présentant des caractéristiques diverses. L'onomastique théophore est analogue à celle des Amorrites, mais on décèle une prééminence d'Adad qui, dieu de l'orage et des pluies – comme Baal, le « Seigneur » des mythes et des cultes agraires ougaritiques –, devait avoir essentiellement pour fidèles des populations d'agriculteurs sédentaires. Sous la XII<sup>e</sup> dynastie, l'Égypte étend à nouveau son influence sur une grande partie de la Palestine et de la Syrie ; la seule expédition militaire d'envergure dont on ait connaissance, pour le Moyen Empire, est celle que Sésostri III conduisit jusqu'à Sichem, qu'il prit. Mais, si de nombreux Asiatiques vont chercher du travail en Égypte, il faut par ailleurs noter que c'est de cette époque que datent les *Textes d'exécration* égyptiens dirigés contre les « rebelles » syro-palestiniens, qui portent tous des noms amorrites, de même que c'est à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle que les agglomérations palestiniennes commencent à s'entourer de remparts énormes. Cette situation d'agitation interne et d'émigration sert de prélude à l'invasion hyksôs de l'Égypte.

Après l'invasion nomade qui a marqué le début de cette époque, la reconstruction du pays est en bonne voie quand celle-ci s'achève ; les agglomérations, constituant des entités indépendantes les unes des autres, chacune d'entre elles ayant désormais à sa tête un seul chef, absorbent peu à peu les semi-nomades sémitiques, opération sans doute facilitée par l'appartenance de ceux-ci à la même branche sémitique du Nord-Ouest que les Cananéens.



## Du XVIII<sup>e</sup> siècle au milieu du XVII<sup>e</sup> : le Bronze moyen II, les Hyksôs

Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Empire égyptien d'Asie s'effondre sous le règne effacé des derniers pharaons de la XII<sup>e</sup> dynastie, et l'on ne trouvera pas mention, si ce n'est peut-être une fois, de l'Égypte dans les archives diplomatiques et commerciales de Mari. L'Égypte subit alors une invasion de populations asiatiques qui la plonge dans le désordre : c'est la Deuxième Période intermédiaire, qui correspond à cette époque. Le nom très imprécis d'Hyksôs, c'est-à-dire « Princes des pays étrangers », que donnèrent à ces envahisseurs les Égyptiens, indique que ceux-ci ne connaissaient pas l'origine exacte de ces populations. Certainement sémites, les souverains hyksôs étaient probablement, pour la plupart, des princes cananéens ou amorrites venus de Palestine. En effet, il est peu vraisemblable qu'ils soient partis de Mésopotamie ou de Syrie au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, car ni les abondantes archives de ces pays ni l'archéologie n'ont livré trace d'un tel mouvement. Par contre, la Palestine méridionale paraît avoir été, alors, troublée par l'existence de petits princes chefs de bandes, qui, dépourvus de terres, étaient attirés par le Delta égyptien. C'est probablement dans ce contexte qu'il faut situer les récits de la *Genèse* concernant l'entrée d'éléments hébreux en Égypte. Infiltrations et coups de main répétés permirent aux Hyksôs de s'emparer de la partie orientale du Delta où ils firent d'Avaris leur capitale ; de là, ils étendirent leur domination sur tout le pays. À cette époque, la Palestine – centre d'un « empire » des Sémites du Nord-Ouest placé sous l'autorité de la capitale hyksôs d'Avaris – atteint un niveau de civilisation remarquable, dont il ne reste, malheureusement, que de trop rares témoins. Ainsi, de puissantes fortifications entourent les résidences des roitelets palestiniens sans cesse en guerre les uns contre les autres : constituées parfois, comme à Sichem, Gézer et Jéricho, de grands murs en talus au soubassement en appareil polygonal massif dit « cyclopéen », ces fortifications sont souvent munies, par exemple à Megiddo, Sichem, Gézer et Hasor, de portes à étranglements successifs (« portes à tenailles »), aménagées de manière à tenir compte de l'emploi, qui, en Palestine, date de cette époque, de chars de guerre tirés par des chevaux. Ajoutons que, pour la première fois en Palestine, est alors édifié, à Hasor, un mur à casemates. De spacieuses demeures, comprenant cour intérieure et étage, ont été dégagées ; le contraste que l'on constate entre celles-ci et les masures qui leur sont contemporaines est sans doute un reflet de celui qui existait alors entre les situations respectives des proches de ces roitelets et de la masse de la population. Les tombeaux, creusés dans le roc, sont le plus souvent des sépultures familiales ; armes et bijoux de qualité accompagnaient les restes des défunts fortunés, et, d'une manière générale, la plupart des objets de ce temps que l'on connaît proviennent des tombeaux. Dans le domaine de la céramique, les formes imitent celles des vases de métal ; à côté de vases à l'engobe crème ou rouge, on voit apparaître et se répandre, en Syrie occidentale et en Palestine, une poterie dite « hyksôs », noire, lustrée et incrustée de pâte calcaire blanche, dont l'origine est peut-être à chercher dans le nord de la Syrie ; le brillant des engobes soigneusement polis renforce, encore, l'illusion de métal. Les fibules et autres objets métalliques ou bien sont d'un type local syro-palestinien, ou bien s'inspirent de modèles égyptiens. Signalons, encore, la qualité du travail de l'ivoire ainsi que la réputation acquise par les Cananéens dans la teinture en pourpre, et notons que l'originalité de l'art local apparaît également dans la sculpture de stèles telles que celle de la « déesse au serpent » de Tell Beit Mirsim.

Complétant l'œuvre de libération nationale entreprise par les pharaons de la XVII<sup>e</sup> dynastie, Amosis, le fondateur de la XVIII<sup>e</sup> dynastie – qui est la première du Nouvel Empire –, s'empara d'Avaris pourchassant les Hyksôs jusqu'en Asie.

## Du milieu du XVII<sup>e</sup> siècle à la fin du XIII<sup>e</sup> : le Bronze récent, la prépondérance de l'Égypte

La conquête de la Palestine par l'Égypte, vers le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, introduit à l'âge du Bronze récent. La XVIII<sup>e</sup> dynastie des Aménophis, des Thoutmosis et de Toutânkhamon, ainsi que la XIX<sup>e</sup>

des Ramsès et des Sétis, par des raids successifs réussirent à maintenir le protectorat de l'Égypte sur la Palestine. Mais, pendant ces trois siècles et demi, la situation internationale subit d'importantes modifications. Profitant d'abord de l'éclipse des Hittites, et afin d'empêcher la constitution d'un empire du Mitanni, Thoutmosis Ier et plusieurs autres pharaons de la XVIII<sup>e</sup> dynastie conduisirent leurs troupes jusqu'à l'Euphrate, et parfois même au-delà, en de fréquentes expéditions militaires ; par des campagnes annuelles, Thoutmosis III lassa la résistance des principautés de Syrie et de Palestine, après avoir, à Megiddo, disloqué, presque sans combat, la coalition des princes locaux. Puis, Aménophis III ayant préféré la diplomatie aux campagnes guerrières, les principautés asiatiques relâchèrent les liens d'obédience qui les unissaient à l'Égypte ; l'influence des Hittites se fit de plus en plus sentir alors que celle de l'Égypte, affaiblie, sous les derniers pharaons de la XVIII<sup>e</sup> dynastie, par ses querelles religieuses (l'« hérésie amarnienne »), était en régression. Sétis Ier rétablit la présence égyptienne en Palestine et résista victorieusement aux Hittites avec lesquels il signa, probablement, la paix ; les combats que Ramsès II mena, lui aussi, contre les Hittites, et qui furent marqués, notamment, par l'indécise bataille de Qadesh, se terminèrent par la signature d'un traité de paix maintenant le *statu quo* et inaugurant une période d'entente égypto-hittite qui procura près d'un demi-siècle de paix et de prospérité aux pays du Proche-Orient. Toutes ces opérations militaires des pharaons furent évidemment l'occasion, pour la Palestine, de subir des destructions, des pillages, des déportations et la perception de tributs. La situation fut encore aggravée par deux faits. D'une part, la perpétuelle agitation et les fréquentes révoltes des Bédouins Shasou, campés dans le Néguev et le Sinaï, amenèrent Thoutmosis II, Thoutmosis III et Sétis Ier à conduire contre eux des expéditions punitives. D'autre part, surtout, la manifestation de la présence, à partir de l'époque d'Aménophis II, dans les protectorats égyptiens d'Asie, en particulier en Palestine, des 'Aperou, Khapirou ou Khabirou qui – hors-la-loi en révolte contre l'oppression ou semi-nomades provenant du désert syrien – erraient à la lisière des cités-États en se faisant embaucher, à l'occasion, comme mercenaires, se révéla être un redoutable élément de confusion ; notons que, si l'élément sémitique est dominant parmi eux, l'hypothèse de leur identification au moins partielle avec les Hébreux, bien que fort tentante, n'a pu être démontrée de façon certaine. Quant aux Hébreux, établis dans la partie orientale du Delta, c'est certainement sous la XIX<sup>e</sup> dynastie qu'ils sortirent d'Égypte, au cours du xiii<sup>e</sup> siècle avant J.-C. ; mais, selon certains historiens ce serait sous le règne de Ramsès II, selon d'autres sous le règne du fils de celui-ci, Mernéptah, que l'« Exode » aurait eu lieu, à l'occasion peut-être d'une révolte générale de la Palestine, dans le premier cas, d'une invasion de la partie occidentale du Delta, dans le second. Si l'on tient compte, notamment, de l'impression, donnée par la mention dans une stèle de Mernéptah de l'« anéantissement » d'Israël, que ce peuple devait déjà, alors, être entré en Palestine, on estimera préférable de faire remonter l'« Exode » au temps de Ramsès II. En tout cas, cet « événement » ne paraît pas avoir retenu l'attention des Égyptiens.

La civilisation de la Palestine, au Bronze récent, semble être la composante d'un reflet gauche de la civilisation égyptienne et de l'écho assourdi de la civilisation cananéenne qui s'épanouit, du moins jusqu'au x<sup>e</sup> siècle, en Phénicie et en Syrie du Sud. Sans doute les exactions commises par les Égyptiens jointes aux méfaits imputables aux bandes semi-nomades sont-ils la cause du déperissement constaté alors en Palestine par rapport à la situation de ce pays à la fin du Bronze moyen, avant que les Hyksôs n'aient été expulsés d'Égypte. Si l'on relève peu de changements dans l'art de la fortification et dans la construction des maisons patriciennes, il faut signaler de notables progrès réalisés dans la technique de conservation des eaux (citerne rendues étanches grâce à un revêtement de plâtre de leurs parois), ainsi que dans celle de leur évacuation (par exemple, à Béthel, système de canalisations en pierre d'excellente exécution, qui desservait les riches demeures et permettait d'évacuer, hors de la ville, l'eau de pluie et les eaux usées). Des temples ont été dégagés dans plusieurs niveaux de nombreuses cités (Beth-Shéan, Hasor, Lakish, Megiddo, Sichem) ;



certaines de ces temples, par exemple dans les deux dernières de ces villes, devaient comporter plusieurs étages ; ils pouvaient, comme celui de Sichem qui, mesurant environ 25 m sur 21, est le plus grand des temples découverts en Palestine, présenter une succession de salles : *pronaos*, *naos* et *cella* (dans laquelle la statue du dieu était placée entre deux rangées de colonnes) ; cette division tripartite, on la retrouve dans l'un des temples de Hasor qui, avec les deux piliers de son porche, est en quelque sorte un prototype du Temple salomonien de Jérusalem. Ajoutons que le « haut lieu » de Gézer, centre culturel remontant sans doute à la fin du Bronze moyen et dont subsistent encore, notamment, dix pierres levées, continuait à être fréquenté. Dans le domaine de la céramique, notons, seulement, que l'influence égéenne se fait fortement sentir : des poteries mycéniennes ont été trouvées, en Palestine, dès les niveaux datant du début de cette époque. Enfin, relevons qu'alors l'usage de l'écriture se développe, pendant que de nombreuses tentatives sont faites, dans toute la région, en vue d'obtenir une plus grande schématisation des signes, leur disposition linéaire et l'attribution à ceux-ci d'une valeur alphabétique ; s'il est naturel de retrouver dans la Palestine, protectorat égyptien, de nombreuses stèles et statues portant des inscriptions hiéroglyphiques, il faut pourtant souligner qu'en ce temps-là les Cananéens écrivaient surtout en langue accadienne, utilisant des caractères cunéiformes gravés sur des tablettes d'argile – documents presque indestructibles qui, précieuse source d'information, ont été retrouvés en grand nombre soit en Palestine, soit chez leurs destinataires étrangers, en particulier égyptiens (ainsi à Tell el-Amarna).

Il a été constaté que, vers la fin de cette période, plusieurs villes de Palestine avaient été l'objet d'une destruction violente (ainsi : Lakish au sud, Béthel au centre et Hasor au nord du pays). On attribue généralement celle-ci à l'action des Israélites, c'est-à-dire des populations qui, avant qu'elles ne franchissent le Jourdain pour entreprendre la conquête de Canaan – la « Terre promise » à Abraham et à sa descendance par leur dieu, selon la *Bible* –, sont appelées « Hébreux ». Mais d'autres facteurs ont aussi été évoqués, à ce propos, comme des campagnes militaires égyptiennes – telle celle de Minéptah –, des conflits locaux entre cités-États cananéennes rivales, ou encore des infiltrations philistines. Ajoutons que, tout récemment, l'archéologue israélien I. Finkelstein, dans son ouvrage intitulé *The Archaeology of the Israelite Settlement*, cité in *Bibliographie*, a soutenu l'hypothèse selon laquelle les Israélites auraient été essentiellement des Cananéens, réduits sur place à redevenir, pendant un temps, des pasteurs nomades.

## • Période israélite (du début du XII<sup>e</sup> siècle à 587 av. J.-C.) : l'âge du Fer

### L'époque prémonarchique (du début du XII<sup>e</sup> siècle à la fin du XI<sup>e</sup> av. J.-C.)

Si l'action des Israélites, aux XIII<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> siècles, et celle des Peuples de la Mer, au début du XII<sup>e</sup>, mirent fin à la période cananéenne de la Palestine, pourtant, pendant deux siècles encore, des cités-États cananéennes contrôlèrent les vallées et les plaines de la Palestine septentrionale. Les Cananéens, après avoir reçu l'apport d'un sang nouveau, montreront d'ailleurs une nouvelle vitalité sous le nom de Phéniciens, et participeront ainsi, avec Israël, à l'élaboration de la civilisation palestinienne de l'âge du fer.

La *Bible* est la seule source d'informations détaillées que l'on possède sur ce qu'auraient été l'installation et l'organisation des Israélites en Canaan : après que, dans ses cinq premiers livres (*Genèse*, *Exode*, *Lévitique*, *Nombres*, *Deutéronome* : ensemble appelé « Pentateuque » par les Chrétiens, et « *Tôrâh* », c'est-à-dire « Loi », par les Juifs – car, selon ceux-ci, ces écrits renfermeraient les commandements que les Hébreux, par l'intermédiaire de Moïse, auraient reçus de Yahweh leur dieu, au mont Sinaï, après leur sortie d'Égypte [l'« Exode »], comme conditions de son « Alliance » avec eux), ont été racontées les origines du monde et des Hébreux, ainsi que les

pérégrinations de ceux-ci jusqu'à leur arrivée au bord du Jourdain – en somme, la préhistoire du « Peuple élu » –, les livres suivants (*Josué, Juges, Samuel, Rois, Chroniques, Esdras* et *Néhémie*) narrent l'histoire de ce peuple depuis son entrée en Canaan jusqu'à son retour d'Exil au temps des Perses ; la *Bible* comprend encore d'autres livres, tels ceux portant les noms de prophètes, ou ceux qui, comme *Psaumes, Proverbes, Cantique des Cantiques, Ecclésiaste*, sont des ouvrages ayant un caractère plus philosophique ou littéraire. Malheureusement, ces livres, qui témoignent de l'utilisation plus ou moins habile de plusieurs traditions d'époques ou de provenances différentes, n'ont pas été rédigés d'une manière conforme aux normes reconnues par les historiens modernes. Chaque fois que cela est possible, il est indispensable de confronter les informations qu'ils fournissent aux données de l'archéologie, par exemple.

Résumons l'hypothèse actuellement dominante. Lorsqu'ils pénétrèrent en Canaan, après avoir franchi le Jourdain, les Israélites y trouvèrent, déjà établies, des tribus sœurs dont certaines n'étaient pas allées en Égypte, et dont d'autres, qui en venaient, étaient entrées en Canaan par le Sud. La pénétration et l'installation à l'ouest du Jourdain des tribus sorties d'Égypte se firent vraisemblablement en ordre dispersé et dans des conditions qui durent varier de l'une à l'autre selon les circonstances, l'attitude des populations que chacune trouva en face d'elle, et les forces en présence. S'ils parvinrent bien à enlever quelques villes, ou à conclure quelques accords avec tel ou tel prince local, les Israélites, dans la plupart des cas, durent, d'abord, se contenter des plus mauvaises terres, et s'installer dans les régions accidentées de l'est du pays ; c'est ainsi que les tribus d'Ephraïm et de Manassé, grâce à l'utilisation de citernes étanches (progrès technique évoqué, ci-dessus, à propos de l'époque précédente), purent s'installer dans les parties de la future Samarie qui, démunies de sources, recevaient des pluies assez abondantes. Le clan, qui s'identifia en fait au village, prit le pas sur la tribu au cours de ce processus de sédentarisation. Les cités israélites s'entourèrent d'épais remparts aux murs casematés, dont la construction révèle de nombreux emprunts faits à la technique indigène. Rassemblées, selon la *Bible*, à Sichem par Josué peu avant sa mort, les tribus y auraient, d'une part, confirmé leur Alliance avec Yahweh, et, d'autre part, institué entre elles une sorte d' amphictyonie ayant à sa tête un « Juge » dont le rôle se serait limité, normalement, à apaiser les différends entre les tribus ; à l'occasion de conflits importants avec les indigènes, des personnages, sans doute chefs locaux, que la *Bible* appelle, pour la circonstance, « Grands Juges », auraient pris la tête de coalitions occasionnelles de tribus. Sous la pression des événements, et après quelques tentatives, localisées et sans suite, d'instauration d'une monarchie, Saül, qui avait conduit Israël à la victoire, aurait été proclamé roi par les tribus dans les dernières décennies du xie siècle. Sur le plan religieux, un sanctuaire portatif, appelé « Tabernacle » ou « Tente de Réunion », qui n'était sans doute encore qu'une tente abritant une arche – l'« Arche d'Alliance » construite par Moïse sur l'ordre de Yahweh (cf. *Exode*, xxv, 10-22) –, était considéré comme constituant la demeure de Yahweh au milieu de son peuple, en même temps que le signe visible de l'Alliance conclue entre l'un et l'autre ; ce sanctuaire aurait été établi à Silo (ville située à 30 km au nord de Jérusalem) qui devenait ainsi le centre religieux des tribus, et il y serait resté jusqu'à ce que, transporté parmi les combattants israélites, au cours d'une bataille, il ait été capturé par les Philistins, au milieu du xie siècle ; quand ceux-ci l'eurent rendu, il ne fut pas reconduit à Silo, qui avait peut-être, d'ailleurs, été détruite par les Philistins. D'autres lieux, comme Sichem, Béthel et Mambré (ce dernier près d'Hébron), étaient considérés comme saints par les Israélites qui y rattachaient tel ou tel épisode de la vie de leurs grands ancêtres, les patriarches ; autels, pierres levées ou chênes, notamment, y étaient l'objet d'une grande vénération.

Au début du xii<sup>e</sup> siècle, sous le règne de Ramsès III, qui fut pour la XX<sup>e</sup> dynastie le seul, et pour le Nouvel Empire le dernier grand pharaon, la menace des Peuples de la Mer – lesquels venaient sans doute de la région constituée par les îles de la mer Égée et les côtes de Grèce et d'Asie Mineure, et



peut-être surtout de l'île de Crète – s'était gravement précisée. Les Hittites ayant, finalement, été submergés par ces peuples, la Syrie et la Palestine paraissaient à la merci des envahisseurs ; par une victoire décisive, Ramsès III écarta à peu près définitivement ceux-ci de la région. Quant à la tentative que certains d'entre eux firent sur le Delta oriental, par voie de mer, elle se solda, également, par un cuisant échec ; pourtant, une partie des envahisseurs, en particulier le peuple dont le nom déformé a donné celui de « Philistins », réussit à s'établir dans la région côtière qui s'étend entre Gaza et le mont Carmel : c'est à ce peuple que la Palestine doit l'appellation qui est toujours la sienne. Après sa double victoire sur les Peuples de la Mer, Ramsès III reprit possession de la Palestine par une seconde campagne ; mais, déjà, toute la région côtière échappait à son contrôle, et, peu d'années plus tard, ce fut vraisemblablement tout Canaan qui fut perdu pour l'Égypte.

Aucun texte provenant des Philistins eux-mêmes n'a encore été retrouvé ; ce que l'on sait de leur histoire en Palestine, on le doit à des documents égyptiens, davantage à la *Bible*, et aussi aux nombreux vestiges archéologiques découverts en ce pays. Les Philistins, à partir des dunes bordant le littoral de la Palestine méridionale, étendirent bientôt leurs conquêtes vers l'intérieur en s'emparant de la plaine de la Séphéla. Ils divisèrent leur territoire en cinq districts, ou toparchies, ayant respectivement comme ville principale : Gaza, Ashqelon (= Ascalon), Ashdod, Ekron et Gath. C'est à Gaza qu'était célébrée la grande fête philistine des Panégyries de Dagon, mais c'est à Ashdod que s'élevait le temple de ce dieu. Chacune de ces circonscriptions était dirigée par un prince ou tyran. Alliés à un autre de ces Peuples de la Mer, qui, établi à Dor, au sud du mont Carmel, avait également entrepris d'agrandir vers l'intérieur ses possessions en conquérant la plaine de Saron, et sachant profiter des combats qui opposaient Cananéens et Israélites, les Philistins, dont l'armée était dotée de chars de guerre et d'armes en fer, furent les principaux adversaires des Israélites en Canaan. Après s'être rendus maîtres de la plaine, les Philistins attaquèrent la « montagne » vers le milieu du xie siècle ; ils s'emparèrent, comme on l'a vu ci-dessus, de l'Arche d'Alliance, et, s'étant établis en plusieurs points stratégiques situés au sud et au nord de Jérusalem, interdirent aux Israélites la fabrication de tout instrument en fer afin de les maintenir, vis-à-vis d'eux, dans une situation d'infériorité sur le plan de l'armement. Pendant la seconde moitié du xie siècle, le sort des armes fut alternativement favorable aux uns et aux autres. Ce sera seulement sous le règne de David que les Philistins, repoussés vers la côte, cesseront d'inquiéter Israël ; après le viii<sup>e</sup> siècle, on perd leur trace en tant que peuple : ainsi, c'est à propos de la campagne victorieuse conduite contre eux par le roi de Juda Ozias que la *Bible* fait mention des Philistins pour la dernière fois. Parmi les témoins archéologiques de la présence des Philistins en Palestine, mentionnons la céramique et les sarcophages. La première constitue, en fait, une variante locale de la céramique mycénienne, caractérisée, notamment, par ses formes (cratères, vases « à étrier ») et ses motifs décoratifs (damiers, spirales, oiseau ressemblant à un cygne) ; elle a été retrouvée sur la plupart des sites correspondant aux villes que la *Bible* dit avoir été occupées par les Philistins, ainsi qu'en de nombreux autres lieux : citons Megiddo, Beth-Shéan, Béthel, Jaffa, Gézer, Beth-Shémesh (à mi-chemin entre Jérusalem et Ashdod) et Lakish. Quant aux sarcophages en argile cuite, découverts en particulier dans les cimetières de Beth-Shéan, Lakish et aussi Tell el-Fariah (à 25 km au sud de Gaza), ils imitent grossièrement les sarcophages anthropomorphes égyptiens : tête énorme, parfois munie d'une coiffure à plumes semblable à celle que portent les guerriers philistins sur les bas-reliefs égyptiens, et bras minuscules ; poteries, bijoux et armes avaient généralement été déposés dans la tombe autour du sarcophage.

### L'époque monarchique (de la fin du xie siècle à 587 av. J.-C.)

Saül, devenu roi, s'établit à Gibéah (Tell el-Foul), située à 6 km au nord de Jérusalem, qu'il fortifia. Battu par les Philistins, il réussit à redresser la situation et décida, alors, de constituer un corps

permanent de mercenaires grâce auquel il put éloigner la menace que les peuples voisins (Araméens au nord, Ammonites, Moabites et Édomites à l'est, Amalécites au sud) faisaient peser, de tous côtés, sur Israël. Attaqué de nouveau par les Philistins, il fut tué et son armée écrasée. David, qui, sous le règne de Saül, s'était distingué à un point tel que, devenu l'objet de la jalousie du roi, il avait dû s'enfuir chez les Philistins, fut proclamé roi à Hébron, d'abord par les hommes de Juda – la tribu dont il était originaire –, puis également, après une courte guerre civile, par les Israélites du Nord. Vers l'an 1010 avant J.-C., David était donc roi de tout Israël. Si les Philistins avaient pu, tout d'abord, se réjouir de l'accession de leur protégé à une royauté sur Juda qui paraissait mettre fin à la monarchie unitaire inaugurée par Saül, ils réagirent vivement lorsque David rassembla, à son tour, tout Israël sous son sceptre. Mais, repoussés vers la côte, ils furent bientôt réduits à la défensive ; ils finirent même par reconnaître la suzeraineté de David, qui serait allé jusqu'à enrôler quelques-uns d'entre eux dans sa garde personnelle. Se tournant, alors, contre les Cananéens, David leur enleva les villes qu'ils tenaient encore. Puis, il s'empara de Jérusalem, ville forte de la peuplade amorrite des Jébuséens, avec l'aide de sa seule garde personnelle – ce qui faisait de cette cité un domaine royal indépendant du territoire de toute tribu, situation bien marquée par le nom de « Cité de David » qu'il lui donna. Résidence royale, Jérusalem devint également, quand l'Arche d'Alliance y eut été transportée, la capitale religieuse d'Israël. Inquiets de la puissance du royaume de David, dont le territoire enjambait, déjà, le Jourdain, les Ammonites s'allièrent aux petits États araméens du Nord pour s'opposer à lui. Après plusieurs campagnes victorieuses, David se trouva à la tête d'un empire qui, en dehors de la Palestine – où les Philistins, dans l'étroit territoire qu'ils conservaient le long de la côte, se trouvaient réduits à la vassalité –, s'étendait au sud de la mer Morte sur Édom, à l'est, au-delà de la zone précédemment occupée de l'autre côté du Jourdain, sur Moab et Ammon, et, au nord, sur les États araméens sis en deçà de Qadesh (sur l'Oronte) à la frontière du royaume ami de Hamat. Ainsi, David avait accès au golfe d'Aqaba et contrôlait les principales pistes caravanières de la région ; ajoutons qu'il établit des relations commerciales avec Hiram Ier, roi de Tyr. Profitant de l'éclipse simultanée de l'Égypte, alors dans sa Troisième Période intermédiaire, et des principaux États du Proche-Orient asiatique, David avait donc étendu la sphère d'influence d'Israël de la frontière égyptienne aux abords de l'Euphrate, mises à part les cités de la côte phénicienne. Parallèlement, David s'attacha à organiser l'administration du pays. Mais il eut à réprimer une révolte qui avait éclaté parmi les tribus du Nord, jalouses de l'influence prépondérante qu'avaient sur lui celles du Sud, en particulier celle de Juda. Les querelles intestines concernant sa succession risquant de mettre son œuvre en péril, David, de son vivant, fit proclamer et sacrer roi Salomon, l'un de ses fils. La *Bible* attribue quarante ans de règne aussi bien à David qu'à Salomon ; celui de ce dernier se serait déroulé, approximativement, de 970 à 931 avant J.-C. À la mort de David, le prince édomite Hadad, qui s'était réfugié en Égypte, rentra dans son pays et rendit Édom indépendant ; pourtant, Salomon conserva le contrôle des mines et des pistes caravanières de la région. Par ailleurs, l'Araméen Rezon enleva Damas ; sa dynastie allait devenir le principal adversaire d'Israël. Le reste de l'empire ne bougea pas. Salomon dota la Palestine de puissantes forteresses, relevant notamment, en améliorant encore l'efficacité, les murailles des villes qu'avaient autrefois fortifiées les Hyksôs (excepté Jéricho et Sichem) ; il réorganisa et modernisa l'armée, créant un corps de chars de combat (les écuries [ ? ] découvertes à Megiddo datant plutôt du règne du roi d'Israël Achab, 874-853). Cependant, plutôt que de guerroyer, Salomon, profitant, comme son père, de l'effacement des principaux États voisins, se contenta d'utiliser sa puissance militaire comme arme diplomatique. Pour conjurer le danger que lui faisaient courir les bonnes relations existant entre Édom et l'Égypte, il rechercha l'alliance du pharaon, épousant même l'une de ses filles. Salomon accrut les ressources de son royaume en développant, en particulier, ses activités commerciales : amplifiant les relations que David avait établies avec Hiram de Tyr, il construisit avec l'aide de celui-ci, à Ecyon-Géber (sur le golfe d'Aqaba, entre les villes actuelles d'Aqaba et



d'État), une flotte marchande destinée à commercer avec Ophir ; d'autre part, revendant aux Égyptiens des chevaux acquis en Cilicie, il exportait en Syrie les chars de combat que les Égyptiens lui avaient remis en échange. Afin d'améliorer l'administration de son royaume, il divisa celui-ci – Juda étant mis à part – en douze préfectures qui ne correspondaient pas aux territoires respectifs des tribus, brisant ainsi le cadre de celles-ci ; chaque mois, l'une de ces préfectures devait subvenir aux besoins de la maison royale ; c'est entre elles, aussi, qu'étaient réparties les corvées. À Jérusalem, Salomon réalisa de somptueuses constructions, utilisant les services de Hiram qui lui fournit les architectes et le bois provenant des forêts du Liban : au nord de la Cité de David, sur le mont Moriyah, il bâtit un palais pour lui-même et un Temple pour Yahweh, le tout devant être entouré d'une puissante muraille. Mais les grandes réalisations de ce règne ne furent possibles qu'au prix de taxes et de corvées qui indisposèrent le peuple ; il semble qu'il fut reproché à Salomon, d'une part de trop imiter, lui, le roi du « Peuple élu », les autres souverains de son temps – par exemple en se constituant un harem de femmes d'origines et de religions diverses –, et, d'autre part, de favoriser la tribu de Juda. À la suite d'une rébellion des tribus du Nord, à laquelle il avait été mêlé, l'Éphraïmite Jéroboam, que Salomon avait chargé de veiller à l'exécution des corvées dans cette région, s'enfuit en Égypte auprès de Shéshonq, le fondateur de la XXII<sup>e</sup> dynastie ; ce fait était de mauvais augure pour l'avenir de la monarchie unitaire. Avant d'en finir avec le règne de Salomon, notons que c'est de cette époque que date la plus ancienne inscription hébraïque actuellement connue – le « calendrier de Gézer » – texte de sept lignes sur les saisons, écrit sur une plaque de calcaire ; sans doute est-ce le même souverain qui, là encore à l'exemple des principaux chefs d'État voisins, chargea ses scribes de mettre par écrit, notamment, les grands faits du règne ainsi que les traditions qu'Israël avait conservées, mais aussi, après les avoir adaptées en particulier à la théologie d'Israël, diverses traditions sur les « origines » transmises dans les écoles de scribes d'Égypte, des cités-États de Canaan ou de Phénicie : la rédaction de la *Bible* était ainsi commencée, mais précisons, aussitôt, qu'aucun vestige d'une version d'écrits bibliques remontant à l'époque monarchique n'a encore été découvert.

Salomon mort, son fils Roboam fut accepté d'emblée comme roi par les Judéens ; quant aux tribus du Nord, elles mirent comme condition à leur accord l'allègement des taxes et des corvées qui leur étaient imposées. Le refus de Roboam provoqua la rupture de l'unité du royaume. Au Sud, Roboam régna sur le « Royaume de Juda », comprenant Jérusalem, le territoire de la tribu de Juda et d'une partie de celle de Benjamin ; au Nord, Jéroboam régna sur le « Royaume d'Israël » qui était constitué par tout le reste du pays. Mais, tandis que dans le royaume du Nord aucune famille ne resta longtemps sur le trône, en Juda la succession davidique ne fut jamais contestée. Jéroboam choisit comme capitale Tirsas (Tell el-Farah, au nord-est de Sichem). Alors le pharaon Shéshonq I<sup>er</sup> exécute un raid en Palestine, rançonnant Jérusalem ; mais la situation de l'Égypte ne lui permet pas de rétablir son protectorat sur la région syro-palestinienne qui va connaître une période d'agitation confuse : le conflit permanent entre les deux royaumes de Palestine et les révolutions de palais qui se succèdent dans le royaume d'Israël jusqu'à l'avènement d'Omri, en 885, favorisent les tentatives que font Édomites, Ammonites, Philistins et, un peu plus tard il est vrai, Moabites, pour recouvrer leur indépendance ; on voit, tour à tour, Juda s'allier contre Israël aux Araméens de Damas, et Israël s'allier contre ceux-ci aux Judéens. Signalons qu'entre-temps Omri a fondé Samarie pour en faire la capitale du royaume d'Israël. Le retour en force de l'Assyrie, sur la scène du Proche-Orient, va modifier la situation. Attaquant le roi de Damas, l'Assyrie voit s'opposer à elle une coalition groupant les forces des royaumes araméens, et aussi des contingents envoyés par le roi d'Israël Achab et le pharaon Osorkon II ; la bataille, en 853, fut indécise. La guerre reprenant entre Araméens et Israélites, Jéhu, le chef des armées israélites, renverse la dynastie d'Omri (841), et paie tribut aux Assyriens ; les Araméens feront alors subir un long siège à Samarie, mais, au début du VIII<sup>e</sup> siècle, ils cesseront de représenter un danger pour Israël. C'est alors que le petit-fils de Jéhu,

Joas, victorieux du roi de Juda Amasias, fit abattre, sur une longueur d'environ 200 m, le mur de Jérusalem protégeant, du côté du nord, le quartier de la ville qui, au-delà de la vallée du Tyropéon, s'était développé sur la colline occidentale. Sous le long règne de Jéroboam II (783-743), Israël étend de nouveau son influence de Hamat au golfe d'Aqaba, pendant qu'en Juda, Ozias (781-740), connu également sous le nom d'Azarias, ayant reconstruit et rendu plus forte la partie de la muraille de Jérusalem qui avait été démolie au temps de son père, s'efforce de rétablir des relations commerciales, par la mer Rouge, avec Ophir. En ce temps de prospérité économique, les différences sociales s'accusent ; le prophète Amos se lève pour condamner le relâchement moral et religieux des Israélites. Quand Téglath-Phalasar III devient roi d'Assyrie, en 745, celle-ci se trouve en état de reprendre son action en Syrie ; Israël lui paie tribut. Mais, bientôt, Damas et Samarie s'associent à Tyr et à Gaza contre l'Assyrie, menaçant de détrôner et assiégeant dans Jérusalem (734) Achaz de Juda qui refuse de prendre part à cette coalition. Malgré le prophète Isaïe, Achaz se reconnaît le vassal de l'Assyrie et demande son aide. L'Assyrie l'emporte sur ses adversaires, annexe la Syrie, la Transjordanie, la Galilée et la région côtière autour de Dor, et en déporte une partie des habitants ; le roi d'Israël est assassiné par un partisan des Assyriens qui s'empare du trône. Sous le règne de Salmanasar V (727-722), les Syriens sollicitent l'aide de l'Égypte contre l'Assyrie, et le roi d'Israël, trahissant cette dernière, s'associe à eux. Samarie est assiégée et, au bout de trois ans, doit capituler (décembre 722 ou janvier 721) ; Salmanasar venait de mourir ; Sargon II, qui lui avait succédé, annexe Israël qui sera administré par un gouverneur assyrien, et déporte en haute Mésopotamie l'élite de la population qu'il remplacera par des colons originaires, notamment, de Mésopotamie et de Médie. Juda, où régnait soit Achaz, soit Ézéchias (selon la chronologie retenue), était resté prudemment en dehors du conflit ; cette attitude lui procurera un sursis d'environ 130 ans. Peu après, Sargon triomphe des Égyptiens à Gaza dont il déporte le roi qui était leur allié, et, dix ans plus tard, le commandant des troupes assyriennes enlève Ashdod pour couper court aux intrigues de l'Égypte. À la fin du siècle, Ézéchias, malgré Isaïe, prend part à une coalition soutenue par l'Égypte, et dirigée contre l'Assyrien Sennachérib. Vainqueur des Phéniciens, celui-ci, en 701, envahit le royaume de Juda. Devant cette menace, Ézéchias rebâtit toute la muraille délabrée de Jérusalem en la dotant de tours, et construit un deuxième mur, au nord du précédent, pour protéger l'extension du quartier occidental de la ville dans cette direction ; il fortifie, également, les points faibles de la Cité de David, et améliore le ravitaillement en eau de celle-ci au moyen d'un canal souterrain. Les Égyptiens venus à son secours sont battus, les villes de Juda tombent les unes après les autres, et Jérusalem est assiégée. Mais, finalement, Ézéchias parvient à acheter le départ de Sennachérib, inquiet des événements qui se produisaient du côté de Babylone. Le pharaon Taharqa ayant poussé les cités phéniciennes à la rébellion contre l'Assyrie, aux prises avec de nombreux adversaires depuis la Médie jusqu'à l'extrémité de l'Asie Mineure, Assarhaddon dévaste Sidon et soumet Tyr, puis, en 671, envahit l'Égypte, brûlant Memphis et transformant les princes locaux en rois vassaux ; son fils et successeur, Assurbanipal, écrase, en Haute-Égypte, un dernier sursaut de Taharqa et de son fils, et saccage Thèbes ; pourtant, vers le milieu du siècle, le roi de Saïs, Psammétique, reconstitue sous son sceptre l'unité de l'Égypte, en prenant soin de ne pas s'immiscer dans les affaires d'Asie pour ne pas provoquer l'intervention de l'Assyrie. Pendant ce temps, à Jérusalem sous le long règne de Manassé (687-642), l'influence de l'Assyrie est si forte qu'on en vient à installer les cultes du vainqueur jusque dans le Temple de Yahweh. Quand Josias (640-609) monte sur le trône de Juda, l'étreinte de l'Assyrie, dont l'autorité sera partout en recul dans les dernières années du règne d'Assurbanipal, commence à se desserrer ; non seulement il élimine de son royaume les cultes assyriens et reprend possession des territoires que Sennachérib avait enlevés à Juda, mais, de plus, tentant de reconquérir toute la Palestine, il parvient à s'emparer d'une grande partie de la province assyrienne de Samarie ainsi que d'une portion du pays philistin ; enfin, à tous ses sujets il impose la réforme religieuse décidée en 622. En 616, l'Égypte, soucieuse de maintenir



l'équilibre des forces en Asie, s'allie à l'Assyrie assaillie de toutes parts, et, en 609, le pharaon Néchao décide d'aller lui prêter main forte ; Josias, qui, pour sauvegarder son indépendance, s'était opposé au passage des Égyptiens à travers son royaume, est battu et tué à Megiddo. Égyptiens et Assyriens sont tenus en échec par leurs adversaires ; l'Assyrie disparaît de la scène, et les vainqueurs se partagent la région : la suzeraineté sur la Syrie et la Palestine est attribuée au roi de Babylone Nabopolassar. Mais Néchao a gardé, en fait, le contrôle de la Syrie, et a mis à la tête des États de la région des partisans de l'Égypte, tel le roi Joiaqim (609-598) à Jérusalem. En 605, Nabuchodonosor écrase, sur l'Oronte, les Égyptiens qui vont être contraints de se replier en Égypte. Dans les dernières années de sa vie, Joiaqim, qui – sous la pression de la faction pro-égyptienne, puissante à Jérusalem – a voulu contester la suzeraineté babylonienne, voit son royaume ravagé par des incursions militaires. Peu après sa mort et l'accession au trône, en 598, de son fils Joiakîn (ou Jéchonias) qui ne régna que trois mois, les Babyloniens viennent assiéger Jérusalem (597) ; le roi se rend : la cité ainsi que le Temple sont pillés, les notables et les artisans qualifiés sont déportés en Babylonie avec le roi qui est remplacé, sur le trône, par son oncle Sédécias (597-587). À l'instigation des pharaons Psammétique II puis Apriès, Sédécias finit par se révolter ; Jérusalem est de nouveau assiégée ; après une diversion provoquée par Apriès, le siège reprend et la ville capitule (587) : pillage et incendie sont accompagnés d'une nouvelle déportation dont sont victimes, notamment, les derniers notables ; la famille royale est massacrée, le roi est ensuite aveuglé et déporté. Un gouverneur judéen, Godolias, est mis à la tête du pays ; des fanatiques l'ayant assassiné, les Judéens, effrayés, émigrent en grand nombre en Égypte, emmenant avec eux le prophète Jérémie. Alors, Juda est rattaché à la province de Samarie. Sous les successeurs de Nabuchodonosor, la condition d'homme libre sera reconnue à Joiakîn, et un rang honorable lui sera attribué à la cour de Babylone.

À l'époque prémonarchique, les deux lieux de culte israélites les plus importants avaient été [Gilgal](#) (près de Jéricho), où, selon la *Bible*, Josué, après la traversée du Jourdain, avait fait dresser un cercle de douze pierres, et Silo, qui abritait l'Arche d'Alliance. Peu à peu, le culte de Yahweh avait supplanté, dans nombre de sanctuaires cananéens, celui de Baal, le dieu des Hébreux y héritant d'une grande partie des attributs du dieu local. Le transfert, effectué par David, de l'Arche d'Alliance dans sa capitale, Jérusalem, fit de cette ville, on l'a vu, la capitale religieuse du royaume, caractère qui fut encore accentué lorsque Salomon y eut fait construire le Temple. Le plan de celui-ci, dont aucun vestige n'a encore été découvert, n'est connu que par la *Bible* ; il semble qu'il ait rappelé (cf. *supra*, le « Bronze récent ») celui de temples cananéens. Orienté d'est en ouest, il était essentiellement constitué par trois salles disposées en enfilade : le vestibule, dont l'entrée était flanquée de deux colonnes, le « Saint » et le « Saint des Saints » dans lequel se trouvait l'Arche d'Alliance. Selon la *Bible*, également, le sacerdoce y était réservé aux membres de la tribu de Lévi ; ceux d'entre eux qui descendaient d'Aaron – le frère de Moïse, que, au Sinaï, Yahweh avait désigné pour exercer, et ses descendants après lui, le sacerdoce au milieu du Peuple élu – étaient prêtres, ayant à leur tête les fils de Sadoq (c'est-à-dire les descendants de celui qui, au temps de David, avait été le chef des prêtres de Jérusalem) ; les autres, les lévites, les assistaient dans leurs fonctions. Il semble que, parmi ces lévites, il faille compter d'anciens prêtres, ou leurs descendants, des sanctuaires israélites autres que celui de Jérusalem ; à la suite de la centralisation religieuse ordonnée en faveur du Temple de Jérusalem, ce sacerdoce provincial aurait été contraint de se joindre à celui du Temple, où un rôle subalterne lui aurait été attribué. Lorsque, à la mort de Salomon, les tribus du Nord se séparèrent de celle de Juda, elles n'abandonnèrent pas, pour autant, le culte de Yahweh. Mais, pour mettre fin à l'emprise que le Temple de Jérusalem – la capitale du roi de Juda – pouvait exercer sur ses sujets, Jéroboam décida d'ériger, aux deux extrémités de son royaume, deux lieux de culte israélites en sanctuaires officiels : Dan, au nord, Béthel au sud ; la rupture politique se doublait, ainsi, d'un schisme religieux. Les taureaux (et non pas les veaux,

comme les appelle la *Bible*) d'or qui furent placés dans ces sanctuaires n'étaient pas des idoles, mais, tels les Chérubins de l'Arche d'Alliance, ils devaient servir de piédestal à Yahweh ; pourtant, le taureau était trop associé, dans tout le Proche-Orient, au dieu de l'orage, pour que, par son intermédiaire, de graves contaminations religieuses ne se produisent pas. Sous le règne d'Achab, auquel son père, Omri, avait fait épouser Jézabel, fille du roi de Tyr, la reine introduisit le culte de Baal dans le royaume d'Israël ; la réaction yahwiste y fut conduite par le prophète Élie, mais ce sera seulement Jéhu qui, après son coup d'État, démolira le sanctuaire de Baal édifié à Samarie, exterminant les prêtres et les fidèles de ce dieu. Quand les Assyriens eurent pris Samarie et remplacé une partie de la population du royaume d'Israël par des étrangers, ceux-ci introduisirent leurs propres cultes dans le pays, considérant Yahweh seulement comme une divinité locale ; les Israélites qui étaient restés sur place furent donc noyés, en quelque sorte, dans ce syncrétisme religieux. Dans le royaume de Juda où Joram, fils de Josaphat, avait épousé Athalie, fille du roi d'Israël Achab, non seulement le culte de Baal fut autorisé sous le règne de Joram, mais, de plus, lorsque après la mort de son mari puis de son fils Ochozias elle eut pris le pouvoir, Athalie donna refuge aux fidèles de ce dieu qui fuyaient Israël pour échapper à Jéhu, et fit construire, à Jérusalem, un temple pour Baal. Le clergé yahwiste ayant organisé une révolte et fait tuer Athalie, le successeur de celle-ci, Joas, fils d'Ochozias, qui avait été caché et élevé dans le Temple de Yahweh, élimina de Jérusalem le culte de Baal. Un peu plus tard, Achaz, subissant l'influence politique et religieuse de l'Assyrie, se laissa aller à un certain syncrétisme religieux. Son fils Ézéchias, sous la pression des prophètes Isaïe et Michée, restaura le pur yahwisme et tenta de supprimer les sanctuaires provinciaux (cananéens et yahwistes). Enfin, après que sous Manassé, fils d'Ézéchias, les cultes assyriens eurent été installés dans le Temple de Yahweh – ce qui, par contrecoup, fut, pour la religion cananéenne populaire, l'occasion d'un nouvel essor –, Josias, on l'a vu ci-dessus, élimina de son royaume tous les cultes étrangers, puis, à la suite de la prétendue découverte dans le Temple du « Livre de la Loi » – probablement, en réalité, le recueil de préceptes traditionnels dans le royaume du Nord, que des lévites, ayant fui le pays en 721, auraient transmis à leurs collègues de Jérusalem et qui se trouveraient consignés dans le *Deutéronome* –, décida, en 622, d'opérer une profonde purification des pratiques religieuses, détruisant les sanctuaires provinciaux et rassemblant les prêtres de Yahweh à Jérusalem. Parmi ces sanctuaires, il faut sans doute compter celui de Lakish qui date du Xe siècle, et celui d'Arad qui, remontant au milieu du même siècle, est le plus ancien temple israélite découvert jusqu'ici ; à propos de ce dernier, on remarquera, d'une part, que son orientation et son plan en trois parties, notamment, sont identiques à ceux que la *Bible* attribue au Temple édifié à Jérusalem par Salomon, et, d'autre part, que, selon toute vraisemblance, son autel cessa d'être en service sous le règne d'Ézéchias, et ses murs furent abattus sous celui de Josias ; d'après les allusions contenues dans la *Bible*, il semblerait que l'action de Josias contre ces sanctuaires se soit étendue jusqu'à Beerschéba, où, justement, des indices archéologiques de l'existence d'un temple, à l'époque monarchique, en cette ville ont été fournis, à partir de 1970, par les campagnes de fouilles conduites sur ce site. La mort tragique de Josias mit un terme à la réforme religieuse ; il faudra maintenant, malgré les objurgations du prophète Jérémie, attendre les épreuves de l'Exil pour que se manifeste un renouveau de la religion nationale. Il convient de souligner, à ce propos, que, jusqu'à ce moment-là, cette religion repose sur un hénouthéisme ou une monolâtrie qu'il ne faut pas confondre avec le monothéisme : si Yahweh est le dieu unique du Peuple élu, les autres peuples ont aussi leurs dieux ; ce qui, pour les yahwistes, est inadmissible, c'est que ces autres dieux viennent empiéter sur le domaine réservé à Yahweh. À partir de l'Exil, les Juifs, sous l'influence des prophètes, auront de plus en plus tendance à considérer Yahweh non seulement comme le dieu supérieur à tous les autres dieux, mais même, dans une perspective universaliste, comme le Dieu unique – parvenant, ainsi, à une conception monothéiste de la divinité.



## • L'exil et la période perse (587-333 av. J.-C.)

Le territoire du royaume de Juda, qui, administrativement, avait été rattaché à la province de Samarie après le meurtre de son gouverneur judéen, ne fut pas repeuplé par des colons comme l'avait été celui du royaume d'Israël. Mais les vides causés par la guerre et ses suites (massacres, déportations, fuite en Égypte) furent comblés par les peuples voisins : Édomites, Ammonites et Moabites ; ils occupèrent notamment le sud du pays jusqu'à mi-chemin entre Hébron et Bethléem, Hébron ne devant être repris qu'au début de la révolte des Machabées. Quant aux indigènes, ils se composaient surtout de petites gens, parmi lesquels le petit peuple des campagnes était le plus nombreux.

La prise de Babylone par ses troupes, en 539, permit au Perse Cyrus de mettre fin à l'empire chaldéen ou néo-babylonien. Tolérant, Cyrus protégea officiellement, dans chacun des pays constituant son empire, la religion locale. C'est ainsi que, dès la première année de son règne à Babylone (538), il autorisa par un édit, selon la *Bible*, les Juifs à retourner dans leur pays et à restaurer le Temple de Jérusalem – leur restituant les objets du culte qui y avaient été pris. La suite des événements est assez confuse dans la *Bible*. Il semble que deux caravanes de rapatriés aient quitté la Mésopotamie, l'une aussitôt après l'Édit de Cyrus, l'autre (vers 520) sous Darius Ier ; toutes les deux auraient été conduites par un prince de la maison de David, la première par Sheshbassar, la seconde par Zorobabel accompagné du prêtre Josué ; deux autres membres de la communauté judéenne de l'Exil, le scribe Esdras et Néhémie, échanson du roi de Perse, auraient joué un grand rôle dans la restauration nationale et religieuse en Juda, que se serait efforcée d'entraver l'aristocratie samaritaine – Juda dépendant toujours de Samarie – craignant d'être supplantée, sur place, par les notables judéens revenus dans leur pays après cinquante ans d'exil. L'autel des sacrifices aurait été restauré dès 538, et les travaux de reconstruction du Temple auraient commencé aussitôt. Mais les Samaritains, intervenant auprès du roi de Perse, seraient parvenus à faire arrêter ces travaux, jusqu'à ce que Darius Ier ait confirmé l'Édit de Cyrus. Le « Second Temple » est alors construit (520-515), et il semble qu'à Jérusalem certains aient songé à une restauration de la monarchie davidique. La remise en état des remparts fut l'occasion de nouvelles difficultés avec les Samaritains et les autres peuples voisins ; elle aurait été réalisée, en 445, sous la direction de Néhémie qui, profitant de ses fonctions auprès du roi, aurait obtenu d'Artaxerxès Ier l'autorisation de cette remise en état, en même temps que le titre de gouverneur de Juda. La Judée aurait donc recouvré, alors, son indépendance administrative à l'égard de la Samarie – ses gouverneurs successifs ayant vraisemblablement été juifs. Une partie non négligeable des exilés ayant préféré rester en Mésopotamie, se contentant d'aider financièrement ceux qui étaient rapatriés, des mesures auraient été prises afin que Jérusalem fût repeuplée par une partie des habitants de la province. Enfin, une réforme religieuse, dont Esdras aurait été l'artisan principal, imposa au pays un yahwisme intransigeant, reposant, notamment, sur l'interdiction des mariages mixtes. Préparé par les longues méditations auxquelles s'était livrée la communauté judéenne de l'Exil, ce renouveau religieux marqua la naissance du Judaïsme.

Pendant toute cette période, les rois de Perse eurent souvent intérêt, quand leur attention était retenue ailleurs, à se concilier les bonnes grâces des Judéens dont le territoire, constituant la partie méridionale de la satrapie de Transeuphratène, se trouvait aux frontières de l'Égypte. En effet, si celle-ci fit, plusieurs fois, partie de l'Empire perse, elle secoua à différentes reprises le joug qui pesait sur elle ; au pied des collines de Judée, ce fut un va-et-vient des armées perses. En 525, Cambyse s'empare de l'Égypte ; celle-ci s'étant révoltée à la fin du règne de Darius Ier, Xerxès, son successeur, ravage le Delta en 484 ; en 460, l'Égypte se soulève de nouveau, et ce n'est qu'en 454 qu'Artaxerxès Ier y rétablit son autorité – un dynaste local se maintenant même dans le Delta jusqu'en 449 ; enfin, autour de l'an 400, le Delta puis toute l'Égypte échappent à l'autorité de la

Perse. Artaxerxès II échoue dans ses tentatives de reconquête de l'Égypte, en 390 et 373 ; en 360, l'Égypte contre-attaque, mais est arrêtée dans son action par une révolution de palais ; Artaxerxès III, après avoir écrasé une révolte des satrapes de Syrie et d'Asie Mineure, ne parvient pas à envahir l'Égypte en 351, mais est plus heureux en 343 : jusqu'en 333, l'Égypte fera de nouveau partie de l'Empire perse.

Notons que la langue officielle adoptée par les souverains achéménides, à la suite de l'administration babylonienne, était l'araméen ; celui-ci fut donc utilisé dans tout l'Empire perse, et, en Judée, il prit une importance de plus en plus grande au détriment de l'hébreu.

### • Période hellénistique (333-63 av. J.-C.)

Vainqueur, en 333, de l'armée perse à Issos (ou Issus) en Cilicie, Alexandre s'était ainsi ouvert, notamment, la route de la Syrie. Enlevant Tyr puis Gaza, en 332, il pénètre en Égypte où Memphis l'accueille en libérateur, et où il fonde Alexandrie en 331. Les informations concernant l'histoire de Juda, entre l'époque où Esdras et Néhémie accomplirent leur œuvre et la révolte des Machabées, en 167, sont extrêmement rares. Selon l'historien juif Flavius Josèphe (qui vécut au I<sup>er</sup> siècle de notre ère), Alexandre, lors de son passage en Palestine, d'une part serait allé visiter le Temple de Jérusalem, et, d'autre part, aurait réprimé une révolte des Samaritains contre la garnison qu'il avait placée chez eux : on ne sait quelle valeur attribuer à ces indications qui paraissent quelque peu tendancieuses. Il se pourrait que ce soit vers cette époque, si ce n'est dans les dernières années de l'Empire perse, que les Samaritains aient construit un temple sur le mont Garizim, consommant ainsi leur rupture avec le Judaïsme. Alexandre mourut à Babylone en 323.

### La domination des Lagides (323-197 av. J.-C.)

Les généraux d'Alexandre ayant partagé entre eux son empire, l'Égypte ainsi que la Palestine et la Syrie méridionale échurent à Ptolémée, fils de Lagos. Il semble que ce fut alors, pour la Palestine, un temps de paix et de prospérité relatives. Dans l'État théocratique de Judée, le chef du sacerdoce était considéré comme le chef de la communauté juive ; notons que, dès cette époque, la culture hellénistique commence à toucher la société juive. Sous Ptolémée II, vers 274, le conflit éclate entre les Lagides et les Séleucides (descendants de Séleucus, un autre général d'Alexandre, qui s'était emparé de Babylone et d'une partie de la Syrie) ; il devait être presque permanent jusqu'à l'arrivée des Romains. En 217, à Raphia (près de la frontière égyptienne), Ptolémée IV bat le Séleucide Antiochus III, mais celui-ci, en 201, sous le règne du jeune Ptolémée V, s'assure le contrôle de la Palestine et prend Gaza ; en 199, les troupes égyptiennes reprennent l'offensive, mais, après la victoire d'Antiochus III à Panion (près des sources du Jourdain), en 198, la Palestine va être perdue pour les Lagides. Relevons que, de nombreux Juifs s'étant installés en Égypte, en particulier à Alexandrie, où le grec était devenu leur langue, la *Bible* commença d'y être traduite dans celle-ci à partir du début du III<sup>e</sup> siècle avant J.-C. ; c'est cette version grecque de la *Bible* que l'on appelle « la Septante ».

### La domination des Séleucides (197-129 av. J.-C.)

Les Juifs, dont le territoire avait souffert, depuis 201, des mouvements de flux et de reflux des armées adverses, devaient aspirer au retour à la paix. Il semble que, parmi eux, les partisans des Séleucides l'aient alors emporté sur la faction proégyptienne dont les chefs auraient suivi les troupes lagides dans leur retraite. Si l'on en croit Flavius Josèphe, les Séleucides, bien accueillis en Judée, auraient traité avec bienveillance les Juifs ; Antiochus III, surnommé « le Grand », aurait accordé à



ceux-ci une Charte par laquelle se trouvait, en somme, défini le statut théocratique de la nation juive. Mais les heurts qui vont bientôt se produire entre les Séleucides et les Romains conduiront à une rapide dégradation de la situation. À court d'argent, Antiochus III est tué, en 187, alors qu'il tente de s'approprier le trésor d'un temple ; son fils, Séleucus IV, aurait cherché à se faire remettre une partie du trésor du Temple de Jérusalem ; le frère de Séleucus IV, Antiochus IV Épiphane, use de ses prérogatives dans la désignation du grand prêtre juif pour rendre la charge vénale. Des prêtres favorables à la culture hellénistique sont alors mis à la tête du sacerdoce juif. Avec leur accord, Antiochus Épiphane va s'efforcer de mettre fin au particularisme des Juifs, qui, reposant sur leur Loi, se trouve protégé par le statut qui leur est reconnu ; c'est ainsi qu'il ne renouvellera pas la Charte qu'Antiochus III leur avait accordée. Puis, de 169 à 164, toujours en accord avec les prêtres hellénisants de Jérusalem, il fera subir aux Juifs fidèles à leur Loi une grande persécution : profanation et pillage du Temple, massacre des principaux opposants, en 169, construction de la citadelle de l'*Acra* pour surveiller la ville et le Temple, prohibition des pratiques juives et instauration, dans le Temple, du culte de Jupiter Olympien, en 167 ; vers la même époque, le temple samaritain du Garizim est dédié à Jupiter Hospitalier. Cette même année 167 commence la révolte dite « des Machabées » : le prêtre Mattathias, qui s'était retiré sur ses terres à Modin (à 12 km à l'est de Lydda), avec ses cinq fils, ayant tué le fonctionnaire qui l'invitait à sacrifier sur l'autel de la religion officielle, ainsi qu'un Juif qui s'apprêtait à le faire à sa place, s'enfuit avec les siens dans la « montagne » de Juda où d'autres rebelles viennent le rejoindre. Les Assidéens – c'est-à-dire « les Pieux » –, Juifs entièrement dévoués au culte de la Loi, se rangent bientôt à ses côtés. À sa mort, en 166, son fils Judas, surnommé « Machabée », lui succède à la tête de la révolte ; en raison de ses exploits, son surnom fut étendu, par les auteurs chrétiens, à ses frères, ainsi qu'à des martyrs de cette persécution étrangers à sa famille, et à des écrits traitant de ces événements. Harcelant l'ennemi, Judas parvient à l'emporter sur les renforts, de plus en plus importants, que les autorités séleucides envoient en Judée, Antiochus IV guerroyant alors, par ailleurs, contre les Parthes ; finalement, à la mi-avril 164, Épiphane consent à abroger les mesures qui avaient provoqué le soulèvement, et accorde une amnistie générale. Au mois de décembre de la même année, le culte de Yahweh est restauré dans le Temple purifié. À la suite des réactions, hostiles à cette renaissance officielle du particularisme juif, des populations non juives du pays et aussi des Juifs hellénisés, il semble que diverses expéditions punitives aient été entreprises par Judas. Épiphane étant mort et ayant été remplacé sur le trône, en 163, par son jeune fils, Judas en profite pour tenter, en 162, de s'emparer de l'*Acra* à Jérusalem ; battu, il est sauvé par les rivalités qui agitent la cour séleucide. Un grand prêtre favorable à la culture hellénistique ayant été de nouveau imposé aux Juifs par les Séleucides, le conflit reprit vigueur entre Judas et les « Hellénistes ». Vainqueur de l'armée séleucide envoyée contre lui, en 160, Judas conclut alors une alliance avec Rome ; mais, la même année, il est battu et tué dans un nouveau combat. Tandis que les Hellénistes se livrent à des représailles dont les excès vont stimuler l'esprit de résistance de leurs adversaires, Jonathan prend la relève de son frère Judas, et, s'étant réfugié dans le « désert » de Juda, échappe à ses poursuivants. En 159, le grand prêtre hellénisant meurt. Les Séleucides finissent par accepter les propositions de paix que leur a faites Jonathan, et celui-ci est bientôt considéré, par la population, comme son chef à la fois politique et religieux. Profitant des surenchères auxquelles les prétendants au trône séleucide se livrent à son égard, Jonathan, en 152, est nommé grand prêtre, puis aussi, en 150, gouverneur de Judée ; il obtient, également, quelques agrandissements de son territoire. Jonathan est assassiné en 142 ; son frère Simon devient grand prêtre et ethnarque des Juifs. L'année suivante, l'*Acra* se rend à Simon, qui, en 139, renouvelle l'alliance que Judas avait conclue avec Rome. Lorsque Simon est assassiné, en 134, son fils Jean, surnommé « Hyrcan », lui succède comme grand prêtre et ethnarque, mais doit se reconnaître, sous la pression des troupes qui l'assiègent dans Jérusalem, vassal et tributaire des Séleucides. C'est avec Jean Hyrcan (134-104) que l'on fait généralement commencer la dynastie

des Asmonéens, nom qui fait référence à celui qu'aurait porté l'un des ancêtres de ceux-ci. En 129, Jean Hyrcan doit prendre part, aux côtés de son suzerain, à une campagne contre les Parthes au cours de laquelle le souverain séleucide est défait et tué.

### L'indépendance de la Judée asmonéenne (129-63 av. J.-C.)

Alors, de 129 à 64 – année où Pompée transformera la Syrie en province romaine, après avoir prononcé la déchéance du dernier des Séleucides –, les prétendants au trône de cette dynastie, s'usant en luttes fratricides, seront incapables de contrôler la Palestine. Les querelles entre les Lagides empêcheront également l'Égypte d'intervenir efficacement, avant longtemps, dans ce pays. Grâce à cela, l'État juif, pour la première fois depuis la fin de la monarchie unitaire, redevient une puissance avec laquelle il faut compter au Proche-Orient. Jean Hyrcan conquiert, alors, Moab et la Samarie, où il détruit le temple du mont Garizim ; puis il annexe l'Idumée (au sud de la Judée) dont il oblige les habitants à se faire Juifs par la circoncision, et judaïse la cosmopolite [Galilée](#). Mais, des querelles entre diverses tendances du Judaïsme ou partis ( Sadducéens, Pharisiens, peut-être d'autres déjà), dont il sera question plus longuement ci-dessous, jettent une ombre sur la situation intérieure du pays. À sa mort, son fils Aristobule Ier (104-103) lui succède ; peut-être est-ce lui qui, le premier, prend le titre de roi ; en tout cas, il étend son territoire jusqu'aux montagnes de l'Iturée, au nord de la Galilée. Lui mort, son frère Alexandre Jannée (103-76) prend, certainement quant à lui, le titre de roi ; il épouse la veuve de son frère, qui l'a tiré de prison, Alexandra. À l'extérieur, il s'empare de la plupart des villes du littoral philistin, ainsi que, à l'est du Jourdain, d'une région correspondant à peu près à ce que sera, plus tard, la Décapole. Son armée est composée en grande partie de mercenaires, parmi lesquels les étrangers sont nombreux. À l'intérieur du royaume, les Pharisiens, qui lui reprochent, notamment, son dédain pour eux, parviennent à susciter dans le peuple une opposition de plus en plus grande contre lui. Plusieurs mouvements séditieux sont brutalement réprimés. Quand, en 93, il est battu en Transjordanie par les Nabatéens, une révolte éclate : jusqu'en 88, les émeutes se succéderont, chacune étant noyée dans le sang par les mercenaires ; pour finir, les Pharisiens appellent à l'aide le roi séleucide. Celui-ci envahit alors la Palestine, et, avec le concours de Juifs rebelles, défait Jannée près de Sichem ; abandonné par une partie de ses alliés juifs, repentants, il arrête les opérations. Le roi juif exerce, alors, une sanglante répression contre les rebelles qu'il a capturés, faisant crucifier huit cents d'entre eux et égorger sous les yeux des malheureux leurs femmes et leurs enfants. Désormais, ses adversaires se tiendront cois. Mais, se rendant compte du danger que l'opposition pharisienne pouvait faire courir au trône, Jannée, avant de mourir, recommande à Alexandra de pratiquer une politique intérieure différente de la sienne, en associant les Pharisiens au gouvernement. Alexandra (76-67), se réservant le trône, choisit son fils aîné, Hyrcan, pour exercer le souverain pontificat, charge à laquelle une femme ne pouvait prétendre. Elle s'entoura de conseillers pharisiens, son propre frère étant, d'ailleurs, l'un des chefs de leur parti. Les Juifs qui avaient soutenu Jannée, en particulier les Sadducéens, furent soumis à de telles représailles qu'ils demandèrent à la reine des places de sûreté pour s'y abriter ; appuyés par Aristobule, le frère d'Hyrcan, ils obtinrent la garde des forteresses du royaume, à l'exception de celles d'Hyrcania (dans le désert de Juda, à 12 km au sud-est de Jérusalem), d'Alexandrie (vers l'extrémité orientale de la limite entre la Judée et la Samarie) et de Machéronte (à l'est de la mer Morte, sur le bord du plateau moabite), qui, aménagées par Alexandre Jannée, renfermaient les trésors les plus précieux de la dynastie, et étaient trop importantes pour être laissées à la disposition de l'ambitieux Aristobule. Devenu roi à la mort d'Alexandra, Hyrcan II (67) vit aussitôt s'opposer à lui Aristobule ; ce dernier vainquit, près de Jéricho, son frère qui s'enferma, alors, dans Jérusalem. Finalement, Hyrcan céda tous ses pouvoirs à Aristobule. Roi et grand prêtre, Aristobule II (67-63) n'exerça pas longtemps en paix ses nouvelles fonctions : en 65, poussé par Antipater, gouverneur de l'Idumée, Hyrcan vient, accompagné du roi des Nabatéens, assiéger



Aristobule dans Jérusalem après avoir bousculé les troupes de celui-ci au cours d'une première rencontre. Arrivé en Syrie pour y préparer la venue de Pompée, le questeur Emilius Scaurus est sollicité par chacune des parties d'intervenir en sa faveur ; optant pour le roi Aristobule, le Romain ordonne aux assiégeants de se retirer, ce qui permet bientôt à Aristobule de leur infliger une sanglante défaite. Les Juifs ayant décidé de porter l'affaire devant Pompée lui-même, celui-ci reçoit alors à Damas, en 63, trois délégations juives : l'une vient plaider pour Hyrcan, une autre pour Aristobule, quant à la troisième, elle réclame l'abolition de la royauté. Pompée, qui a décidé de marcher, sans plus attendre, contre les Nabatéens, emmène avec lui les plaignants ; mais, quand l'expédition entre dans son royaume, Aristobule s'enfuit soudain, se réfugiant d'abord à l'Alexandrie – où, pourchassé par Pompée, il accepte de lui livrer toutes ses forteresses –, puis à Jérusalem. À l'approche des Romains, Aristobule revient alors auprès de Pompée, lui promettant de lui livrer également sa capitale ; mais ses partisans refusent d'en ouvrir les portes. Pompée assiège donc Jérusalem, et s'empare successivement, avec l'aide des partisans d'Hyrcan, de la ville et du Temple, pénétrant même, personnellement, dans le Saint des Saints (63). Ce fut la fin de l'indépendance juive.

Les Assidéens, qui avaient soutenu Mattathias dans sa révolte contre l'oppresser prétendant lui faire abjurer sa foi, continuèrent à apporter leur aide à ses fils, les Machabées, tant que dura la lutte. Mais quand, après la victoire, les Asmonéens fondèrent une dynastie qui en vint à cumuler la détention du pontificat avec celle du pouvoir politique, les Assidéens dénoncèrent ces prétentions. Au cours du conflit qui opposa, alors, ceux-ci aux Asmonéens, leur parti paraît avoir éclaté en plusieurs groupes qui furent à l'origine ou participèrent à la constitution des trois principaux partis ou tendances composant le Judaïsme des époques asmonéenne et hérodienne. Certains se rallièrent au nouveau pouvoir ; appartenant, comme les Asmonéens, à la classe sacerdotale, ils constituèrent – se réclamant du prêtre Sadoq – le parti des Sadducéens qui régenta le Temple de Jérusalem. D'autres, laïcs, persévérèrent dans leur opposition au régime instauré à Jérusalem, dans leur « séparation » – d'où leur nom de Pharisiens ; ils se consacrèrent à l'étude de la *Tôrâh*, sous la direction de docteurs particulièrement versés dans la science des Écritures. D'autres encore, les plus intransigeants, spontanément ou devant le risque que leur faisait courir leur hostilité déclarée à l'égard des Asmonéens, partirent pour le désert ou même pour l'étranger – coutume attestée à toutes les époques de l'histoire d'Israël : il semble que le parti des Esséniens se soit formé autour des prêtres intransigeants ; vers l'an 100 avant J.-C., sous la conduite du « Maître de justice », ils fondèrent à Qoumrân, sur la rive occidentale de la mer Morte, à environ 12 km au sud de la ville actuelle de Jéricho, un établissement important ; c'est dans les grottes voisines de cet établissement que furent trouvés, à partir de 1947, les restes, plus ou moins fragmentaires, d'environ huit cents manuscrits, en hébreu ou en araméen, qui y avaient été déposés au plus tard en 68 de notre ère – au cours de la Première Révolte juive contre les Romains. Ces manuscrits, couramment appelés « Manuscrits de la mer Morte », sont, pour environ un quart d'entre eux, des copies, souvent en plusieurs exemplaires, de tous les livres de la *Bible* juive canonique, à l'exception de celui d'*Esther* ; les trois autres quarts comprennent, parfois, également, en plusieurs exemplaires, des ouvrages que l'on peut répartir en plusieurs catégories. Il y a, d'une part, trois écrits qui ne font pas partie du canon de la *Bible* juive – ni de celui, identique, des Églises protestantes pour lesquelles il s'agit de textes « apocryphes » –, mais qui, figurant dans la « Septante », la *Bible* en langue grecque des Juifs de la « Dispersion », ont été admis dans celui de l'Église catholique sous le nom de « deutérocanoniques » (livre de *Tobie*, *Siracide* ou *Ecclésiastique*, *Lettre de Jérémie*), et, aussi, plusieurs des livres appelés « pseudépigraphes de l'Ancien Testament » par les protestants, et « apocryphes de l'Ancien Testament » par les catholiques (par exemple : le livre des *Jubilés* et celui d'*Hénoch*). Il y a, d'autre part, de nouveaux « pseudépigraphes » imitant les livres bibliques, des « Florilèges » qui rassemblent des textes bibliques ayant un même thème d'inspiration, et des

« Commentaires » de passages bibliques interprétés d'une manière fort polémique, « biblique » devant être compris, ici, comme signifiant « vétérotestamentaire ». Il y a, encore, de nombreux écrits témoignant de préoccupations plus précisément apocalyptiques, liturgiques ou sapientielles, et d'autres, enfin, qui, ayant le caractère de codes disciplinaires, fournissent de précieux renseignements sur l'organisation du mouvement essénien. Ajoutons que celui-ci tire peut-être son nom de l'appellation d'hommes du « conseil » (ou du parti) de Dieu, qui est donnée à ses membres dans les *Manuscripts de la mer Morte*.

Notons, pour finir, qu'au cours de cette période le grec est devenu la langue internationale, au Proche-Orient comme dans l'ensemble du monde « civilisé ».

## • Période romaine (63 av. J.-C.-324 apr. J.-C.)

### Les deux derniers siècles de la Jérusalem juive : de la prise de la ville par Pompée (63 av. J.-C.) à la fin de la « Guerre d'Hadrien » (135 apr. J.-C.)

Après la prise de Jérusalem par Pompée, la royauté n'est conférée à aucun des prétendants juifs ; nommé seulement grand prêtre et ethnarque, Hyrcan II (63-40) doit payer tribut aux Romains, et se soumettre au contrôle du gouverneur romain de Syrie ; en outre, les villes de la côte, celles du nord de la Transjordanie, et plusieurs autres cités, comme Samarie, lui sont enlevées. Quant à Aristobule, il est emmené prisonnier à Rome avec ses fils Antigone et Alexandre – lequel parviendra à s'échapper en chemin et à revenir à Jérusalem. En Judée, où l'Iduméen Antipater gouverne effectivement au nom d'Hyrcan, Alexandre, puis son père Aristobule échappé de Rome avec Antigone – grâce, peut-être, à la complicité du parti antipompéien –, et encore Alexandre, provoquent des soulèvements que les Romains, aidés par Antipater, écrasent. Le pays est divisé en cinq circonscriptions territoriales, dotées chacune d'un conseil dont les délibérations sont placées sous le contrôle direct ou indirect du gouverneur de Syrie. Au cours de la guerre civile entre César et Pompée, le premier libère, pour l'envoyer agiter son ancien royaume, Aristobule ; mais celui-ci est empoisonné par les partisans de Pompée, lequel, d'autre part, fait exécuter Alexandre qui était retenu prisonnier à Antioche. Entre-temps, Antipater avait été nommé intendant de la Judée par le gouverneur de Syrie. Quand, en 48, César – après que Pompée, battu par lui à Pharsale, eut été assassiné en Égypte – débarque à son tour dans ce pays, Antipater sait se faire apprécier de lui ; aussi, l'année suivante, malgré les intrigues d'Antigone, César confirme-t-il Hyrcan dans ses fonctions de grand prêtre et d'ethnarque, et nomme-t-il Antipater procureur de Judée en l'autorisant à relever les murs de Jérusalem abattus par Pompée. Les deux fils aînés d'Antipater deviennent, alors, l'un, Phasaël, gouverneur de la capitale, l'autre, Hérode, gouverneur de Galilée. Tout au long de la guerre civile romaine, les Antipatrides parviendront à se faire reconnaître, par les maîtres successifs du Proche-Orient, comme les fidèles et meilleurs défenseurs des intérêts romains en Palestine ; en retour, la faveur des Romains permettra à leur famille de réaliser une ascension qui la conduira, bientôt, à la royauté palestinienne. En 43, Antipater est empoisonné, à l'instigation du chef d'une coterie antiromaine, qu'Hyrcan avait estimé capable de faire contrepoids à l'omnipotence du procureur. Phasaël et Hérode écrasent plusieurs tentatives de leurs adversaires, en particulier d'Antigone, pour s'emparer du pouvoir. Puis Hérode, divorçant d'avec sa première femme, une noble Iduméenne dont était né un fils, Antipater, célèbre, en 42, ses fiançailles avec l'Asmonéenne Mariammé ; celle-ci, fille d'Alexandre (lui-même fils d'Aristobule II) et d'Alexandra (fille d'Hyrcan II), unissait en elle les deux branches issues d'Alexandre Jannée. En 41, Antoine nomme Phasaël tétrarque de Judée, et Hérode tétrarque de Galilée et Samarie. Mais, en 40, les Parthes envahissent le pays, se saisissant d'Hyrcan et de Phasaël, nommant roi et grand prêtre Antigone (40-37), et livrant à ce dernier leurs deux captifs : Phasaël se suicidera, et Hyrcan sera mutilé – afin de



lui enlever toute possibilité de redevenir grand prêtre – puis emmené en Parthène.

Quant à Hérode, qui a réussi à échapper à ses adversaires et à mettre les siens à l'abri en Idumée ou à Massada sous la garde de son jeune frère Josèphe, il s'embarque pour Rome où le Sénat lui confère la royauté à la fin de l'année 40. De 39 à 37, Hérode dispute son royaume à Antigone ; en 38, son frère Josèphe est tué dans un combat près de Jéricho ; en 37, pendant qu'il assiège Jérusalem, il épouse Mariammé : en s'alliant à une héritière du trône asmonéen, il se crée des droits à la succession, supprime, en même temps, une compétition éventuelle et se judaïse davantage aux yeux du peuple. Enfin, avec l'aide de légions romaines, Hérode s'empare de Jérusalem, devenant, ainsi, effectivement roi (37-4) ; à grand peine, il empêche la profanation du Temple et le pillage complet de la ville. Antigone, prisonnier des Romains, sera décapité sur l'ordre d'Antoine. Hérode, qui ne peut pas prétendre en exercer lui-même la fonction, choisit d'abord comme grand prêtre un membre obscur du sacerdoce ; mais, sous la pression de sa belle-mère, qui a intéressé à sa cause Cléopâtre et Antoine, il nomme ensuite grand prêtre le jeune frère de sa femme Mariammé. Les prétentions de sa belle-famille asmonéenne et les rivalités entre ses fils nés de mariages successifs engendrèrent des intrigues sans cesse renaissantes qui conduisirent Hérode, croyant avoir affaire à autant de complots dirigés contre lui, à faire exécuter, les uns après les autres, non seulement son jeune beau-frère grand prêtre, le vieil Hyrcan revenu à Jérusalem, son épouse asmonéenne ainsi que la mère et les deux fils (nés de lui-même) de celle-ci, mais aussi Antipater, le fils né de sa première femme, et nombre d'autres membres de sa famille ou de sa cour. Hérode, surnommé « le Grand », était considéré par les Romains comme *rex socius*, roi allié ; s'il dépendait de Rome en matière de politique étrangère et était tenu de lui fournir des troupes en cas de besoin, il possédait, cependant, une réelle autonomie, et était exempt de tribut. Aussi remarquable comme général que comme diplomate, s'appuyant sur une solide armée composée essentiellement de mercenaires, Hérode, à la fin de sa vie, règne sur un royaume qui comprend, d'une part, toute la Palestine située au nord d'une ligne atteignant la mer Morte entre Massada et Sodome, exception faite d'Ascalon et du littoral méditerranéen se trouvant au nord de Césarée, ainsi que de Beth-Shéan/Scythopolis, la capitale de la Décapole, et, d'autre part, de vastes territoires en Transjordanie, depuis Machéronte et le milieu de la rive orientale de la mer Morte au sud, jusqu'à Panéas et aux sources du Jourdain au nord, exception faite de la Décapole. Bon administrateur, il fait, notamment, construire des aqueducs et aménager un système d'irrigation qui permet d'obtenir de meilleures récoltes ; par ailleurs, grâce à l'accroissement de l'étendue du royaume et au contact direct de celui-ci avec la mer, il peut développer son commerce terrestre et maritime, veillant, en particulier, à perfectionner l'aménagement des ports. Sous le règne de ce grand bâtisseur, les villes qui, telles Jérusalem, Jéricho, Samarie, Césarée, ainsi que d'autres cités du littoral méditerranéen et de la Décapole, sont reconstruites ou dotées de monuments, témoignent de l'amour d'Hérode pour la civilisation hellénistique : gymnases, théâtres et stades surgissent partout ; de plus, dans celles de ces villes qui sont hellénisées, le roi des Juifs élève des temples à l'empereur romain pour lui témoigner sa reconnaissance, allant jusqu'à donner le nom ou le surnom de celui-ci à certaines d'entre elles (ainsi, Samarie devient « Sébaste », et la Tour de Straton « Césarée »). À Jérusalem, qui reçoit également théâtre, amphithéâtre et hippodrome, Hérode construit, sur la colline occidentale, un palais pour lui-même, et, à l'angle nord-ouest de l'esplanade du Temple, pour surveiller celui-ci, la forteresse appelée « Antonia » qui succède à celle que les Asmonéens y avaient édifiée. En 20, il décide de bâtir, à la place du modeste Temple que les Juifs ont érigé au retour de l'Exil, un Temple comparable, par sa richesse et sa majesté, aux plus beaux monuments de l'époque ; le travail commença au début de l'année suivante, et le sanctuaire fut livré au culte vers le milieu de l'an 18 ; la dédicace de l'ensemble eut lieu vers l'an 10 avant J.-C., mais les travaux ne furent terminés que vers l'an 64 après J.-C., quelques années seulement avant la Première Révolte juive au cours de laquelle ce magnifique ouvrage – le « Troisième Temple », donc, et non pas le « Second » – allait

être détruit. À Hébron, au-dessus de la grotte de Makpélah – endroit que, selon la *Bible*, Abraham aurait acheté pour qu'il serve de tombeau à sa famille –, Hérode édifie le sanctuaire, dont subsistent des assises imposantes, de pierres remarquablement taillées, dans le monument auquel les Arabes ont donné le nom de Haram el-Khalil. Signalons, encore, une prouesse architecturale : l'aménagement, à toutes fins utiles, du rocher de Massada et de la colline de l'Hérodiûm (au sud-est de Bethléem) en palais-fortresses, et notons que dans leurs ruines ont été, notamment, découverts les vestiges des deux plus anciennes synagogues, actuellement connues, de Palestine – celle de Massada remontant vraisemblablement, dans son premier état, au règne d'Hérode le Grand, et celle de l'Hérodiûm datant sans doute de la Première Révolte juive (66-70 apr. J.-C.) – synagogues dont la façade est tournée vers l'Orient. C'est à l'Hérodiûm qu'Hérode aurait été enseveli. Malgré, et souvent à cause de ses réalisations, Hérode fut détesté des Juifs qui lui reprochaient son origine étrangère, sa servilité à l'égard de Rome, ses sympathies affichées pour l'hellénisme païen et son despotisme brutal. Il se pourrait que, quelques années avant la mort d'Hérode, dans le royaume de celui-ci, comme dans tout l'Empire romain, aient eu lieu des opérations de recensement ; suivant le *IIIe Évangile* (l'« Évangile selon saint Luc »), ce serait dans ces circonstances que Jésus serait né à Bethléem, car c'est là que Joseph – parce qu'il aurait été un descendant du roi David, lui-même de Bethléem – aurait dû aller se faire recenser avec les siens ; rappelons que le départ de l'« ère chrétienne », tel qu'au vie siècle il a été établi par Denys le Petit, résulterait d'un faux calcul. À peine terminées les funérailles de son père, Archélaûs doit réprimer une sédition organisée à Jérusalem, par les plus intransigeants des docteurs de la Loi, à l'occasion de la fête de Pâque de l'an 4 avant J.-C. Puis il part pour Rome afin de défendre devant l'empereur ses droits à l'héritage de son père, que lui contestaient et son frère Antipas et une délégation juive venue demander l'abolition de la royauté en Judée. Alors, le zèle intempestif de fonctionnaires romains, venus mettre sous scellés les biens du roi défunt, déclenche une nouvelle émeute à Jérusalem, lors de la fête de la Pentecôte de la même année ; les portiques du Temple sont ravagés par les flammes, et le trésor de celui-ci est dérobé par les Romains ; d'autre part, de nombreux prétendants à la royauté surgissent de partout. Le légat de Syrie, Varus, doit intervenir pour rétablir l'ordre : d'où le nom de « Guerre de Varus » qui est donné à ces événements. Finalement, Auguste ratifie le testament par lequel Hérode (après avoir privé de tout héritage Hérode-Philippe) avait partagé son royaume entre les trois autres fils qui lui restaient, exception faite du titre de roi qui est refusé à l'aîné d'entre eux, Archélaûs : avec le titre d'ethnarque, Archélaûs (4 av.-6 apr. J.-C.) reçoit la Judée, la Samarie et l'Idumée ; avec celui de tétrarque, Antipas (4 av.-39 apr. J.-C.) reçoit la Galilée et la Pérée ; avec, également, celui de tétrarque, Philippe (4 av.-34 apr. J.-C.) reçoit les territoires qui, à l'est du Jourdain, sont situés au nord de la Décapole. Les trois frères sont déclarés vassaux de Rome et soumis au contrôle du gouverneur de Syrie ; de plus, quelques villes grecques, qui faisaient partie du royaume du défunt, sont rendues indépendantes. À la suite d'une plainte commune des Juifs et des Samaritains adressée, contre lui, à l'empereur, Hérode Archélaûs est destitué et exilé à Vienne, en Gaule, où il mourra en 18 de notre ère ; les territoires qui lui sont, ainsi, enlevés sont placés sous l'autorité d'un procurateur romain qui, pour les affaires d'importance majeure, dépend du gouverneur de Syrie. Antipas, après la déposition de son frère, prend le nom dynastique d'Hérode. Grand constructeur comme son père, il bâtit notamment la ville de Tibériade au bord du lac qui tient d'elle l'un de ses noms. Répudiant la fille du roi des Nabatéens, il épouse sa nièce, Hérodiade, divorcée d'Hérode-Philippe, son demi-frère à lui. Jean-Baptiste aurait payé de sa vie ses protestations contre ce mariage. Poussé par Hérodiade, Hérode Antipas intrigue pour obtenir de l'empereur Caligula le titre de roi ; mais il est destitué et exilé, lui aussi, en Gaule, à Saint-Bertrand-de-Comminges où Hérodiade tient à l'accompagner. Sa tétrarchie est alors donnée, par Caligula, à Agrippa, frère d'Hérodiade et petit-fils d'Hérode le Grand et de Mariammè. Philippe, enfin, dont les territoires se trouvent presque totalement hors de Palestine, est, lui aussi, un grand bâtisseur ; ses sujets étant principalement des



païens, il se mêle fort peu aux affaires des Juifs ; son gouvernement laisse un heureux souvenir. Il épouse sa petite-nièce, Salomé, la fille d'Hérodiade. Comme il n'a pas d'enfants, sa tétrarchie, à sa mort, est rattachée par l'empereur Tibère à la province romaine de Syrie.

Le régime procuratorien, instauré en Judée, Samarie et Idumée après la destitution d'Archélaüs, en 6 de notre ère, devait durer soixante ans, jusqu'à la Première Révolte juive, avec une brève interruption de 41 à 44, années pendant lesquelles Agrippa régnera sur ces territoires. Ceux-ci constituent, pour l'heure, une province administrée par un procureur-préfet romain qui est pourvu d'un commandement militaire et d'une juridiction autonome ; toutefois, ce procureur se trouve placé dans une certaine dépendance à l'égard du légat gouvernant la province de Syrie. Résidant d'ordinaire à Césarée, il ne séjourne à Jérusalem que pendant les fêtes juives afin de veiller à ce que celles-ci ne dégénèrent pas en émeutes ; mais une garnison romaine est installée à demeure à Jérusalem. Les Juifs sont dispensés du service des armes. Par respect pour leurs conceptions religieuses, qui les rendent hostiles aux « images », les troupes romaines n'arborent pas leurs enseignes dans la capitale juive, et les ateliers monétaires de la province frappent des monnaies de cuivre portant des motifs anodins. Seule ingérence de Rome dans les affaires religieuses juives : le procureur, comme avant lui les Hérodes, nomme et peut déposer le grand prêtre. Les tribunaux juifs, en particulier le Sanhédrin, continuent à rendre la justice selon leur droit propre, sous la réserve que toute condamnation à mort doit être ratifiée par le procureur avant de devenir exécutoire. Les impôts directs sont perçus par des fonctionnaires romains, qui sont souvent, d'ailleurs, des indigènes ; quant aux impôts indirects, ils sont affermés à des particuliers qui en assurent la perception. Selon Flavius Josèphe, afin d'organiser la perception des impôts directs, il aurait été procédé à un recensement dans cette province lors de sa constitution ; cette opération, qu'aurait dirigée Quirinius, alors légat de Syrie, aurait provoqué un mouvement séditieux au cours duquel les « Zélotes » se seraient distingués par leur intransigeance. Parmi les procureurs qui se succédèrent à la tête de cette province jusqu'en 41, Ponce Pilate (26-36) est particulièrement célèbre pour avoir été associé, dans les *Évangiles*, à la « Passion » et à la mort de Jésus ; par ailleurs, il est connu pour ses actes provocateurs à l'égard des sentiments religieux des Juifs de Jérusalem ; un massacre de Samaritains, qu'il avait ordonné, causa sa perte : le légat de Syrie le suspendit de son office et l'envoya à Rome rendre des comptes, d'une part, et, d'autre part, accorda que le vêtement du grand prêtre juif fût placé dans le Temple de Jérusalem sous la garde des prêtres. Notons, encore, qu'en 39, à la suite de la destruction par les Juifs d'un autel qui avait été élevé, dans la ville de Jamnia, à l'empereur Caligula, celui-ci ordonna d'ériger sa statue dans le Temple de Jérusalem ; grâce au légat de Syrie et à Agrippa, l'affaire traîna en longueur, et l'assassinat de Caligula, en 41, vint y mettre un terme.

Favori des empereurs Caligula et Claude, Agrippa, petit-fils d'Hérode le Grand et de Mariammé, reçoit, successivement : de Caligula, en 37, le territoire de l'ancienne tétrarchie de Philippe ainsi que l'Abilène (région située entre Damas et l'Anti-Liban) avec le titre de roi, puis, en 39, le territoire de la tétrarchie d'Hérode Antipas qui vient d'être exilé ; de Claude, en 41, le territoire de l'ancienne ethnarchie d'Hérode Archélaüs. De 41 à 44, le roi Agrippa Ier règne donc sur un territoire correspondant presque exactement à celui qui constituait le royaume d'Hérode le Grand ; de plus, la région de Chalcis (entre le Liban et l'Anti-Liban) est donnée, par Claude, avec le titre de roi au frère d'Agrippa, Hérode de Chalcis (41-48). Le court règne d'Agrippa Ier fut paisible et prospère. Bien que favorable à l'hellénisme, il respecta les scrupules religieux des Juifs, et donna des gages aux Pharisiens – ne serait-ce qu'en persécutant les Chrétiens. Il entreprit, la mort l'ayant empêché d'achever son œuvre, de doter Jérusalem d'un troisième mur destiné à protéger les quartiers de la ville qui s'étaient développés au nord du mur construit par Ézéchias (probablement en 701 av. J.-C.) et remis en état par Néhémie (peut-être en 445 av. J.-C.) ; notons que les résultats des fouilles faites

de novembre 1964 à septembre 1966 devant l'actuelle porte de Damas invitent à penser qu'en cet endroit le rempart – qui a été édifié au xvie siècle par Soliman le Magnifique – a comme fondations la ligne originelle du mur d'Agrippa, qu'avait reprise Hadrien lors de la construction d'*Aelia Capitolina* aussitôt après la Seconde Révolte juive. À la mort d'Agrippa Ier, l'empereur Claude refusa d'accorder au fils du défunt, qui portait aussi le nom d'Agrippa, la succession de son père, prétextant qu'il était trop jeune ; par contre, il lui accorda, quatre ans plus tard, celle de son oncle et beau-frère Hérode de Chalcis : roi de Chalcis de 48 à 53, Hérode Agrippa II fut nommé par Claude, en 49, inspecteur du Temple, avec droit de désigner le grand prêtre ; puis Claude lui donna, en échange du territoire de Chalcis, celui de l'ancienne tétrarchie de Philippe ainsi que l'Abilène (53-95) ; enfin, en 55, Néron ajouta au lot d'Agrippa II une partie de l'ancienne tétrarchie d'Antipas. Agrippa II ne fut pas directement concerné, sauf pour une petite partie de son territoire, par l'insurrection de 66 ; après s'être efforcé, en vain, d'apaiser les uns et les autres, il resta l'allié fidèle des Romains. Avec lui s'éteignit la dynastie hérodiennne.

À la mort d'Agrippa Ier, en 44, l'empereur Claude fait donc du royaume du défunt une province administrée par un procurateur romain ; pourtant, en 45, il confie aux prêtres de Jérusalem la garde du vêtement du grand prêtre et nomme le roi Hérode de Chalcis inspecteur du Temple avec droit de désigner le grand prêtre (fonction et droit dont héritera, avec son royaume, Agrippa II – on vient de le voir). Bientôt, les incidents se multiplièrent, en Palestine, entre Juifs et Romains. Si Agrippa II tentait d'apaiser les esprits, les Zélotes, quant à eux, excitaient la population contre l'occupant romain et tous les étrangers résidant en Palestine. Le désordre se généralisant, sous l'action de bandes de brigands qui infestaient certaines régions, de groupes de Juifs résistants – pour les uns « Zélotes » (zélés serviteurs de la Loi juive et de Dieu), pour les autres « Sicaires » (poignardeurs) – qui terrorisaient leurs coreligionnaires suspects de tiédeur à l'égard de la cause de l'indépendance nationale, ou encore de soi-disant messies dont les vaticinations enflammaient les foules, le pays sombra peu à peu dans une redoutable anarchie. Sous le gouvernement de celui qui sera le dernier procurateur de cette province, Gestius Florus (64-66), l'émotion soulevée d'abord par les violents affrontements qui opposent, à Césarée, les populations des communautés juive et non juive, puis par le prélèvement effectué, en 66, sur le trésor du Temple, d'une somme correspondant au montant des impôts que les Juifs tardent à payer, va provoquer une émeute à Jérusalem ; le soulèvement s'étendant à tout le pays, commence alors ce que l'on appelle la « Première Révolte juive » (66-70). Une tentative de médiation d'Agrippa II, soutenue par les notables tant prêtres que pharisiens, échoue. Les sacrifices pour l'empereur sont supprimés, le grand prêtre est tué par les émeutiers, les garnisons romaines de Massada et de Jérusalem sont massacrées, et les insurgés proclament l'indépendance de l'État juif ; la petite communauté chrétienne de Jérusalem aurait alors quitté la ville pour se réfugier à Pella, en Transjordanie. En 67, Vespasien est chargé, par l'empereur Néron, d'écraser la révolte ; après s'être emparé de la Galilée, faisant prisonnier son gouverneur « révolutionnaire » Flavius Josèphe, il s'apprête à marcher sur la Judée quand il apprend la mort de Néron, en 68. En 68-69, pendant que les compétiteurs se disputent l'Empire, les opérations militaires subissent une accalmie en Palestine ; à Jérusalem, les Juifs des factions rivales ont donc tout le loisir de se massacrer entre eux. Proclamé empereur en 69, Vespasien confie à son fils Titus la mission de mener à leur terme les opérations en Palestine : après plusieurs mois de siège, en 70, Jérusalem est prise, son Temple incendié ; les Juifs sont, en masse, vendus comme esclaves ; les forteresses tombent les unes après les autres, la dernière, Massada, en 73. Le pays devient une province, indépendante de celle de Syrie, gouvernée par un légat ; une légion est cantonnée dans les ruines de Jérusalem ; Césarée, résidence du gouverneur, est élevée au rang de colonie ; en 72, à proximité de Sichem, est fondée la ville de *Flavia Neapolis* (l'actuelle Naplouse).

Le Temple – celui construit par Hérode le Grand, donc, archéologiquement et historiquement,



soulignons-le, le *troisième* Temple – ayant été détruit, la fonction de grand prêtre et le Sanhédrin supprimés, les Juifs survivants se regroupèrent, peu à peu, autour des docteurs de la Loi, d'obédience pharisienne. Jamnia, où Vespasien avait établi des transfuges de Jérusalem, avant le siège de la ville, devint le centre du judaïsme intellectuel et doctrinal dès 70 : un disciple de Hillel, Johanan ben-Zakkaï, y fonda une école de rabbins et y organisa un grand conseil (*Beth-dîn*) qui prit la suite du Sanhédrin. Mais ce grand conseil, contrairement au Sanhédrin, était composé uniquement de rabbins pharisiens ; ce sont eux qui, dorénavant, dirigeront, seuls, le judaïsme. Une œuvre considérable fut accomplie à Jamnia : c'est là que, vers la fin du ier siècle de notre ère, le canon juif de la *Bible* (c'est-à-dire la liste des Écrits dont, selon les Juifs, celle-ci est composée) est fixé ; c'est là, aussi, que le texte consonantique de ces Écrits est établi une fois pour toutes ; c'est là, encore, qu'est décidée la réalisation, pour les Juifs de la Dispersion, d'une traduction en langue grecque de la *Bible* à partir du canon et du texte hébreu qui viennent d'y être adoptés.

L'empereur Hadrien, venu à Jérusalem en 130, décide de reconstruire la ville sous le nom d' *Aelia Capitolina*, et d'édifier, à l'emplacement du Temple incendié, un nouveau temple qui serait, quant à lui, dédié à Jupiter Capitolin. Le début des travaux et, sans doute, aussi, l'interdiction de la circoncision au même titre que la castration provoquent un nouveau soulèvement que l'on appelle la « Seconde Révolte juive » (132-135). Celle-ci est dirigée par Simon Bar-Kokheba qui s'intitule « Prince d'Israël » ; le rabbin Aqiba, le prenant pour le Messie, lui apporte son appui ; Bar-Kokheba est aussi soutenu par le prêtre Éléazar, qui était peut-être son oncle, et dont le nom figurera près du sien sur les monnaies frappées après la libération de Jérusalem. Les Romains, dans l'attente de renforts, ayant regroupé leurs forces aux frontières du pays, une grande partie de celui-ci passe sous le contrôle des insurgés. Jérusalem paraît avoir été entre les mains de ces derniers pendant environ deux ans ; il est probable que le culte fut alors restauré dans les ruines du Temple. Mais, peu à peu, les Romains refoulent leurs adversaires vers les régions accidentées de la Judée : l'Héródium pourrait avoir servi, à ce moment-là si ce n'est même plus tôt, de quartier général à Bar-Kokheba ; les ruines de Qumrân sont réutilisées. Jérusalem tombe en 134. Finalement, Bittir (à une dizaine de kilomètres au sud-ouest de la capitale), où Bar-Kokheba et le prêtre Éléazar se seraient repliés et auraient péri, est emporté en 135, et les derniers combattants se terrent dans les grottes presque inaccessibles des berges des oueds du désert de Juda, où, parfois, les Romains viennent les assiéger ; récemment, certaines de ces grottes ont livré quelques-unes des archives de ceux, résistants ou réfugiés, qu'elles avaient alors abrités. La répression fut encore pire qu'en 70 : de nouvelles déportations de Juifs, réduits en esclavage, s'ajoutèrent aux massacres ; le rabbin Aqiba aurait été, lui-même, martyrisé. Après la Première Révolte, Jérusalem avait non seulement continué à être un lieu de pèlerinages, mais, de plus, avait compté, parmi ses habitants, des Juifs qui y étaient restés ou étaient revenus y vivre, de même, d'ailleurs, que des Judéo-chrétiens (Juifs adeptes du Christianisme), les uns et les autres y ayant synagogues ou église (une petite église, à l'emplacement du Cénacle – endroit où se serait tenue la « Cène », c'est-à-dire le dernier repas que Jésus aurait pris avec ses disciples –, aurait servi de point de rassemblement aux Judéo-chrétiens revenus de Pella à Jérusalem) ; cette fois-ci, Hadrien interdit à tout circoncis l'accès de Jérusalem, qui devient une colonie romaine, la *Colonia Aelia Capitolina* ; la reconstruction de la cité selon son nouveau plan, arrêtée par la révolte, va, maintenant, être menée à son terme. Et le nom de « Judée » est remplacé par celui de « Palestine », le territoire de cette ancienne province devenant une partie de la nouvelle « province de Syrie-Palestine ».

Au cours de cette dernière époque de la Jérusalem juive, une nouvelle tendance, ou école, est née et s'est développée au sein du Judaïsme, avant d'être rejetée par lui : le Christianisme. La seule source d'informations détaillées que l'on possède sur les débuts de ce mouvement est constituée par l'ensemble d'écrits que les Chrétiens appellent le « Nouveau Testament » – par opposition au nom

d'« Ancien Testament » que les Chrétiens donnent à l'ensemble des écrits bibliques juifs (la *Bible* chrétienne étant composée de ces deux Testaments). Le Nouveau Testament, dont le canon a été fixé, pour l'essentiel, au cours de la seconde moitié du iie siècle, comprend : les quatre *Évangiles*, respectivement « selon saint Matthieu », « selon saint Marc », « selon saint Luc », « selon saint Jean », le livre des *Actes des Apôtres*, l'*Apocalypse* et vingt et une *Épîtres* ; d'autres écrits, par exemple divers « Évangiles » et « Actes », qui n'ont pas été retenus dans ce canon, sont considérés par les Chrétiens comme « apocryphes ». Il semble que, si la plupart de ces *Épîtres*, qui ont été adressées le plus souvent à telle ou telle communauté chrétienne située hors de Palestine, et ont peut-être pour auteur, dans les deux tiers des cas, Paul – un Pharisien converti au Christianisme alors qu'il allait à Damas pour y persécuter les Chrétiens, peu de temps après la mort de Jésus –, peuvent avoir été rédigées entre les années 50 et 60, quelques-unes, comme tous les autres écrits néotestamentaires, ne l'auraient pas été avant les trente dernières années du ier siècle, selon nombre d'exégètes ; mais, si l'on applique aux écrits néotestamentaires les mêmes critères de datation qu'aux « Écrits intertestamentaires », alors on attribue à tous ceux d'entre eux qui, notamment, ne contiennent aucune allusion à la destruction du Temple de Jérusalem en l'an 70, une date de rédaction antérieure à cet événement. Le fondateur du Christianisme se serait appelé Jésus (= Josué, transcription déformée d'un mot hébreu qui signifie « Yahweh sauve ») et aurait été surnommé « Christ » (c'est-à-dire « Messie ») ; il serait né, comme on l'a vu ci-dessus, quelques années avant le début de l'ère chrétienne, et aurait été crucifié alors que Ponce Pilate était procurateur, vers l'année 30. Considéré comme le Messie, il aurait révélé la qualité divine de sa nature ; sa mort aurait racheté l'humanité du péché originel commis, selon la *Bible*, par Adam et Ève. Ayant été, un moment, disciple de Jean-Baptiste qui l'aurait baptisé, il aurait lui-même adopté le baptême comme rite d'entrée dans sa communauté, de participation au salut qu'il était venu apporter. Mettant en garde contre la conception ritualiste des pratiques religieuses, qui attribue à celles-ci une valeur objective, il aurait souligné l'importance des dispositions du cœur et de l'esprit. Les récompenses destinées aux justes sont, elles aussi, spiritualisées ; la « Terre promise », la Jérusalem future, le « Paradis », c'est dans les cieux qu'ils se trouvent, et c'est là que les justes en jouiront, comme le croyait déjà, mais dans une perspective moins universaliste, l'auteur du *Testament de Moïse* – pseudépigraphe de l'Ancien Testament, généralement appelé, à tort, *Assomption de Moïse*, composé par un Essénien entre les années 7 et 30 de notre ère. Il n'est donc plus question de nationalisme juif, ni de guerre sainte : revenant à la fin des temps, avec tout l'appareil de la gloire et de la puissance divines, pour juger les hommes, c'est Jésus-Christ qui donnera leur récompense céleste à tous ceux qui auront obéi à ses commandements, en les faisant entrer dans le « Royaume de Dieu » qui est le « Royaume des cieux ». Il est généralement admis, aujourd'hui, que le Christianisme a subi une forte influence de l'Essénisme, notamment sur le plan de l'organisation de la communauté et dans le choix de son calendrier, même si, sur d'autres points, par exemple à propos des observances rituelles et de l'ouverture à l'universalisme, il a pu être en désaccord avec lui. Comme les Esséniens, également, les disciples de Jésus, à la suite de leur maître, furent persécutés par les autorités religieuses juives de leur temps, et eurent leurs martyrs. Pourtant, à Jérusalem et dans toute la Palestine, le nouveau mouvement fit des adeptes qui s'organisèrent en communautés. Après la Seconde Révolte, les Judéo-chrétiens, circoncis comme les Juifs, furent, comme eux, interdits de séjour à Jérusalem et dans ses environs, sur tout le territoire de la colonie d'*Aelia Capitolina* : peu à peu, dans cette cité, une communauté de Pagano-chrétiens va se constituer. En Palestine, ce n'est, vraisemblablement, qu'en Galilée et, surtout, à Césarée que subsisteront des communautés de Judéo-chrétiens ; la plus grande partie d'entre eux iront s'établir à l'est du Jourdain, où ils perdront le contact aussi bien avec les autres Chrétiens qu'avec le Judaïsme : du coup, le pont que les Judéo-chrétiens constituaient, entre le Judaïsme et le Christianisme, va se trouver pratiquement coupé, et le Christianisme, cessant d'être un mouvement religieux juif, deviendra une religion de plus en plus



étrangère au Judaïsme.

### **L'époque de la païenne Aelia Capitolina : de la fin de la « Guerre d'Hadrien » à la victoire de Constantin (135-324)**

Dans la Palestine qui sort meurtrie, dépeuplée et asservie, de ses deux révoltes successives, la vie est, alors, comme mise en veilleuse. Pourtant, la communauté pagano-chrétienne va se développer lentement, en butte à l'hostilité des Juifs et, bientôt, aux persécutions des Romains, pendant que les Juifs, qui ont fondé des écoles rabbiniques dans plusieurs villes de Palestine, poursuivront, à partir du travail accompli depuis 70 à Jamnia, leur œuvre de restructuration et d'organisation du Judaïsme. Le centre intellectuel et les cadres rabbiniques du Judaïsme se transporteront de Jamnia à Usha (Galilée), et les successeurs de Johanan ben-Zakkaï porteront, jusqu'en 425, le titre, devenu héréditaire, de « patriarche » : chefs spirituels du Judaïsme dans tout l'Empire romain, ils seront considérés, par Rome, comme les représentants qualifiés des Juifs ; c'est finalement Tibériade qui deviendra le siège permanent du Patriarcat. L'empereur Antonin ne fit pas qu'autoriser les survivants de Jamnia à s'installer à Usha, il permit de pratiquer la circoncision sur les Juifs de naissance, mais sur eux seuls. Au cours de cette époque va se constituer, à l'initiative ou sous la responsabilité des autorités rabbiniques, une abondante littérature juive ; les principaux ouvrages qui la composent sont : la *Mishna* (recueil de règles de conduite élaboré, pour l'essentiel, à l'initiative du patriarche Juda Ier, dit « le Prince » ou « le Saint », mort en 217), la *Tosephta* (complément de la *Mishna*), la *Gemara* (commentaire de la *Mishna*), le *Talmud* (ensemble constitué par la réunion de la *Mishna* et de la *Gemara* ; il en existe deux recensions : le *Talmud de Jérusalem* d'origine palestinienne et le *Talmud de Babylone*, qui furent sans doute terminés, respectivement, vers l'an 400 et vers l'an 500), les *Midrashim* (commentaires de textes vétér testamentaires, dont les plus anciens seraient du i<sup>er</sup> siècle), les *Targums* (paraphrases des écrits vétér testamentaires rédigées, en partie à la même époque que les *Talmuds*, à partir de matériaux qui peuvent être, parfois, antérieurs à l'ère chrétienne). Les synagogues fleurissent alors en Palestine, spécialement, semble-t-il, en Galilée où les plus anciennes, dont les vestiges ont pu être étudiés, dateraient du i<sup>er</sup> siècle. Religion reconnue par Rome (*religio licita*), le judaïsme peut avoir une existence normale. Par contre, le Christianisme, à partir du moment où on le distingue du judaïsme, est considéré comme une religion nouvelle qui, ayant rompu avec les coutumes ancestrales, n'a pas fait l'objet d'une autorisation officielle : il est donc illégal ; telle est donc, estime-t-on généralement, la première base juridique des tracasseries puis des persécutions dont furent victimes les chrétiens. Mais, quand l'empereur romain se sera converti au Christianisme, les situations se trouveront bientôt, en quelque sorte, inversées.

### **• Période byzantine (324-640)**

Par sa victoire de 324, Constantin devient le maître de tout l'Empire romain. Faisant de Byzance sa capitale, il la transforme profondément, lui donnant, notamment, un caractère chrétien : sous le nom de Constantinople, la « nouvelle Rome » sera inaugurée en 330. Mais, sans attendre cette date, Constantin généralise et multiplie les mesures favorables aux Chrétiens, encourageant, notamment, ceux-ci à réparer les édifices du culte qui ont souffert du fait des persécutions, à les agrandir, et même, au besoin, à en construire de nouveaux, le trésor impérial étant largement ouvert pour financer ces travaux ; il ordonne, aussi, de remettre aux communautés chrétiennes les lieux auxquels est attaché le souvenir de leurs martyrs. Dès 325, au concile de Nicée (Anatolie), Constantin et le chef de la communauté chrétienne de Jérusalem/*Aelia*, l'évêque Macaire, décident ensemble de nettoyer le Golgotha (endroit où Jésus aurait été crucifié et mis au tombeau) du Capitole, avec sa triade de divinités (Jupiter, Junon et Vénus), qu'Hadrien y a fait élever. La construction d'une

basilique y est aussitôt entreprise ; des vestiges de celle-ci apparaissent, encore, dans l'édifice actuel qui est l'œuvre des Croisés. Les femmes de la famille impériale s'intéressent beaucoup à la Palestine. La mère de l'empereur, Hélène, vient, en 326, à Jérusalem ; à sa demande, deux autres basiliques seront édifiées, l'une à Bethléem, au-dessus de la grotte dans laquelle serait né Jésus, et où Hadrien avait introduit le culte d'Adonis, l'autre sur le mont des Oliviers, à l'emplacement d'où Jésus serait monté aux cieux. De son côté, la belle-mère de Constantin, Eutropie, s'étant, à la suite d'un vœu, rendue à Mambré pour y vénérer les endroits auxquels la tradition attachait le souvenir d'Abraham, obtient de l'empereur que les pratiques idolâtriques en soient bannies, et qu'une basilique y soit bâtie. Bien d'autres lieux saints de Palestine furent, alors, dotés de monuments plus ou moins importants ; la Galilée, pourtant, resta longtemps en dehors de cette floraison de monuments chrétiens, en raison, d'une part, de l'hostilité des Juifs – dont les rabbins tenaient école en cette région, et qui y eurent leur patriarche jusqu'en 425 –, et, d'autre part, du refus opposé par les Judéo-chrétiens locaux, peut-être jusque vers le milieu du ve siècle, à toute relation avec les étrangers, chrétiens ou non. Sous le court règne de l'empereur Julien (361-363), la situation se renverse à nouveau, momentanément : le paganisme triomphant se venge des précédentes victoires chrétiennes ; par ailleurs, selon certaines sources, Julien aurait été favorable à la reconstruction du Temple de Jérusalem. Introduit probablement en Palestine à partir de l'Égypte, au ive siècle, le monachisme chrétien y connut un prodigieux développement jusqu'au viie siècle (le seul désert de Juda comptait plus de 130 installations) ; les invasions lui furent alors funestes ; relevons, à la fin du ive siècle, l'établissement de communautés latines : monastère d'hommes et monastère de femmes sur le mont des Oliviers (autour, respectivement, de Rufin d'Aquilée et de Mélanie la patricienne romaine) ainsi qu'à Bethléem (avec Jérôme, l'ancien secrétaire du pape Damase, et Paule, une descendante des Scipions et des Gracques). Grâce à la connaissance de la langue hébraïque qu'il acquit sur place, Jérôme fut le premier à donner, à partir du texte hébreu, une traduction de la *Bible* en langue latine ; cette traduction est appelée « la Vulgate ». À la suite d'un vœu, Eudocie, l'épouse de l'empereur Théodose II, effectue un pèlerinage à Jérusalem en 438, puis vient s'y installer (444-460) : nombre d'églises, de monastères et d'hospices lui seraient dus, en Palestine. Par ses intrigues, l'évêque de Jérusalem, Juvénal, obtient de Théodose II le titre de patriarche, et du concile réuni à Chalcédoine, en 451, la ratification de cette décision de l'empereur : le siège métropolitain de Césarée – où s'était développé un centre de recherches chrétiennes, avec, notamment, au iiie siècle Origène (exégète pratiquant l'interprétation allégorique de la *Bible*), et au ive siècle Eusèbe « de Césarée » (premier historiographe de l'Église) – cédait ainsi la première place, en Palestine, au siège de Jérusalem. Notons que les conflits théologiques, qui divisent alors entre eux les chrétiens, ont des répercussions en Palestine. Peu après le début du règne de Justinien, un soulèvement nationaliste des Samaritains (529-530) couvre de ruines le pays, jusqu'à Bethléem ; l'empereur prend à sa charge la reconstruction des édifices religieux, et, de plus, fait élever un grand nombre de bâtiments, ornés souvent de mosaïques, dans toute la Palestine : c'est ainsi que Jérusalem est dotée, notamment, de la basilique de Sainte-Marie-la-Neuve (construite entre 531 et 543) et de deux hospices, et que de belles églises sont édifiées à Gaza, ville où règne, maintenant, une atmosphère d'humanisme chrétien. Il faut ajouter que le vie siècle constitue une époque de prospérité pour nombre d'anciennes villes nabatéennes du Néguev central, telles Avdat (= Oboda ou Éboda ; à 50 km au sud de Beershéba) et Soubeita (= Sobota ; à une faible distance au nord-ouest de la précédente) ; les vestiges particulièrement importants de ces deux cités ont révélé que les raisins constituaient sans doute la principale production de celles-ci, comme en témoignent les nombreux pressoirs à vin qui y ont été découverts. Conséquence des conflits théologiques, deux conciles régionaux se tiennent à Jérusalem, au temps de Justinien, l'un en 536 (à propos de l'hérésie monophysite), l'autre en 553 (pour approuver la condamnation de la doctrine d'Origène, prononcée par le concile œcuménique tenu, la même année, à Constantinople). À cette époque, les pèlerins abondent en Palestine.



Mais, en 613, les Perses de Chosroès II envahissent la Palestine, où Juifs et Samaritains les accueillent avec empressement ; Jérusalem, qui a voulu résister, est prise en 614 : ses habitants sont, en grand nombre, massacrés ou déportés avec leur patriarche, ses sanctuaires livrés aux flammes ; une tradition prétend que seule fut respectée par les Perses la basilique de Bethléem, construite sous Constantin et remaniée sous Justinien, parce que les envahisseurs avaient reconnu leurs ancêtres dans les mages (les Rois mages qui seraient venus adorer l'enfant Jésus dans sa crèche, à Bethléem) qu'une mosaïque du fronton représentait, suivant l'usage, sous le costume mithriaque. Bientôt, les Perses autorisent les Chrétiens à rentrer en possession des églises et monastères dont ils avaient été spoliés, à remettre ceux-ci en état et à exercer librement leur culte. Maîtres de l'Égypte où dominait, comme en Mésopotamie, l'hérésie monophysite (selon laquelle Jésus n'aurait eu qu'une seule nature, la divine, et non pas, également, l'humaine), ils favorisèrent les Chrétiens monophysites qui avaient été persécutés par l'Empire byzantin. Les Perses évacuent la Palestine en 629, vaincus par l'empereur Héraclius qui ramène lui-même à Jérusalem, en 630, la relique « de la vraie Croix » que les Perses y avaient prise, étant ainsi – à moins qu'il ne faille croire au prétendu pèlerinage de Théodose en 386 – le premier empereur chrétien à se rendre dans la Ville sainte. Puis Héraclius, pour punir les Juifs de leur collaboration avec les Perses, prend contre eux une série de mesures qui en poussent beaucoup à émigrer de Palestine en Perse, en attendant la suite des événements. Ceux-ci se précipitent, en effet. L'année même où Héraclius faisait acclamer la Croix à Jérusalem, Mahomet s'emparait de La Mecque (630), et, au moment où les mesures contre les Juifs sont promulguées, les troupes musulmanes franchissent les frontières méridionales de la Palestine, se répandant dans les campagnes tout en évitant les villes fortifiées (634). La lutte se déplace alors vers le nord, et en 636, après la bataille du Yarmouk, Damas est définitivement occupée ; maintenant, les villes de Palestine vont se rendre les unes après les autres. Négligeant, momentanément, Césarée, les envahisseurs assiègent Jérusalem, qui se trouve coupée de la mer d'où auraient pu venir des secours ; pour épargner à la ville le sort qu'elle a connu en 614, le patriarche négocie, donc, avec le calife Omar, et lui ouvre les portes de Jérusalem en 638 : en échange de leur capitulation, de leur soumission et d'un tribut annuel, les habitants de la ville se voient garantir la vie sauve, la propriété de leurs biens et celle de leurs églises. La prise de Césarée, en 640, marque la fin de la conquête de la Palestine par les armées musulmanes.

Ernest-Marie LAPERROUSAZ

## • La conquête musulmane et les croisades

Partis des déserts d'Arabie, les conquérants musulmans (cf. islam - De Mahomet à la fin de l'Empire ottoman) déferlèrent sur la Palestine. Sous la dynastie des Omeyyades, puis celle des 'Abbāsides, fut entreprise l'arabisation de la Palestine (cf. 'abbāsides, omeyyades) qui devint l'une des principales provinces du monde musulman.

La population chrétienne locale se convertit progressivement à l'islam sous la pression des contraintes imposées aux minorités religieuses. À la fin du x<sup>e</sup> siècle, la Palestine passa sous la domination des Fātimides, mais les croisades remirent en cause les conquêtes de ces califes. En 1100 fut fondé le royaume latin de Jérusalem. La Palestine devint alors un vaste champ de bataille où s'affrontaient la Croix et le Croissant. En définitive, les mamelouks furent les principaux bénéficiaires de l'échec des croisés. Les xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles sont considérés comme une époque de ténèbres. La domination des Bahrites (1250-1382) puis des Burdjites (1382-1517) ne fut guère profitable au pays ; celui-ci fut cependant épargné par l'invasion mongole de Tamerlan. Mais il ne put échapper aux querelles frontalières qui opposèrent les troupes turques de Qā'itbey et de Selim I<sup>er</sup> aux derniers Burdjites. La Palestine fut envahie, en 1516, par les armées turques.

E.U.

## • La Palestine ottomane

L'occupation de la Palestine par les troupes du sultan ottoman Selim Ier, à l'automne de 1516, n'a constitué à l'origine qu'une étape rapide dans la conquête des pays soumis à l'autorité des sultans mamelouks du Caire : la Syrie, la Palestine, l'Égypte, l'Arabie. Après les victoires remportées sur le shāh séfévide d'Iran en 1514, l'entreprise menée par Selim Ier avait plusieurs buts : s'imposer comme le premier, sinon le seul, souverain du Proche-Orient, comme le chef des musulmans sunnites et le maître des cités saintes de l'islam, et enfin contrôler tout le commerce de transit entre l'océan Indien et la mer Méditerranée.

Les habitants de la Palestine n'offrirent aucune résistance, et très vite la province fut confiée à des administrateurs ottomans établis dans les *livas* (districts) de 'Adjlūn, Ladjūn, Naplouse, Jérusalem, Safad et Ghazza, et dépendant du gouverneur de Damas. Des règlements internes furent édictés pour chacun de ces districts, en vue de fixer les conditions de la vie économique et les charges fiscales de la province. Par la conquête ottomane qui la rattachait indirectement au gouvernement central d'Istanbul, la Palestine se trouvait une fois de plus pratiquement détachée de l'Égypte.

En raison de sa situation géographique, la Palestine connut au xvie siècle une grande activité commerciale et la ville de Jérusalem continua à être ouverte aux pèlerins, qui devaient toutefois acquitter une taxe d'entrée. Les capitulations accordées à François Ier par le sultan Soliman le Magnifique confirmèrent la présence de religieux latins (des franciscains) à Jérusalem et reconnurent au roi de France le droit de protéger les chrétiens latins dans l'Empire ; cependant, la prépondérance des religieux grecs n'était pas contestée et ceux-ci s'efforcèrent, dans le courant du xviiie siècle, d'éliminer les franciscains ; mais, en 1690, un *firman* du sultan restitua aux Latins ce qui leur avait été enlevé : la rivalité entre les communautés chrétiennes devait d'ailleurs être un des éléments de l'agitation en Palestine et, surtout, un des facteurs de l'intervention européenne au xixe siècle. D'autre part, les Capitulations favorisèrent l'établissement de comptoirs et de colonies marchandes européennes, plus tard de consulats ; les principaux centres furent Saint-Jean-d'Acre et Jaffa, mais le commerce n'y connut jamais un grand développement, bien que les Français, à partir du xviiie siècle, se soient efforcés d'y constituer des bases solides.

À la fin du xvie et au début du xviiie siècle, la partie septentrionale de la Palestine fut l'un des théâtres d'opérations du chef druze Fakhr al-dīn, qui obtint, à deux reprises, des gouverneurs ottomans de Damas toute autorité sur les districts de Naplouse et de 'Adjlūn ; mais l'accroissement de sa puissance inquiéta le sultan Mūrad IV : une expédition triompha de Fakhr al-dīn, qui fut pris et exécuté peu après à Istanbul (1633-1634). Un peu plus tard, dans l'intention de contrôler plus étroitement les régions agitées, une province nouvelle fut créée, ayant pour centre Saydā et englobant notamment les *livas* de Safad et de Ladjūn. Pendant un siècle, la Palestine vécut paisiblement. Dans la seconde moitié du xviiiie siècle, plusieurs séries de troubles se produisirent : des incidents éclatèrent à Jérusalem entre religieux grecs et franciscains, et ces derniers furent chassés du Saint-Sépulcre en 1757 ; à cette occasion, les Grecs reçurent le soutien de la Russie qui, en 1774, par le traité de Kutchuk-Kaïnardji, obtint le droit de protéger les chrétiens orthodoxes de l'Empire ottoman.

Entre-temps, des chefs locaux (le shaykh Daher notamment) avaient entretenu une agitation, en particulier dans la région de Saint-Jean-d'Acre, en liaison avec les émirs mamelouks d'Égypte (1750-1775). Le sultan confia le soin de rétablir l'autorité gouvernementale à Aḥmad Djazzār pacha, qui, outrepassant son rôle, chercha ensuite à se rendre indépendant ; c'est lui qui s'opposa à la pénétration de l'armée de Bonaparte en Palestine : celle-ci, en effet, après avoir pris Jaffa, échoua



devant Saint-Jean-d'Acre, ce qui mit fin à l'aventure égyptienne de Bonaparte.

Au xix<sup>e</sup> siècle, la Palestine devait être à deux reprises un enjeu politique. La première fois, au moment de la crise survenue entre le gouvernement d'Istanbul et Muḥammad 'Alī d'Égypte : celui-ci avait réclamé pour son fils Ibrāhīm pacha la cession de la Syrie et de la Palestine en compensation de la Morée, évacuée par les troupes égyptiennes en 1827 ; devant le refus du sultan, Ibrāhīm pacha occupa les deux provinces au cours de l'été de 1832 ; c'est là un des éléments de la question d'Orient. En dépit du soutien de la France, Muḥammad 'Alī dut finalement s'incliner et abandonner toute prétention sur la Syrie et la Palestine (févr.-juill. 1841). L'autre événement se situe en 1850, lorsque Louis Napoléon Bonaparte, prenant prétexte d'incidents survenus dans l'église de la Nativité à Bethléem, et désireux de s'attirer les suffrages des catholiques français, réclama le droit de protection des Lieux saints, qui était passé discrètement à la Russie en 1808 ; les contestations qui suivirent aboutirent à la guerre de Crimée (1854-1855) et au traité de Paris (30 mars 1856). L'une des conséquences de ce traité fut le maintien du *statu quo ante* à propos des Lieux saints, *statu quo* à nouveau confirmé en 1878 lors du congrès de Berlin. Entre-temps, la partie septentrionale de la Palestine avait une fois de plus subi les contrecoups de la rivalité entre Druzes et maronites ; mais, contrairement à ce qui se passa au Liban, la Palestine ne connut pas de changement dans son statut administratif.

Durant la période qui va de la conquête ottomane à la fin du xxe siècle, la population de la Palestine comprit une majorité de musulmans, une importante minorité de chrétiens, une minorité moins forte de Druzes et un petit nombre de Juifs ; ceux-ci étaient établis dans les villes de la côte et, pour quelques-uns, à Jérusalem. L'expulsion des Juifs d'Espagne, au xvie siècle, provoqua une immigration juive en Palestine, mais de caractère très limité. À partir de 1880 et surtout de 1897, l'immigration prit un nouvel essor. En effet, en raison des persécutions ou des difficultés auxquelles ils étaient soumis dans les pays d'Europe centrale et orientale, les Juifs de ces pays avaient commencé à s'organiser en vue de créer en d'autres lieux des foyers où ils pourraient vivre dans des conditions moins dramatiques ; un mouvement d'immigration se constitua dans diverses directions : Europe occidentale, Amérique du Nord, Palestine. L'émigration vers la Palestine fut prise en main par le mouvement sioniste qui, dès 1880, rassembla des capitaux et commença à acheter des terres dans ce pays ; mais, dans le cadre de sa politique panislamiste, le sultan Abdülhamid II ne se montra guère favorable à cette immigration et s'efforça de la limiter, sans toutefois pouvoir s'y opposer efficacement. Après le congrès de Bâle (août 1897), au cours duquel le mouvement sioniste proclama qu'il souhaitait « l'établissement en Palestine, pour le peuple juif, d'un Foyer garanti par le droit public », l'immigration juive, soutenue discrètement par les grandes puissances occidentales, s'accrut très sensiblement ; il fut même un moment question d'accorder aux Juifs de Palestine un statut comparable à celui des chrétiens du Liban. Un peu plus tard, après 1908, le gouvernement jeune-turc, au sein duquel se trouvaient quelques Juifs ottomans, encouragea, par opposition aux nationalistes arabes, l'immigration juive en Palestine ou, tout au moins, ne fit rien, pour la limiter ; on estime que la population juive de Palestine passa d'environ 20 000 personnes en 1880 à 50 000 en 1900 et 80 000 en 1914.



## • Le mandat britannique

Le destin de la Palestine allait être modifié par la Première Guerre mondiale. L'Empire ottoman, engagé dans la guerre aux côtés des empires centraux, dut faire face à la révolte arabe soutenue par la Grande-Bretagne et subit des revers qui le contraignirent à abandonner toutes ses possessions en pays arabe ; le 9 novembre 1917, les troupes du général Allenby entraient dans Jérusalem, puis occupaient toute la Palestine. Auparavant, en 1915, le haut-commissaire anglais Mac Mahon avait conclu des accords avec le chérif de La Mecque, Husayn, visant à créer dans le Proche-Orient un grand royaume arabe englobant l'Arabie, la Transjordanie, la Syrie, le Liban et l'Irak ; la Palestine devait constituer un territoire séparé. Mais ces accords furent annulés à la fois par la conclusion des accords Sykes-Picot de mai 1916, qui répartissaient entre Français et Anglais les territoires arabes de l'Empire ottoman, et par la déclaration Balfour du 2 novembre 1917, par laquelle le gouvernement britannique « envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif ». Aux conférences de la paix de 1919, les dirigeants du mouvement sioniste proposèrent un plan de découpage de la Palestine qui engloberait, outre la Palestine proprement dite, le sud du Liban et de la Syrie et une large bande de terrain à l'est du Jourdain, se prolongeant jusqu'au golfe d'Aqaba ; de son côté, la Grande-Bretagne demanda à la Société des nations que lui soit confiée, sous forme de mandat, l'administration de la Palestine ; la Société des nations donna un avis favorable en avril 1920, et le projet britannique, modifié, fut adopté en juillet 1922 ; il entra en application après la signature du traité de Lausanne (juill. 1923) : le territoire confié à la Grande-Bretagne ne comprenait que la région située à l'ouest du Jourdain, la région située à l'est constituant dès lors l'« État de Transjordanie ». En juillet 1922, une déclaration de Churchill, alors secrétaire d'État aux Colonies, précise que « la Palestine ne sera pas transformée en Foyer national juif, mais que ce Foyer sera fondé en Palestine » ; elle reconnaît pour mission à cette nouvelle entité de droit public « le développement de la communauté juive existante, avec l'aide des Juifs des autres parties du monde, en sorte qu'elle puisse devenir un centre pour lequel le peuple juif dans son ensemble puisse prendre de l'intérêt et de la fierté, pour des raisons de religion et de race » ; elle donne, en outre, diverses assurances aux Arabes en ce qui concerne leur sauvegarde et celle de leur langue et de leur civilisation ; elle affirme, enfin, l'intention de la Grande-Bretagne de poursuivre en Palestine l'établissement d'un gouvernement autonome.



Dès cette époque, certains Arabes, tel le grand mufti de Jérusalem, al-Hadjdj Amīn al-Ḥusaynī, considérèrent ce Foyer juif comme une menace et créèrent un haut comité arabe pour la Palestine ; d'autres, en revanche, ne voyaient dans les immigrants juifs que des acheteurs, à prix fort, de terres improductives et délaissées par les paysans arabes. Mais, avec la création de l'« Agence juive », lors du congrès du mouvement sioniste à Zurich en 1929, les achats de terres furent intensifiés et portèrent davantage sur les terres plus riches de la région côtière cédées par les *effendi*. Le Comité arabe réagit violemment, et à plusieurs reprises, entre 1928 et 1936, des incidents sanglants eurent lieu à Jérusalem, Haïfa et Jaffa. À partir de 1930, la S.D.N. s'inquiéta de la situation en Palestine et critiqua l'administration britannique, qui se montrait incapable de concilier Juifs et Arabes et de créer un État palestinien. Les Anglais s'engagèrent alors à interdire l'achat de terres par les immigrants, mais, en fait, ils n'instaurèrent qu'un contrôle des achats de terres.



En raison des persécutions dont ils étaient l'objet en Allemagne et dans certains pays d'Europe centrale, de nombreux Juifs émigrèrent vers la Palestine ; la population juive passa ainsi à plus de 400 000 personnes (600 000 selon certains auteurs). Devant cet afflux, dans un premier stade, la Grande-Bretagne envisagea un plan de partage prévoyant trois territoires distincts : un territoire sous mandat britannique et comprenant essentiellement les Lieux saints, un État arabe et un État juif, tous deux souverains, indépendants et liés par traité à la Grande-Bretagne. Les Arabes protestèrent violemment contre ce projet qui tendait à les priver d'une partie de leur sol et à les couper de la mer Méditerranée ; en revanche, les Juifs approuvèrent le projet de création d'un État juif, mais repoussèrent toute limitation de l'immigration : le plan britannique fut donc rejeté. Il s'ensuivit une révolte armée des Arabes qui se poursuivit jusqu'en 1939. En mai de cette même année, le gouvernement britannique publia un *Livre blanc* dans lequel il annonçait d'une part la limitation de l'immigration juive à 75 000 personnes par an, ainsi que celle des achats de terres par les Juifs, d'autre part, dans les dix années à venir, la création d'un État palestinien où Arabes et Juifs exerceraient conjointement l'autorité : ce projet fut repoussé par les Arabes et par les Juifs, et il s'ensuivit une vague de violences réciproques. Malgré les interdictions britanniques, les immigrants juifs continuèrent à arriver en nombre bien supérieur au quota fixé : l'intransigeance des Anglais donna lieu à des épisodes tragiques et favorisa l'immigration clandestine ; en 1946, la population juive était de 700 000 personnes, alors que l'on comptait 1 400 000 Arabes musulmans, 145 000 Arabes chrétiens et 15 000 Druzes.

Durant, la Seconde Guerre mondiale, tandis qu'une partie des Arabes plaçaient leurs espoirs dans un succès des forces de l'Axe, les Juifs de Palestine, laissant de côté leurs sentiments anti-anglais, constituèrent une brigade qui participa aux combats au sein de la VIII<sup>e</sup> Armée britannique, où ils acquirent une expérience militaire utile pour la suite des événements. En octobre 1946, le président Truman approuva l'Agence juive, qui réclamait un « État juif viable contrôlant son immigration et sa politique économique dans une région adéquate de la Palestine ». De son côté, la Ligue arabe proposa la création d'un État indépendant unique, arabo-juif, où Arabes et Juifs seraient représentés au gouvernement et au Parlement en proportion de leur nombre, toute immigration étant interdite. Cette proposition fut rejetée par les Juifs, et de violentes actions terroristes furent déclenchées par les uns et par les autres : les Anglais, eux-mêmes victimes de ce terrorisme, proclamèrent l'état de siège, puis annoncèrent, en février 1947, leur intention de mettre fin à leur mandat en Palestine le 14 mai 1948, demandant à l'O.N.U. de trouver alors une solution. Un comité spécial fut constitué, qui mit au point un plan de partage, approuvé par l'O.N.U. le 29 novembre 1947 : il prévoyait la création de deux États indépendants, l'un arabe, l'autre juif, mais associés économiquement, et une zone internationale sous contrôle de l'O.N.U., englobant Jérusalem et ses environs, y compris Bethléem. Les Arabes repoussèrent ce plan, approuvé par les Juifs.



Les violences redoublèrent alors en Palestine, en particulier en mars et en avril 1948 : aux attaques des commandos arabes contre les kibboutzim répondirent des expéditions juives contre des villages arabes (massacres de Deir Yassin, 10 avril 1948). Des deux côtés, la propagande s'intensifia et il était clair que seules les armes décideraient désormais du sort de la Palestine ; déjà de nombreux Arabes fuyaient ce pays, dans la crainte de massacres : ce lamentable exode fut à l'origine des camps de réfugiés où 750 000 Arabes de Palestine devaient connaître dès mai 1948 une vie

misérable.

Le 15 mai 1948, les Anglais commencèrent l'évacuation de leurs troupes ; la veille, David Ben Gourion avait proclamé la naissance de l'État d'Israël, reconnu *de facto* par les États-Unis et *de jure* par l'Union soviétique ; en même temps se déclenchait l'attaque arabe. Une nouvelle phase historique débutait alors en Palestine.





## L'AUTORITÉ PALESTINIENNE

Le nationalisme palestinien émerge dans la seconde moitié du xix<sup>e</sup> siècle, porté par des notables locaux et des personnalités religieuses. D'emblée, il se positionne contre l'idée de l'établissement d'un « foyer national juif » en Palestine. En 1948, la création de l'État d'Israël occasionne la première confrontation armée entre celui-ci et ses voisins arabes. Ce que les Palestiniens appellent la *nakba* (la « catastrophe ») renvoie également à la dispersion de la population. À l'issue de la guerre, le peuple palestinien se compose, en effet, principalement de réfugiés établis au Liban, en Syrie, en Jordanie et en Égypte. L'exode de 1948 a, par ailleurs, affecté la société palestinienne de « l'intérieur », privée de ses élites. La « question » palestinienne est alors défendue sur la scène régionale par certains dirigeants arabes, notamment Nasser, qui l'intègre à des revendications panarabes plus larges. L'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) naît ainsi, en 1964, comme émanation de la Ligue arabe.

Mais la sévère défaite des armées arabes contre Israël en 1967 conduit à l'émergence d'une nouvelle génération de Palestiniens, qui cherchent alors à autonomiser la « question » palestinienne du nationalisme arabe. La prise de pouvoir de Yasser Arafat au sein de l'O.L.P., en 1969, symbolise ce tournant.

La ligne politique de l'organisation connaît des évolutions notoires entre la grande période de lutte « révolutionnaire » des années 1970 menée depuis la Jordanie, puis le Liban, et l'acceptation d'un processus de paix au début de la décennie de 1990. À Tunis, où elle trouve refuge à partir de 1982, la centrale palestinienne accepte ainsi progressivement l'idée d'un partage du territoire avec Israël. Elle adopte, en 1988, la Déclaration d'indépendance de la Palestine, qui proclame l'existence d'un État en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, avec Jérusalem-Est pour capitale. Le mouvement national palestinien donne aussi, de plus en plus, priorité à la recherche d'une solution négociée plutôt qu'à la lutte armée.

La signature des accords de paix, dits d'Oslo (où ils ont été négociés) ou de Washington (où ils furent paraphés), le 13 septembre 1993, consacre la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'O.L.P. Elle consacre également l'émergence d'une nouvelle institution, l'Autorité palestinienne, qui a pour mission de gérer les affaires civiles des populations de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Ces accords butent toutefois sur le règlement du contentieux territorial. Les retraits israéliens des territoires sont loin de répondre aux attentes de la population et de la direction palestiniennes. Partiels, ils créent une situation de discontinuité extrême qui rend difficile toute activité économique.

L'échec de la « paix d'Oslo » est patent en septembre 2000, lorsque la violence armée reprend entre les deux camps. La répression militaire israélienne, couplée à la détérioration de la situation économique et à l'absence de toute perspective politique, contribuent à saper la légitimité des proches de Yasser Arafat et de son parti, le Fatah. Dans ce contexte, les islamistes du Hamas, qui se sont d'emblée opposés aux accords d'Oslo, apparaissent comme une alternative.

Olivier CARRÉ  
Aude SIGNOLES

## 1. Les origines du nationalisme palestinien

Il y a une culture palestinienne arabe originale depuis quelques décennies, dans le creuset de la culture arabe moderne. Au sein du réveil culturel et politique arabe, voire panarabe, depuis les années 1860, un mouvement palestinien se singularise du fait de la confrontation concrète au « foyer national juif » puis, depuis 1948, à l'État d'Israël. Les moments forts de ce mouvement sont d'abord la révolte de 1936-1938 contre la puissance mandataire britannique et contre le foyer juif sioniste, puis la guerre israélo-arabe de 1948 et, en conséquence de la dispersion et dépossession partielles de nombreux Palestiniens, la formation de mouvements organisés de résistance, qui se coalisent et s'affirment après la nouvelle défaite arabe de 1967. Troisième moment fort : confrontation avec les armées jordanienne en Jordanie en 1970-1971 et syrienne au Liban en 1976. Quatrième moment : le démantèlement systématique des forces palestiniennes concentrées au Liban-Sud et dirigées à Beyrouth, par les offensives israéliennes en 1978 et 1982 et syriennes (ou libanaises prosyriennes) en 1983 et 1986-1988. Le cinquième moment fort commence en décembre 1987 avec le Soulèvement général à Gaza et en Cisjordanie (Judée-Samarie) qui se heurte à l'armée israélienne. Échec devant Israël, échec face aux États arabes voisins ? Le « soulèvement », qui débouche sur la conclusion d'un accord de paix bilatéral israélo-palestinien en 1993, est-il finalement en mesure de limiter ce double échec ?



### • Les Palestiniens face au mouvement sioniste

À partir de 1516, la Palestine fait partie, dans l'État musulman des Turcs ottomans, de la province de Damas. Après 1888, elle est administrativement divisée entre le département (*vilayet*) de Beyrouth au nord et le *sanjak* autonome de Jérusalem au sud, qui s'étend à l'ouest jusqu'à Jaffa et Gaza.

En 1914, la Palestine, du littoral méditerranéen (depuis Gaza au sud jusqu'aux approches de Tyr au nord) au fleuve Jourdain, compte environ 730 000 habitants, dont 60 000 à 80 000 Juifs. Parmi ces derniers, la plupart sont récemment immigrés d'Europe et de Russie, certains sont palestiniens (résidant en Palestine) depuis des siècles et arabophones.

En effet, l'arabisation de la Palestine et son islamisation sont un fait culturel et religieux, à peine un fait de peuplement. Le même Palestinien – le même « Hébreu » –, au cours du temps, a changé de langue (cananéenne, hébraïque, araméenne, grecque, latine quelque peu, arabe, puis, parfois, turque) et de religion majoritaire (polythéiste, juive, chrétienne, musulmane).

### Le sentiment national palestinien avant 1914

Avant la Première Guerre mondiale, peut-on parler d'un sentiment national palestinien arabe ? Oui, au sens d'un attachement local déterminé à la Galilée, à la région de Jérusalem et au littoral méditerranéen. La seule autre loyauté « nationale » connue concerne alors la vaste communauté musulmane qu'Istanbul incarne depuis plusieurs siècles de manière prestigieuse. Certes, un nationalisme arabe – panarabisme – est latent, du fait de la langue arabe, mais il ne s'exprime vraiment qu'à la fin de la première décennie du xxe siècle. Or, au même moment, le mouvement du



sionisme politique, né en Europe à la fin du xix<sup>e</sup> siècle, crée, en Palestine même, une discrimination progressive entre les Palestiniens juifs, grossis de colonies agricoles européennes de plus en plus nombreuses, et les Palestiniens non juifs. Les premiers adoptent peu à peu la langue hébraïque revivifiée, à la place de leur langue arabe traditionnelle et du turc.

Aussi, en Palestine, le réveil de la conscience nationale arabe prend-il l'accent propre d'une résistance à une poussée nationale contraire très concrète. C'est pourquoi les Palestiniens occupent une place importante dans les manifestations du nationalisme arabe au cours du xx<sup>e</sup> siècle. Il s'agit pour eux, en effet, non seulement de revendiquer une indépendance politique contre le Turc ottoman puis, après 1918, contre l'Anglais, mais aussi, et plus fondamentalement, de ne pas laisser s'échapper la terre et la vie palestiniennes entre les mains des immigrants juifs. Depuis 1871, notables palestiniens puis partis politiques et groupes de paysans, tant musulmans que chrétiens, demandent expressément, de manière récurrente, la prohibition de l'immigration juive européenne en Palestine et l'interdiction de leur appropriation des terres palestiniennes. C'est surtout aux grands propriétaires, souvent absentéistes, que les colonies juives achètent. Les paysans métayers ou fermiers qui cultivent ces terres doivent les quitter et s'installer ailleurs en Palestine, car les colons agricoles sionistes ont pour devise « le travail juif sur des terres juives ». D'où, de la part des paysans arabes palestiniens, quelques réactions violentes entre 1896 et 1914, et une résistance légale auprès de l'autorité ottomane, sans succès appréciable malgré l'interdiction par le sultan de l'installation de colonies agricoles juives. De manière lucide et prémonitoire, hélas, un ancien gouverneur du sanjak de Jérusalem, Nijib Azouri – un Libanais maronite, l'un des initiateurs du mouvement panarabe –, écrit dès 1905 que « l'effort latent des Juifs pour reconstituer sur une très large échelle l'ancienne monarchie d'Israël [...] se heurtera inéluctablement au réveil de la nation arabe ».

### Déclaration Balfour et protestations palestiniennes

Les années 1915-1922 déterminent le sort de la Palestine et le drame futur des Palestiniens non juifs. En effet, la Grande-Bretagne, en 1915-1916, promet l'indépendance arabe de la région syrienne entière (hormis la zone libanaise, qui est déclarée non uniformément arabe et d'influence française), moyennant l'engagement arabe contre les Turcs dans la guerre mondiale. Mais, dans le même temps, un accord secret français, britannique et russe découpe les provinces arabes de l'Empire ottoman en train d'éclater en zones française, anglaise et russe sous la forme de mandats.

Le mandat britannique sur la Palestine, confié officiellement par la Société des Nations en 1922, est effectif dès 1918, lors de la victoire anglo-arabe sur les Turcs Ottomans en Palestine et en Syrie. Une déclaration Balfour, le 2 novembre 1917, cautionne d'avance la création en Palestine d'un « foyer national pour le peuple juif », « sans atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine », engagement intégré dans l'acte du mandat. Contrairement à l'attente du mouvement sioniste, la Transjordanie, à l'est du Jourdain, n'est pas incluse dans la Palestine mandataire par l'autorité britannique en 1922. Un haut-commissaire britannique gouverne directement cette Palestine. Profondément déçus dans les espérances nourries par des promesses de la Grande-Bretagne en 1915-1919, les nationalistes arabes palestiniens manifestent aussitôt une résistance à l'autorité britannique et à l'immigration juive : en 1919-1920, Congrès des associations islamo-chrétiennes palestiniennes ; en mars-avril 1920 et mai 1921, manifestations violentes de Tibériade, Nazareth, Naplouse et Hébron, puis Jaffa, au moment même où deux congrès nationaux arabes se tiennent à Damas (juill. 1919 et mars 1920) pour proclamer le Royaume constitutionnel arabe indépendant de la Grande Syrie sous le roi Fayçal. Ce dernier, dans la perspective de ce grand royaume, avait même accepté l'application des clauses de la déclaration Balfour, sous son autorité souveraine. Au contraire, l'application des mandats britannique et français annule ces espoirs et

cette générosité. D'où, de nouveau, des violences à coloration musulmane, en août 1929. Des congrès arabes palestiniens prennent à Jérusalem la relève des congrès arabes (syriens) de Damas, de 1920 à 1928, avec un exécutif arabe qui, devant l'autorité britannique, fait pendant à l'exécutif sioniste. Deux partis politiques principaux voient le jour, l'un se réclamant du clan des Nashāshībi, le plus modéré envers les Anglais, l'autre du clan des Husayni, plus extrémiste, tandis qu'un Congrès de la jeunesse, dans les années trente, s'efforce de conjurer les antiques rivalités familiales.

Mais c'est dans la révolte paysanne de 1935, la grève générale de 1936 et la révolte armée de 1935-1939 que culmine la protestation nationale palestinienne. Les partis, les congrès, les clans propres à la société palestinienne ont à affronter une révolte paysanne de large ampleur. Les solutions politiques envisagées sont dépassées par cette révolte populaire qu'exploite finalement le mufti Amin Al-Husayni. Cette rébellion contre la puissance mandataire prend l'allure d'une guerre civile entre Arabes et Juifs, et aussi entre Arabes palestiniens eux-mêmes. On dénombre plus de cinq mille tués arabes, deux mille blessés et quelque deux mille cinq cents incarcérés ou exilés. Une littérature populaire palestinienne a fleuri en ces années ; elle garde une valeur d'épopée nationale originelle et exemplaire : la figure du cheik Qassām, organisateur suicidaire des premiers groupes rebelles en 1935 en Galilée, la ténacité d'une grève générale d'avril à octobre 1936, encouragée par l'Association des femmes palestiniennes, sont notamment des symboles de la résistance nationale palestinienne à venir.



Après les interventions armées de large ampleur et les compromis politiques britanniques, la coexistence judéo-arabe paraît impossible en Palestine. C'est ce que déclare l'Angleterre en 1937 ; elle prévoit alors un plan de partage de la Palestine mandataire en vue de l'indépendance politique prochaine. Mais la révolte palestinienne arabe armée se poursuit, au point que l'état d'urgence est proclamé. Aux troupes britanniques renforcées se joignent même des milices sionistes, d'abord clandestines. Finalement, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, la guérilla palestinienne arabe est défaite militairement, démantelée politiquement par des déportations et désamorcée par le *Livre blanc* de 1939 qui revient à une Palestine unitaire binationale. La guérilla sioniste, en 1940-1941 et surtout en 1945-1948, lui succède, et avec succès.

La colonie juive, en effet, a acquis, en 1943, 1 500 kilomètres carrés de superficie agraire ; et si, en 1946, elle ne détient qu'environ 6 p. 100 du territoire palestinien, il s'agit de près du tiers des terres cultivées. La localisation de ces acquisitions inscrit une partition de fait par l'appropriation des sols. La population juive s'accroît considérablement en raison de l'immigration, atteignant quelque cinq cent cinquante mille personnes, soit environ le tiers de la population totale. Et pourtant, la conjoncture mondiale et l'opposition palestinienne ont conduit la puissance mandataire à une politique nettement moins favorable au programme sioniste, lequel se radicalise. Aussi, en novembre 1942, l'Agence juive et l'Organisation sioniste mondiale adoptent-elles une ligne extrémiste, le « programme de [l'hôtel] Biltmore » qui exige, en opposition avec le *Livre blanc* de 1939, l'immigration illimitée sous le seul contrôle de l'Agence juive, l'unification d'une armée juive autonome, enfin « l'établissement de la Palestine [entière] comme Commonwealth juif ».



## • Les Palestiniens et l'État d'Israël

### La création de l'État d'Israël

Le génocide nazi des Juifs d'Europe a désormais fourni au programme sioniste en Palestine la valeur d'un droit humain international, imprescriptible et urgent. Le mouvement sioniste se rallie même à une option modérée : un État juif sur une portion seulement de la Palestine, l'autre portion pouvant devenir un État palestinien arabe souverain. Un plan de partage est en effet adopté par l'O.N.U. en novembre 1947, en dépit des Britanniques et grâce aux États-Unis et à l'Union soviétique. Les sionistes l'acceptent avec enthousiasme.

Les États arabes indépendants, regroupés dans la Ligue arabe depuis 1945, rejettent en bloc cette résolution de l'O.N.U. et son application. Quand le mandat britannique prend fin en mai 1948, l'État d'Israël est aussitôt proclamé par Ben Gourion, le 14 mai. Les États arabes entrent alors en guerre. Interrompue en juillet et septembre, elle reprend jusqu'aux armistices des premiers mois de 1949. Les volontaires palestiniens n'y participent qu'avec peu d'armes et sous le commandement syrien. La défaite arabe a permis l'agrandissement d'Israël. Sous la pression des groupes sionistes extrémistes comme lors des massacres de Deir Yasin, de Haïfa et de villages galiléens, mais aussi sur les conseils du Commandement de l'Armée arabe de sauvetage à Damas, environ sept cent mille Palestiniens s'enfuient, temporairement pensent-ils.



Étant donné les projets politiques particuliers et concurrents de la Transjordanie, de la Syrie, de l'Égypte et du Liban, les armistices consacrent une nouvelle, durable et complexe configuration de la Palestine : une Palestine sioniste, c'est-à-dire l'État d'Israël, à population soudain très majoritairement juive, avec 12 p. 100 seulement d'Arabes palestiniens (devenus 15 p. 100) ; une Palestine d'influence égyptienne, la bande de Gaza, dont le peuplement consiste principalement en réfugiés des camps ; une Palestine unie à la Transjordanie, en 1949, dans le Royaume hachémite de Jordanie. Beaucoup de Palestiniens ont émigré dans les autres pays voisins, au Liban et en Syrie surtout, soit à titre de réfugiés assistés par un organisme spécialisé de l'O.N.U., l'U.N.R.W.A., soit intégrés dans les sociétés d'accueil, dans les États du Golfe notamment. Les centres d'études palestiniens estiment à plus de quatre millions d'individus l'ensemble de la population palestinienne à travers le monde.



Certes, le retour dans leurs maisons, ou l'indemnisation, des Palestiniens arabes déplacés ou réfugiés est prescrit à Israël par l'O.N.U. au début de 1949, qui l'admet en son sein comme État souverain. Mais Israël n'en envisage pas l'application en dehors de traités de paix (et non seulement d'armistices) avec les États arabes voisins qui, d'ailleurs, expulsent directement ou indirectement hors de leur territoire quelque six cent mille de leurs citoyens de confession juive. La plupart des

Palestiniens arabes natifs du territoire de l'État d'Israël gardent donc le statut d'émigré, soit sans nationalité, soit de nationalité jordanienne. Quelques naturalisations libanaises ont lieu également.

### L'organisation de la résistance palestinienne

Après la funeste prise en charge, en 1947-1949, de la cause palestinienne par les États de la Ligue arabe, après le choc immense de l'exode et de cette guerre entre le nouvel État s'installant dans la majeure partie de la Palestine sous mandat et les États arabes voisins s'installant dans le reste, naissent alors en Égypte, en Jordanie et en Syrie-Liban, au cours des années 1950 – en liaison avec des partis politiques nouveaux de tendance panarabe (Mouvement des nationalistes arabes, Ba'ath, nassériens) –, les deux grandes organisations de résistance palestinienne, le Mouvement de libération de la Palestine, dit le *Fath*, et le Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.). C'est pour les domestiquer, en quelque sorte, que les sommets arabes de 1964 favorisent la création d'une Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), dans le cadre et avec les finances de la Ligue arabe, c'est-à-dire, à l'époque, sous le contrôle de Nasser. En juin 1967, la débâcle de Nasser face à Israël offre au Fath et au F.P.L.P. l'occasion de conquérir l'O.L.P. Voilà dans quel contexte s'est reconstituée, ponctuée par les Conseils nationaux palestiniens, une résistance palestinienne relativement autonome, après une trentaine d'années de dépendance, sinon de silence et d'inaction. En effet, la guerre israélo-arabe de juin 1967 a comme résultat, pour les Palestiniens, l'occupation israélienne de la totalité du territoire de la Palestine sous mandat. La résistance palestinienne armée organisée, refusant le cessez-le-feu et la résolution 242 de l'O.N.U. (nov. 1967) prévoyant un cadre de négociation pour un règlement définitif, se manifeste alors de manière plus vive à partir de la Jordanie et du Liban, mais aussi à l'intérieur des territoires palestiniens occupés par les troupes israéliennes, la Cisjordanie et la bande de Gaza.



On trouve deux grandes tendances, dès l'origine, dans la résistance palestinienne organisée. L'une, la plus radicale, est celle de Georges Habache et de son Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.). Issu du Mouvement des nationalistes arabes, formé dans les années 1950 au sein des milieux palestiniens de la Péninsule arabe, le F.P.L.P. adopte en 1967 la théorie marxiste d'une guérilla populaire de longue durée au sein de laquelle s'opérerait une révolution sociale radicale, avant-garde d'une révolution arabe globale. Le F.P.L.P. connaît plusieurs scissions, notamment celle qui donne naissance au Front démocratique (F.D.P.L.P., puis F.D.L.P.) de Nayef Hawatmeh, moins nationaliste et considéré comme plus à gauche et plus proche des groupuscules israéliens d'extrême gauche. L'autre grande tendance, à l'idéologie beaucoup plus vague et plus souple, est celle, très majoritaire, de Yasser Arafat et de son organisation, le Fath, formé à Gaza puis à Koweït avec pour principale préoccupation l'autonomie de la résistance par rapport aux régimes arabes. La doctrine du Fath se concentre en effet sur le nationalisme palestinien et la libération de la patrie palestinienne par les Palestiniens eux-mêmes. Le panarabisme et la révolution sociale sont laissés en sourdine et les références à l'islam sont cultivées. Il y a désormais dans l'O.L.P. trois instances : le Conseil national (C.N.P.), qui tient lieu de Parlement regroupant des représentants des différents groupes et organisations palestiniens et qui n'est convoqué que tous les deux ans ; le Comité exécutif de l'O.L.P. (C.E.O.L.P.) élu par le C.N.P. et qui a pratiquement tout pouvoir ; enfin, à partir de 1970, le Conseil central palestinien, d'une quarantaine de membres, qui sert de substitut au C.N.P. en cas



d'urgence. Depuis 1968, luttes et compromis se sont succédé dans ces trois instances entre la tendance Arafat, la tendance Habache et, aussi, la tendance héritée de l'O.L.P. de 1964, tendance restant par définition très dépendante des États arabes (principalement la Sa'iqa, organisation d'obédience syrienne, et l'Armée de libération de la Palestine, A.L.P., d'obédience soit syrienne, soit jordanienne, soit égyptienne selon les lieux de ses cantonnements). Sauf exception, le F.P.L.P. ne participe pas au C.E.O.L.P., soit par exclusion, soit par démission. Quelle est l'évolution de cette O.L.P. si composite ? Elle dépend en grande partie de la personnalité des trois principales figures, Arafat, Habache, Hawatmeh.

#### Arafat

Arafat (Abou Ammār), né au Caire en 1929, a vingt-sept ans quand, à Gaza – où il s'est réfugié depuis 1948 venant de Jérusalem, sa « ville natale » selon sa propre légende –, il a l'idée, avec son ami Salah Khalaf ( Abou Iyad), d'un mouvement palestinien autonome de libération nationale. Il a participé aux combats de Jérusalem en 1948. Il a fréquenté plusieurs années, en tant qu'élève ingénieur, l'université du Caire, et, après avoir participé peut-être à la guérilla populaire antibritannique de la zone du canal en 1951 et 1952, il est élu président de l'Union des étudiants palestiniens en Égypte ; à ce titre, il inquiète passablement le pouvoir policier de Nasser, surtout à la fin de 1954, lors de la chasse aux Frères musulmans avec lesquels il a eu et garde des liens. Il a participé, comme officier de réserve de l'armée égyptienne, à la guerre de Suez, en octobre-novembre 1956. Au contact de l'occupation israélienne de Gaza en cette fin de 1956 naît son projet du Fath (qui signifie conquête et anagramme de Mouvement de libération de la Palestine). Il s'échappe à Koweït où il retrouve la petite et moyenne bourgeoisie palestinienne qui commence à y affluer. C'est là qu'en 1959 est diffusé le premier programme du Mouvement de libération de la Palestine, bientôt surnommé Fath. Programme nationaliste, qui affirme la nécessité d'une lutte armée menée par les Palestiniens eux-mêmes en vue d'une Palestine démocratique judéo-arabe. Arafat, avec sa bonhomie, son sens du marchandage et du compromis, s'impose comme le chef du Fath et, deux ans après la défaite de 1967, comme celui de toute la résistance dans sa nouvelle formule. C'est un homme modeste, de petite taille, d'une santé de fer, courageux, et qui n'hésite pas à se porter en plein cœur du combat, comme à Karameh le 21 mars 1968 dans une opération jordanienne contre Israël et à Ammān en septembre 1970 face au siège de l'armée jordanienne. C'est pour gagner le contrôle de l'O.L.P. que, à la veille du cinquième Conseil national palestinien au Caire (févr. 1969), il diffuse un manifeste au contenu nationaliste, se gardant de toute idéologie révolutionnaire, sans pour autant l'exclure expressément. Il y déclare surtout que le Fath est le seul représentant de toute la résistance palestinienne. De fait, en février, l'O.L.P. passe dans les mains du Fath, à l'exclusion du F.P.L.P.

#### Habache

Georges Habache se trouve au même moment à Ammān, boudant des assises qui ne tiennent pas compte de son propre mouvement, le F.P.L.P., lequel a un programme à la fois nationaliste arabe et « marxiste révolutionnaire ». Habache est un médecin pédiatre, homme doux, dévoué, artiste et bon vivant. En 1956, il a trente ans quand il se dépense jour et nuit à soigner les enfants palestiniens dans un « dispensaire du peuple ». Il garde en lui le souvenir de ce jour de juillet 1948 – il avait vingt-deux ans – où il fut expulsé de sa ville, Lydda (devenue Lod), avec tous les habitants, au cours de la trêve israélo-arabe d'un mois. C'est à Beyrouth que, étudiant en médecine à l'université américaine grâce aux ressources de sa famille, il fonde en 1951 avec quelques camarades le Mouvement des nationalistes arabes ( M.N.A.). Il n'envisage de solution palestinienne que par l'union nationale arabe et la mobilisation de la nation arabe entière. Il anime lui-même à Ammān et

dans les villes jordaniennes, principalement en milieu palestinien, de fortes sections du M.N.A. Ce parti panarabe doit, bien entendu, naviguer entre le parti ba'ath et les nassériens en Syrie, en Jordanie, en Irak, au Liban, surtout à partir de l'union syro-égyptienne de 1958 à 1961. Condamné en Jordanie, il gagne la Syrie en février 1958 et y développe des sections de son parti, qui est alors pronassérien, avec enthousiasme. Le Ba'ath syrien, dès son accession au pouvoir à Damas, le juge indésirable en 1963. Habache se replie à Beyrouth où il se consacre à un commandement régional du M.N.A. pour la Palestine en 1964, qui devient, en décembre 1967, le Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.), en s'agréant plusieurs groupuscules récents, le Front de libération de la Palestine, groupe militaire de Ahmad Jibril, les Héros du retour et les Jeunesses de la vengeance, de Nayef Hawatmeh. Ce F.P.L.P. disparate se déclare alors marxiste et entend mener de front une lutte armée de libération nationale de la Palestine et une révolution socialiste dans les masses palestiniennes, en particulier dans les camps de réfugiés, dans les masses arabes et jusque dans la société israélienne. Les régimes arabes, tous bourgeois et réactionnaires, ou trop modérément révolutionnaires, doivent être la cible de la « révolution palestinienne », et, au sein de la « révolution arabe » générale, la résistance palestinienne représente l'avant-garde. La direction du Fath et de l'O.L.P. est considérée elle-même comme bourgeoise et réactionnaire, et on ne doit la tolérer que provisoirement, comme on utilise la « petite bourgeoisie » dans la première phase de la révolution. Il entre donc dans le programme de Habache, dès 1967, de prendre tôt ou tard le pouvoir dans l'O.L.P. à la place de Arafat. À défaut d'y parvenir, Habache harcèle son rival au moyen d'actions tactiques habiles qui, souvent, imposent au Fath et à l'O.L.P. l'action « aventureuse » qu'ils auraient voulu éviter. Le cas de Septembre 1970, à Ammān, est l'exemple le plus frappant. Habache est un homme convaincu, qui ne dévie pas de ses certitudes et qui les applique sans compromis. C'est à peu près l'inverse de Arafat.

#### Hawatmeh

Il en va tout autrement de Nayef Hawatmeh, qui se sépare de Habache après une année de fusion dans le F.P.L.P., à la suite de combats de rues dans Ammān en janvier et février 1969. Né en 1935 à Salt, en Transjordanie, d'un milieu très modeste, il parvient à commencer des études de médecine au Caire en 1954, où il adhère au M.N.A. Son militantisme dans ce mouvement, en Jordanie, où il est petit professeur dans une école chrétienne, le prive rapidement de son emploi. Condamné à mort par contumace, il parvient à s'échapper au Liban où il participe, avec le M.N.A. (pronassérien), à la guerre civile de juillet 1958 ; puis il se retire à Bagdad, où il est le chef de la section irakienne du M.N.A. Expulsé en 1963, il participe à la lutte du Front de libération nationale du Sud-Yémen. Il rentre en Jordanie à la faveur d'une amnistie qui suit la guerre de juin 1967 et retrouve Habache, qu'il rejoint dans le F.P.L.P. où, comme déjà dans le M.N.A., il est le chef de file d'une tendance de gauche marxiste-léniniste. Sa tendance fait sécession dès 1969 et devient le F.P.D.L.P. En 1970, c'est Hawatmeh qui, dans un langage net et sans ambiguïté, appelle au renversement du régime hachémite au profit d'un « État national démocratique » propalestinien et décidé à reconquérir la Palestine israélienne pour la transformer en un État démocratique où coexisteraient deux cultures nationales. Il rejoint donc Habache tactiquement au cours des confrontations de février, juin et septembre 1970 avec la Jordanie. Mais l'échec de Septembre 1970 et ses suites l'amènent à un examen de conscience tellement radical qu'il identifie presque son Front démocratique pour la libération de la Palestine (F.D.L.P.) au Fath et qu'il poussera à l'idée du mini-État palestinien (Cisjordanie et Gaza) comme première étape décisive vers son idéal de l'État démocratique unitaire de toute la Palestine. Il n'hésite pourtant pas à organiser de cruelles opérations de *fedayin* en Galilée contre des villages israéliens.

Tels sont les trois principaux chefs de cette résistance palestinienne. Ils réussissent d'abord à faire

admettre à l'opinion arabe la réalité nationale d'Israël, à concentrer la lutte sur l'opposition entre Juifs israéliens et Palestiniens plutôt qu'entre Israël et les États arabes, à prôner en principe un avenir palestinien qui admette la persistance de l'existence juive en Palestine. Cependant, le programme commun est foncièrement radical et ne peut contribuer, en toute logique, qu'à des confrontations armées. En effet, la Charte nationale palestinienne de 1964, révisée en 1968, et les programmes politiques des Conseils nationaux palestiniens jusqu'en 1973 déclarent la nullité de la création de l'État d'Israël et envisagent prochainement, par la lutte armée de guérilla, l'établissement d'un État palestinien arabe sur l'ensemble de la Palestine historique, c'est-à-dire à la place à la fois de l'État israélien légal et des territoires palestiniens qu'il occupe et administre depuis 1967. « État démocratique », est-il précisé toutefois. En fait, c'est Hawatmeh qui, au sixième Conseil national palestinien, en septembre 1969, fait adopter l'objectif d'un État palestinien démocratique non pas multiconfessionnel comme l'entendait le Fath, mais à structure binationale. Malheureusement, cet objectif ne peut être qu'une utopie et cède, dans l'immédiat, à des objectifs de lutte armée de commandos contre Israël et contre toute solution partielle du conflit israélo-arabe. Profondément déçus, bafoués même par les États arabes, beaucoup de Palestiniens, ceux des camps de réfugiés notamment, croient avoir trouvé la réponse : c'est un fusil, une mitraillette, un uniforme, un drapeau, un entraînement militaire à la guérilla, la participation à des opérations de commando, une éducation politique parfois orientée vers la doctrine de la guerre révolutionnaire du peuple. Comment faire éclore cette mobilisation, dans le cas d'une solution de compromis, avant même d'avoir mené effectivement une lutte de guérilla sur le prestigieux modèle vietnamien ? Qui plus est, la solution de compromis est celle d'États arabes dont, précisément, on se désolidarise après qu'ils ont si lamentablement échoué en 1948 et en 1967. Davantage même, l'opinion arabe non palestinienne, elle aussi, ressent qu'en 1967 il y a eu défaite sans guerre réelle, sans participation sérieuse des armées arabes. La lutte armée palestinienne supplée à ces manques, répare les frustrations. Le rêve renaît. L'État palestinien rêvé devient donc aussi une base révolutionnaire pour le Proche-Orient tout entier, mettant en cause les « États bourgeois » arabes autant que l'« État raciste et impérialiste » israélien, dans le programme commun de 1970 inspiré par Habache.

Tout cela est fort compréhensible, et probablement inévitable. Il n'empêche que la solution modeste et réaliste, trop timidement revendiquée depuis 1974 par l'O.L.P., aurait eu plus de chances lors de la négociation ouverte à l'O.N.U. en 1967 et relancée par Rogers en 1970. Comme s'il s'agissait d'une fatalité attachée à la cause palestinienne depuis le début du mouvement sioniste, chaque solution partielle mais réaliste est rejetée au moment où elle est encore possible, et chaque rejet se solde par une perte à chaque fois plus considérable pour les Palestiniens. Il semble bien que l'une des raisons pour lesquelles la direction de la résistance ne va pas, en 1970, jusqu'à tenter la prise du pouvoir jordanien, c'est le même refus d'avoir, à la tête d'un État présent à l'O.N.U., la responsabilité d'un règlement avec Israël. C'est la même raison qui expliquera le refus persistant de former un gouvernement provisoire palestinien en exil.

Outre le Fath, le F.P.L.P. et le F.D.L.P., d'autres organisations armées sont créées par les États arabes voisins, notamment, créée en 1968, la Sa'ïqa, sous commandement syrien et intégrée au parti Ba'th syrien, et aussi le groupe d'Ahmad Jibrîl qui s'agrège au F.P.L.P. puis s'en sépare en 1970 sous le nom de F.P.L.P.-Commandement général, inconditionnellement prosyrien, et spécialiste des opérations de piraterie aérienne internationale. Notons encore le Front de libération arabe de la mouvance irakienne, aujourd'hui nommé Front de libération de la Palestine (F.L.P.) de Aboul-Abbas. L'Armée de libération de la Palestine, créée dès 1964, est intégrée aux Armées arabes et donc dépend directement du commandement soit jordanien, soit syrien ou égyptien. L'autonomie palestinienne « résistante » est donc fortement limitée.



## • Résistance palestinienne et États arabes

Les actions de guérilla, fréquentes, ont un effet limité. Elles permettent à l'armée israélienne de renforcer le contrôle militaire sur les habitants de Cisjordanie et de Gaza et d'exercer des offensives de représailles très meurtrières contre les États arabes voisins et contre des camps palestiniens de réfugiés qui, depuis 1967-1968, se sont tous armés de manière plus ou moins importante. Le résultat, du côté arabe – où, par ailleurs, une solution négociée est recherchée en 1970, en 1973 et ultérieurement sous la houlette de Nasser puis de Sadate –, est le contrôle accru des unités de la résistance par les États-majors arabes. Exemple à cet égard est la grande opération jordanienne, de septembre 1970 à juillet 1971, de réduction et d'expulsion de ces unités. Une opération semblable est menée au Liban de 1975 à 1990.



Ajoutons un autre type d'action : la piraterie aérienne internationale et les prises d'otages hors d'Israël ou en Israël même, à partir de 1968 et surtout en 1970-1973, puis en 1978-1982, enfin de 1985 à 1990. L'initiative en général vient du F.P.L.P. et est poursuivie, après l'hiver de 1970, contre les décisions du F.P.L.P. lui-même, par des groupes sécessionnistes, notamment le groupe nommé « F.P.L.P.-commandement général » et le groupe ultrasecret, issu du Fath lui-même, nommé « Septembre noir ». Ces actions de terrorisme international visent à marquer l'autonomie d'action par rapport aux États arabes, à réveiller l'opinion publique palestinienne, arabe et mondiale, à inquiéter gravement cette dernière et, plus particulièrement, l'opinion juive. Enfin et surtout, ces actions servent aux extrémistes à contrer les modérés ou même à les faire disparaître physiquement parmi les responsables palestiniens. Le drame palestino-jordanien de septembre 1970 résulte clairement des deux types d'action de la résistance et le drame libanais également.



## La confrontation armée palestino-jordanienne de septembre 1970

Au long de l'année 1970, c'est le F.P.L.P. qui, par sa force croissante sur le terrain en Jordanie et par des prises d'otages en juin dans des hôtels d'Ammân et en septembre dans des avions de ligne près de Zarka, s'impose bon gré, mal gré à l'O.L.P. et au Fath. L'O.L.P. elle-même secrète alors des organes de commandement plus larges, dans lesquels s'engouffre le F.P.L.P. Ainsi le Commandement unifié (C.U.R.P.) en février, dominé par Habache, et chargé de mettre en application le modus vivendi négocié avec le roi Hussein. Ainsi surtout le Conseil central (C.C.O.L.P.) qui, créé en juin, supprime pratiquement le comité exécutif où le F.P.L.P. n'était pas représenté. Il y a même un haut comité politique restreint où se retrouvent les chefs des principaux groupes de résistance, Arafat, Habache et Hawatmeh notamment. C'est le fameux septième Conseil national palestinien, fin mai-début juin 1970 au Caire, qui adopte un programme politique élaboré en mai par Habache, avec le soutien de Hawatmeh. Ce document donne à la lutte nationale

palestinienne un contenu de révolution sociale armée qui implique la lutte contre les régimes arabes réactionnaires en place. Le message est si réel et si clair que ce septième Conseil n'est pas encore clos au Caire que les graves combats jordano-palestiniens de juin éclatent à Ammān, prélude à ceux de septembre.

La confrontation de septembre 1970 connaît deux phases. Du 1er au 15 septembre, c'est la tragédie d'avions de ligne détournés avec leurs passagers gardés en otages « dans des conditions de vie de réfugiés palestiniens ordinaires », selon les termes du F.P.L.P., sur un aéroport désaffecté baptisé alors « zone libérée » en Transjordanie. Du 15 au 28 septembre, c'est la confrontation systématique entre l'armée jordanienne et les fedayin à Ammān et dans le nord du pays, avec un cessez-le-feu préparé dès le 23 par un groupe d'États arabes, Égypte et Arabie Saoudite principalement. Aux termes de cet accord, apparemment, c'est la résistance qui s'en sort honorablement.

En réalité, ce mois de septembre a marqué le deuil de la résistance, même si c'est en janvier, avril et juillet 1971 que les fedayin sont proprement expulsés un à un du territoire jordanien, sous l'effet d'une guerre d'usure intérieure. Le groupe terroriste constitué en juillet 1971 pour venger les martyrs palestiniens de Jordanie s'intitule lui-même Septembre noir, marquant par là que c'est en septembre 1970 que tout s'est décidé en Jordanie. En fait, tout s'est décidé lorsque, réuni en session extraordinaire les 27 et 28 août à Ammān même (et non au Caire comme à l'ordinaire), le Conseil national palestinien déclare « rejeter sans équivoque et catégoriquement la conspiration américaine dénommée plan Rogers ». Évitant Le Caire, où trône Nasser qui engage le monde arabe dans cette négociation Rogers, la résistance tient ses assises à Ammān, dans l'un des quartiers qu'elle contrôle totalement par ses propres forces. Il est important de signaler que les instances supérieures de la résistance ont bien conscience de se poser contre les États arabes modérés, contre Nasser autant que contre Hussein. La résistance se place ainsi elle-même dans un étau sans fissure réelle qui va du Caire à Damas et à Bagdad, en passant par Ammān et Tel-Aviv, avec l'accord plus que tacite de Moscou et de Washington exprimé par la « formule Rogers de négociation ». Aventurisme irresponsable ? Cet étau, le F.P.L.P. le veut et le refuse à la fois, et, par une mise en scène remarquablement conduite dans le désert transjordanien et à travers le monde, il entraîne la résistance entière et, par contrecoup, le pouvoir jordanien dans des positions extrémistes. Résultat : de 600 à 3 400 tués en septembre et de 1 200 à 10 800 blessés graves selon les évaluations minimales ou maximales finales, après les chiffres gonflés de 10 000 morts fournis par la presse au cours de ce qu'on a appelé « génocide palestinien ». Surtout, toutes les unités palestiniennes armées sont systématiquement expulsées du territoire jordanien jusqu'en juillet 1971. Elles se replient en majorité au Liban et aussi en Syrie. Ces événements jordaniens, désignés en général du nom de Septembre noir, suivis d'événements de même ordre au Liban dès mai 1973, amènent l'O.L.P. à modérer sensiblement ses programmes. La victoire partielle de l'offensive arabe d'octobre 1973 (guerre de Ramadan- Kippour) lui permet de poser le problème palestinien en des termes plus réalistes. Sous la pression à peu près unanime des États arabes vaincus finalement, l'O.L.P. admet que la bonne solution consiste dans un État palestinien *aux côtés* et non plus à la place de l'État israélien, en Cisjordanie et à Gaza reliées pacifiquement à travers le désert du Néguev israélien. Cette modération d'intention contribue fortement à la reconnaissance internationale rapide de l'O.L.P., au sein de l'O.N.U. notamment. Elle provoque aussi une scission sans précédent dans le mouvement, scission qui entraînera les Palestiniens, contre leur intérêt propre, dans la guerre civile libanaise, aux côtés du camp des partis libanais de gauche et avec l'aide irakienne. Au sein du Fath lui-même, un groupe Fath-Conseil révolutionnaire de Abou Nidal, soutenu par l'Irak, fait sécession du Fath et de l'O.L.P. lui-même. Il est proche du F.P.L.P., qui groupe autour de lui, à partir de 1974, une coalition désignée sous le nom du Front du refus. Cette coalition refuse toute idée de solution

négociée avec Israël dans le cadre de la conférence de Genève qui succède à la guerre d'octobre 1973, et il s'oppose à l'État palestinien de Cisjordanie-Gaza.

## Les Palestiniens dans le drame du Liban

La présence palestinienne armée militante dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban (à Saïda, Beyrouth et Tripoli) met en danger l'État libanais dès 1968 du fait des représailles israéliennes contre l'aéroport de Beyrouth, contre les responsables de l'O.L.P. à Beyrouth et contre les villages du Liban-Sud « occupés » par des unités de fedayin. Des affrontements entre ces derniers et l'armée libanaise en 1969 se soldent par un compromis, l'Accord du Caire (nov. 1969), qui laisse une assez large autonomie aux fedayin. À partir de 1971, ils installent un véritable État militaire souverain dans l'extrémité sud-orientale du Liban, nommé le « Fatahland ». Une nouvelle confrontation, en plein Beyrouth, en mai 1973, n'est ajournée que par la préparation de la guerre d'octobre 1973 entre l'Égypte, la Syrie et Israël, avec une participation palestinienne notable sous commandement syrien dans le mont Hermon, à la frontière israélo-libano-syrienne.



Les unités irrédentistes du Front du refus, dont certaines du Fath lui-même, au Liban – dans le sud notamment – ont contribué pour une part essentielle au malaise puis à l'agressivité de la droite libanaise. Une union sacrée palestinienne se fait au Liban sur des conditions qui sont en réalité celles du Front du refus. En effet, quand ils sont violemment attaqués par les phalangistes (le principal parti de la droite libanaise), les Palestiniens ne défendent alors, en 1975, que leurs propres camps de réfugiés et leurs bases militaires face aux milices de la droite libanaise et à une fraction importante de l'armée libanaise. Mais, quand ils poussent leur avantage vers une sorte de conquête révolutionnaire du Liban entier, en mai 1976, ils s'exposent alors, inmanquablement, à une répression à la fois syrienne et israélienne. Du coup, le tournant palestinien vers le réalisme modéré, pris en 1974 déjà, perd beaucoup de sa crédibilité, aux yeux du moins des Israéliens et des chefs d'État arabes à la recherche d'une négociation de paix. La guerre d'octobre 1973, certes, laissait au second plan la cause palestinienne, puisque l'objectif déclaré de l'offensive était la récupération de quelques territoires égyptiens et syriens qu'occupait Israël depuis 1967. Cette récupération limitée devait servir de base pour une négociation globale avec Israël, y compris, bien entendu, en ce qui concerne le territoire palestinien de Cisjordanie et de Gaza et le sort des Palestiniens. La perspective restait celle dans laquelle s'était placé Nasser depuis la négociation Rogers de l'été de 1970. L'ombre et la leçon de Septembre noir 1970 étaient donc toujours là. Le contrôle maximal des mouvements et des désirs palestiniens restait indispensable à la bonne marche des négociations. En somme, il apparaît après coup que les objectifs de la guerre d'octobre 1973 étaient bien autant antipalestiniens qu'anti-israéliens de la part de l'Égypte et de la Syrie. Mais les données et les faits montrent qu'il n'y a pas de différence essentielle entre l'offensive jordanienne de 1970-1971 contre la résistance, l'offensive libanaise de 1973 et de 1975 (phalangiste), puis syro-libanaise de 1976 contre la même résistance, enfin l'offensive de guerre et de paix syro-égyptienne de 1973-1976, et égyptienne seule depuis 1977-1979. Davantage même : l'offensive israélienne de 1978 au sud du Liban et l'invasion de 1982 jusqu'à Beyrouth suivie de l'occupation jusqu'en 1985 couronnent toutes les offensives arabes antérieures.





Si l'armée syrienne, avec certaines unités palestiniennes qui sont pro-syriennes depuis toujours (la Sa'ïqa bien entendu, et une partie de l'A.L.P. basée en Syrie), intervient contre l'O.L.P. au Liban le 31 mai 1976, c'est que la Syrie, pas plus que la Jordanie, l'Arabie Saoudite et Israël, et pas plus que l'Égypte, ne peut tolérer un Liban « palestino-progressiste ». C'eût été la fin de toute la politique syrienne depuis 1970 et surtout depuis octobre 1973, comme de celle du bloc arabe. Ainsi depuis l'été de 1976, après des drames humains devant lesquels pâlisent ceux de Septembre 1970 en Jordanie, la résistance est de plus en plus contrôlée dans ses mouvements et dans sa politique par l'armée et les autorités syriennes, assorties d'un contingent panarabe symbolique. La résistance, désormais, se voit cantonnée dans la zone du Sud-Liban devenu le champ clos d'une bataille directe entre elle et Israël, sans intervention syrienne, mais avec participation irakienne (clandestine), du côté palestinien, et maronite extrémiste du côté israélien. Les deux temps forts de cet affrontement seront l'offensive israélienne de mars 1978 et celle, beaucoup plus ample, de juin-septembre 1982, dite « paix pour la Galilée », qui a pour but, en somme, de poursuivre le nettoyage syrien en parquant la résistance armée dans un réduit entre l'armée syrienne et les forces israélo-phalangistes.

Depuis la fin de 1976, l'évacuation du Sud-Liban par l'O.L.P. est le leitmotiv à la fois de la Syrie, d'Israël et de la droite maronite au Liban. Avec la Syrie, entendons également l'Arabie Saoudite, la Jordanie et l'Égypte, bref le bloc de la guerre de Ramadan d'octobre 1973 et de son règlement négocié. Peut-on encore parler de ce bloc modéré après l'initiative de paix égyptienne en 1977-1979 (Camp David et traité de paix israélo-égyptien) ? Apparemment non, puisque l'Égypte est mise en quarantaine et exclue de la Ligue arabe en 1979. Il n'empêche que la politique syrienne à l'encontre de l'O.L.P. au Liban non seulement se poursuit, mais s'accroît même, l'O.L.P. ayant perdu, en refusant Camp David, le recours égyptien dans cet équilibre entre Le Caire et Damas qu'elle avait su pratiquer jusqu'alors. La traque israélo-syrienne de l'O.L.P. est alors presque sans contrepoids extérieur.

### • La guerre israélo-palestinienne au Liban (1978-1985)

L'initiative de paix égyptienne en 1977-1979 est désavouée assez vite (mais pas immédiatement) par presque toutes les tendances de l'O.L.P., qui l'estiment très insuffisante. Le refus total officiel de l'O.L.P. paraît pourtant avoir été déterminé par les refus syrien et saoudien. Ces refus isolent l'Égypte et favorisent une interprétation israélienne restrictive du volet palestinien des accords de Camp David (sept. 1978) et du Traité de paix de Washington entre Égypte et Israël (mars 1979). Ces deux documents impliquent la mise en place, concurremment à l'évacuation progressive (en trois ans) du Sinaï, d'une « autorité d'autogouvernement » (*self-government authority*) définie comme un « Conseil administratif » en Cisjordanie et à Gaza pour une durée intérimaire de cinq ans, « dans le but d'assurer pacifiquement et dans l'ordre le transfert d'autorité », cela après que, engagés dès la troisième année de la période intérimaire, des négociations entre Israël, l'Égypte, la Jordanie et « des représentants palestiniens » auront permis de définir « le statut définitif de la rive Ouest et de Gaza », statut qui sera ensuite soumis au vote de représentants élus de ces deux territoires. Ce sont là des résultats considérables. Mais ce qui gêne l'O.L.P. c'est, d'abord, de n'être pas mentionnée expressément comme représentant des Palestiniens de Gaza et Cisjordanie et, ensuite, l'instauration prévue d'une « force de police locale » en liaison avec des forces israéliennes, égyptiennes et (en

principe) jordaniennes chargées d'assurer la sécurité pendant les cinq années intérimaires. Le « transfert de l'autorité » militaire et civile israélienne, qui doit être remplacée par celle du Conseil administratif palestinien élu, est en effet compensée, aux termes de l'accord-cadre, par un « redéploiement des forces israéliennes restantes sur des points spécifiés de sécurité ». Et l'autodétermination palestinienne est, certes, annoncée dans le préambule de Camp David, qui ne mentionne pas ultérieurement de *souveraineté* palestinienne sur Gaza et la Cisjordanie, car, en effet, Israël en revendique aussi la souveraineté. Le refus de Camp David par l'O.L.P. fait l'affaire à la fois de Begin en Israël et de Assad à Damas. Collusion « objective » d'intérêts : elle ira jusqu'à la collusion concertée par l'intermédiaire des États-Unis en mars 1978 et en juin 1982. Voilà qui rappelle très directement mai 1976, quand Israël avait laissé les Syriens se déployer au Liban jusqu'au fleuve Litani, dans un partage de contrôle étroit sur l'O.L.P. au Liban.

### **L'invasion israélienne du sud du Liban et le siège de Beyrouth**

L'opération israélienne du 15 mars-13 juin 1978 jusqu'au fleuve Litani permet la création d'enclaves maronites extrémistes armées à l'extrême sud du Liban, qui deviennent l'armée du Liban-Sud (A.L.S.), rebelle à l'armée libanaise et soumise à l'armée israélienne qui l'équipe. Cette A.L.S. règne sur une « ceinture de sécurité » (israélienne), et le retrait israélien s'accompagne de l'installation d'une force onusienne ( F.I.N.U.L.) entre la ceinture de sécurité et la zone sous contrôle palestinien, aux termes de la résolution 425 de l'O.N.U. Un cessez-le-feu est ainsi assuré, mais non l'évacuation israélienne totale du Sud-Liban, demandée par cette résolution. Des opérations palestiniennes, sous la forme d'attentats très graves anti-israéliens malgré la F.I.N.U.L., ou antijuifs à travers l'Europe, ont pourtant lieu du fait, semble-t-il, du groupe dissident d' Abou Nidal (Fath-Conseil révolutionnaire), ennemi juré d'Arafat, de l'O.L.P. et du cessez-le-feu israélo-palestinien au Liban de 1978. Il attend aussi à la vie de plusieurs représentants de l'O.L.P. en Europe. L'aspect antisémite évident de certaines de ces actions (en particulier à Vienne, Rome, Paris) émeut profondément l'opinion occidentale, et mobilise une partie de l'opinion israélienne en faveur d'une action militaire. Des représailles israéliennes au Liban en 1981, dans le cadre d'une tension syro-israélienne vive dite crise des missiles déployés au sud du Liban dans la Bekaa par la Syrie, conduisent à un nouveau cessez-le-feu israélo-palestinien (par le truchement américain), rejeté par Abou Nidal et d'autres extrémistes.

Dès l'offensive israélienne jusqu'au fleuve Litani le 6 juin 1982 lors du déclenchement de l'opération « paix en Galilée », la totalité de la moitié sud du Liban se trouve, le 11 juin, envahie et occupée par l'armée israélienne jusqu'aux abords de la route Beyrouth-Damas, et jusqu'à l'intérieur même des faubourgs sud-ouest de la capitale. Toutes les bases palestiniennes, considérablement armées, sont démantelées. Les forces syriennes mènent une résistance armée limitée dans la Bekaa mais quittent Beyrouth. La bataille israélo-palestinienne a lieu principalement aux abords de Saïda et dans Beyrouth où les fedayin se sont repliés autour d'Arafat. Ces derniers tiennent seuls jusqu'au 20 août face aux forces israéliennes et à l'A.L.S., puis, sous la protection d'une force multinationale dépêchée à Beyrouth (américaine, française, italienne, anglaise), ils sont évacués du 21 août au 1er septembre vers la Tunisie, siège de la Ligue arabe depuis 1979, et vers la Syrie, le Soudan, le Yémen. La moitié, environ dix mille hommes, rejoint les unités syriennes de la Bekaa (Liban-Est et Nord-Est). En riposte à l'assassinat du nouveau président libanais Bechir Gemayel, les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila à Beyrouth sont victimes, dans la nuit du 16 au 17 septembre, d'un épouvantable massacre de quelque huit cents vieillards, enfants, femmes, Palestiniens pour la plupart. C'est l'œuvre des hommes de l'A.L.S. et des Forces libanaises (phalangistes, maronites extrémistes) de Beyrouth avec la protection, ou du moins la passivité israélienne, alors que ni les fedayin (évacués hors du Liban), ni les forces syriennes, ni l'armée

libanaise n'interviennent. La force multinationale, elle, vient de quitter Beyrouth.



### Les interventions syriennes

Un accord israélo-libanais, le 17 mai 1983, prévoit un traité de paix annulant toute présence palestinienne et syrienne armée au Liban. Il provoque un retrait limité des forces israéliennes, en septembre 1983, jusqu'au fleuve Awali, au profit des milices druzes et chiites (*Amal*). Mais les pressions syriennes sur Beyrouth, favorisées par une opinion israélienne majoritairement opposée à l'occupation prolongée du Liban, annulent l'accord du 17 mai 1983, et, sans retrait syrien de la Bekaa et du Liban-Nord, le retrait israélien unilatéral est achevé en juillet 1985, à l'exclusion de la « ceinture de sécurité ». La Syrie arme ostensiblement les milices chiites qui prennent le contrôle de Beyrouth-Ouest (aux dépens des populations et des milices sunnites) et s'efforcent de rallier les camps de réfugiés palestiniens. Damas suscite, en Syrie et dans les zones libanaises sous son occupation, la dissidence de Abou Moussa, également contre Arafat au sein même du Fath, au cours de 1983, à laquelle se rallient un temps le F.P.L.P. (Habache) et même le F.D.L.P. (Hawatmeh), outre les fronts palestiniens traditionnellement pro-syriens, dans un Front de salut national (F.S.N.). Arafat et des unités armées loyalistes, revenus clandestinement au Liban-Nord, suscitent, en riposte à ce mouvement et à Damas, un mouvement islamique (sunnite) pro-iranien et antisyrrien à Tripoli, capitale du Liban-Nord, le mouvement Tawhîd (unification), allié aux groupes chiites extrémistes *Hizb-Allāh* à Beyrouth et *Amal islāmi* à Baalbek. Tous trois assurent la protection du Fath et de l'O.L.P. loyaliste face aux offensives syriennes directes à Tripoli à la fin de 1983. Des agressions de grande ampleur de la part des milices chiites pro-syriennes, *Amal*, et des milices druzes aussi parfois (la « guerre des camps »), du printemps de 1985 à la fin de 1987, prennent le relais du siège de Tripoli et renforcent également l'emprise syrienne. Ainsi, l'opération israélienne « paix en Galilée » est relayée immédiatement et continûment par les opérations syriennes directes ou indirectes contre les forces palestiniennes autonomes. Le F.S.N. d'Abou Moussa penche pour la Syrie, et non pour la réconciliation avec l'Égypte ni pour la solution jordanienne du « processus de paix israélo-arabe ». Certes, le dix-huitième Conseil national palestinien d'avril 1987 scelle une réunification laborieuse de l'O.L.P. ; Arafat en garde la direction : l'unité reste précaire dans les rangs palestiniens.

Les lendemains de la guerre « paix pour la Galilée » redonnent une chance au processus de paix israélo-arabe. Le sommet arabe de Fès (sept. 1982) adopte, en dépit de la Syrie, les termes du plan Fahd d'abord rejeté en 1981, très proche d'une proposition Reagan et d'une déclaration Brejnev : la représentation palestinienne est à nouveau envisagée au sein d'une délégation jordanienne. Le seizième Conseil national palestinien de février 1983, juste avant la dissidence, a même adopté le projet d'une future Confédération jordano-palestinienne, comme en 1978, mais, cette fois, sans la Syrie, avec, en revanche, les soutiens égyptien, irakien et saoudien. Un accord jordano-palestinien est enfin signé en février 1985 à Amman mais au prix d'une non-participation du F.S.N. au dix-septième Conseil national palestinien, à la fin de 1984 : Arafat est alors isolé. Une représentation palestinienne modérée des territoires et de l'extérieur est certes rapidement mise sur pied en vue d'une conférence mondiale. Mais l'opposition syrienne, et palestinienne radicale, jointe à l'extrémisme en Israël et à une position américaine anti-O.L.P. intransigeante, rejette Arafat un an plus tard, en février 1986, dans un refus de la mise en œuvre de cet accord d'Ammān. Les autorités



jordanien, une fois de plus, ferment les bureaux de l'O.L.P. en Jordanie. Une faction projordanienne voit le jour dans le Fath, à Ammān, en 1986, et rencontre un soutien assez notable dans les territoires, contre les tendances prosyriennes ou islamistes. La longue « guerre des camps » au Liban affaiblit sensiblement pourtant ces deux dernières tendances.

Un plan quinquennal (qui ne sera pas appliqué) pour 1986-1991 d'aide et de développement économique de la Cisjordanie et de Gaza par la Jordanie est même décidé, avec un financement international, en accord tacite avec les autorités israéliennes, et contre l'avis de l'O.L.P., mais non contre celui des maires ou représentants palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Israël accepte même en 1987 une aide spécifique de la C.E.E. aux « territoires » et l'exportation vers la C.E.E. de produits de ces derniers. C'est l'ébauche d'une autonomie palestinienne sous domination israélienne en liaison organique avec la Jordanie. En février 1987, Arafat et la Jordanie reprennent leurs relations dans cette perspective et avec le soutien égyptien. Mais une rupture institutionnelle a lieu le 31 juillet 1988 quand le roi Hussein décide la renonciation du royaume aux territoires de Cisjordanie. Le plan quinquennal jordanien pour les territoires est annulé. Dans le même temps, au printemps de 1988, éclate au Liban une nouvelle guerre des camps, de la main même du Front d'Abou Moussa, qui expulse des camps de réfugiés de Beyrouth les arafistes vers Saïda : la « paix syrienne » règne sur la capitale libanaise et sa grande banlieue Sud à partir du 8 juillet, grâce à cette guerre fratricide guidée par Damas.

En fait, la souricière est sans issue : ni la Jordanie, ni la Syrie, ni l'Égypte ne peuvent, ne veulent recevoir l'O.L.P. en armes. Il en va, en effet, de l'intérêt de ces États, de la sécurité de leurs populations. Malgré les années de lutte et des milliers de victimes (en majorité civiles) en Jordanie et au Liban, les Palestiniens – en dépit de la remarquable infrastructure militaire qui fut la leur au Sud-Liban jusqu'à l'été de 1982 : un véritable État militaire palestinien dans l'État libanais – restent à la merci des intérêts concurrents de Damas, de Ammān, du Caire et de Riyad, comme en 1948 et comme en 1936 et 1939. L'aventure – souvent l'aventurisme – militaire des Palestiniens se solde ainsi par une impasse face à Israël comme face aux États arabes voisins d'Israël et hôtes des Palestiniens. Et pourtant l'O.L.P. n'avait-elle pas pris, en principe, le tournant du réalisme dès avant son aventurisme militaire au Liban et le refus total qu'elle opposa à Camp David ? Ces deux décisions sont en contradiction avec l'option réaliste de l'O.L.P. Cette option prise lors du douzième Conseil national palestinien (juin 1974, Le Caire) est confirmée au treizième C.N.P. (mars 1977, Le Caire) et aux quatorzième et quinze C.N.P. à Damas en janvier 1979 et avril 1981. Le seizième C.N.P. à Alger en 1983 ne la met pas en cause. L'O.L.P. est prête à instaurer « une autorité nationale indépendante » sur « toute portion de territoire libéré », et elle veut bien participer, au moment opportun, à une conférence internationale pour négocier la paix avec Israël, « de manière autonome et sur un pied d'égalité ». Elle accepte un « État national indépendant » de Gaza-Cisjordanie en bon voisinage avec Israël.

C'est seulement dans ce cadre, à partir de 1974, que l'O.L.P. est admise à part entière par la Ligue des États arabes et que le sommet arabe de Rabat, en octobre 1974, reconnaît l'O.L.P. comme « le seul représentant légitime du peuple palestinien sur tout territoire palestinien libéré ». Arafat est convié à l'Assemblée générale de l'O.N.U. en novembre 1974, et l'O.L.P. reçoit alors le statut d'observateur. Les « droits palestiniens à l'autodétermination sans interférence extérieure » et « à l'indépendance et à la souveraineté nationales » sont aussi écrits dans une résolution et contrôlés par un comité ad hoc permanent créé en 1976. Une autre conséquence de ce tournant vers la modération, c'est un rapprochement entre les Palestiniens de Cisjordanie-Gaza et ceux de l'extérieur, ceux de l'O.L.P. institutionnelle. Même les Palestiniens israéliens (les « Arabes d'Israël » restés après 1948) se rapprochent de leurs « cousins » cisjordanien et gaziote, et aussi de l'O.L.P. extérieure. Ainsi se forme une espèce de front palestinien émanant des « Palestiniens de

l'intérieur », qui compense un peu la perte des bases palestiniennes de Jordanie depuis 1970-1971 et le contrôle étroit des bases palestiniennes du Liban par la Syrie. En Israël même, certes, des mouvements juifs en faveur de la négociation avec les Palestiniens et de la reconnaissance des droits nationaux palestiniens se forment et sont crédibles du fait de la nouvelle modération palestinienne. Ce qui sert l'extrémisme des « refusards » palestiniens et réciproquement, c'est l'extrémisme de la droite israélienne qui accède au pouvoir avec Begin au printemps.

## • L'intifada, soulèvement de Cisjordanie et de Gaza

C'est chez les Palestiniens de l'intérieur qu'un sursaut remarquable a lieu, dans les territoires occupés par Israël depuis 1967. Sursaut spontané à l'origine, débordant à la fois l'O.L.P. (qui est à l'extérieur), Israël (habitué à un calme relatif depuis vingt ans d'administration de la Cisjordanie et de Gaza), la Syrie et la Jordanie. Grèves et révoltes non armées caractérisent ces événements et évoquent la grande révolte palestinienne de 1936-1939. L'enjeu déclaré est clairement la souveraineté sur la Cisjordanie et Gaza, rarement sur Israël dans ses frontières de 1949. Tous les partenaires arabes concurrents s'efforcent, dès janvier 1988, de prendre en charge le mouvement, d'empêcher un leadership local autonome et d'utiliser le capital politique qu'il acquiert sur la scène internationale et face à Israël. C'est finalement l'O.L.P. de Arafat (et non celle de Abou Moussa) qui y réussit, à travers une direction unifiée du Soulèvement (*intifada*), que la tendance syrienne ne renie pas d'abord. La tenaille syrienne (au Liban), comme l'israélienne (en Cisjordanie et à Gaza), s'accroît cependant d'autant contre l'O.L.P. arafatiste et, à terme, contre l'État palestinien autonome.

À la racine du Soulèvement est le sentiment de la perte croissante de la terre elle-même et de toute perspective d'autonomie réelle et de souveraineté sur cette terre.

Et, en effet, la « doctrine Begin » sur les territoires cisjordaniens et de Gaza comporte un préalable juridique selon lequel la résolution 242 de l'O.N.U. ne s'applique pas à Israël en ce qui touche la notion de territoire occupé. Outre les justifications mystiques concernant « Eretz Israël », cette doctrine estime que, juridiquement, d'une part la Cisjordanie n'appartient légalement à aucun État, et donc qu'elle n'est pas « occupée » par Israël depuis 1967, et que, d'autre part, elle n'est concernée par aucune des résolutions de l'O.N.U. antérieures à la résolution 242 puisque les Arabes ont rejeté et la résolution de partage (181, nov. 1947) qui prévoyait un État arabe palestinien, et la résolution du retour des réfugiés (194, déc. 1948). Donc, conclut-on, primo la Convention de Genève sur les territoires occupés ne s'applique pas en ce cas, secundo la résolution 242 n'implique ni l'évacuation ni le respect d'une entité palestinienne, tertio le peuplement juif et les colonies agricoles en Cisjordanie (Judée-Samarie) sont légaux, même après Camp David.

De fait, le mouvement des implantations juives en Cisjordanie, à Gaza et au Golan s'accroît considérablement depuis la guerre du Kippour. En 1993, elles contrôlent quelque 35 p. 100 de la totalité du territoire occupé de Cisjordanie, dont 90 p. 100 en propriétés privées et 10 p. 100 en propriétés d'État. Il s'agit non seulement de la confiscation de terres domaniales de l'État jordanien, mais aussi de terres de propriétaires arabes absents depuis la conquête de 1967. Ajoutons le procédé, éprouvé de longue date en Galilée, des expropriations pour raisons militaires ou de sécurité ou d'intérêt public. Le Bloc de la foi (Gush Emunim) en 1976 et la Ligue de défense juive du rabbin Meïr Kahana en 1977 animent des marches et procèdent à des « implantations sauvages », illégales jusqu'à l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Begin.

En Israël même, des expropriations provoquent des manifestations qui se soldent par la mort de quelques Palestiniens en Galilée le 30 mars 1976. Depuis cette date, chaque année est fêté le 30 mars, jour de la terre, dans l'ensemble du peuple palestinien, en Israël, dans les territoires

occupés et dans le reste de la Jordanie et au Liban. Toutefois, le peuplement juif israélien dans ces points de colonisation est assez faible, sauf dans la Jérusalem-Est et ses environs immédiats, où il s'agit vraiment, depuis l'été de 1967, d'un dessein de peuplement urbain juif. Il faut compter (en excluant les 120 000 Juifs de la grande Jérusalem-Est) quelque 90 000 personnes en Cisjordanie en 1993, 4 500 dans la bande de Gaza et 12 000 dans le Golan. Depuis Camp David (1978), refusé par les maires palestiniens (pro-O.L.P.) élus en 1976, des « ligues de village » sont suscitées par les autorités israéliennes en 1981, comme responsables de l'« autonomie palestinienne » pratiquée unilatéralement. Les habitants ne suivent que très peu ce mouvement. C'est un échec israélien.

Un autre point d'importance est l'évolution récente des Arabes d'Israël, cette fraction du peuple palestinien restée en Israël après 1948, qui, peu à peu, se soude à nouveau à la fraction de Cisjordanie et aussi, dans une moindre mesure, de Gaza (anciens habitants de l'agglomération de Jaffa pour beaucoup d'entre eux). Sur ce fonds éclate le Soulèvement (intifada).

### La « guerre des pierres »

Les événements marquants sont déjà passés dans la légende nationale palestinienne. Le Soulèvement est conduit par des jeunes gens de toutes les classes, d'abord indépendamment des maires et conseillers municipaux, des intellectuels et du Conseil islamique. Ces jeunes ont joué adroitement le jeu de l'appareil démocratique israélien (la presse notamment et la télévision) d'une part, de l'administration militaire et des Règlements d'urgence, d'autre part. Ils savent qu'une répression massive, sanglante et non discriminée comme au Liban en 1983 et 1986-1988, en Syrie en 1982 et en Irak depuis 1980 n'est pas admise en Israël du fait des médias et des exigences des mouvements de défense des droits de l'homme. Les actions sont populaires et non pas isolées comme précédemment. La violence est limitée (avec des pierres puis des bouteilles incendiaires artisanales, sans armes à feu, et sans volonté de tuer, sauf incidemment ou, à partir de 1990, plus continûment). Actions dirigées contre des voitures de l'armée (le premier soldat tué l'est le 20 mars 1988 seulement), rarement contre des civils (civils poignardés par surprise à Gaza et à Jérusalem notamment). Assez rapidement se produisent aussi des actions de résistance passive assez largement suivies : refus d'acheter des produits israéliens dès le 7 janvier 1989, refus de payer les taxes et les impôts, grèves quasi générales des 100 000 travailleurs des « territoires » journaliers en Israël même, et des commerces pendant plusieurs jours ou longtemps à certaines heures (à partir du 8 février), grèves et même démissions (provisoires) le 11 mars de policiers et d'autres fonctionnaires palestiniens de l'administration israélienne d'occupation, incendies de champs ou de forêts, etc. Concomitamment s'organisent localement l'approvisionnement, la sécurité et l'action revendicative en marge des dispositifs habituels grippés par les grèves et par les mesures répressives, notamment les couvre-feux prolongés. Des assassinats d'agents palestiniens locaux du pouvoir israélien ont lieu à partir de mars 1988 et iront en s'accroissant.

L'administration militaire et civile israélienne réagit par des arrestations administratives de plusieurs mois (1 000 d'un coup le 24 décembre, quelque 5 000 au total à la mi-avril), de très jeunes gens souvent, avec tortures attestées ; couvre-feux très largement appliqués à partir du 13 janvier, dynamitage ou mise sous scellés de maisons suspectées d'héberger des « terroristes », expulsion de quelques suspects, amendes, fermeture d'écoles et de centres universitaires dès le 24 décembre, renouvellement obligatoire des cartes d'identité à Gaza en avril ; ripostes armées quotidiennes entraînant la mort (250 morts les huit premiers mois), parfois par des civils israéliens eux-mêmes venus des « implantations » (notamment de Hébron le 10 mars, et de Elon Moreh le 4 avril). Notons l'assassinat à Tunis, le 16 avril, sur décision gouvernementale israélienne, du numéro deux de l'O.L.P. responsable de l'action dans les territoires occupés, Abū Jihād. Chasse policière, en septembre, aux « Comités populaires » de villages, de camps et de quartiers, qui s'instaurent très



rapidement, et reconnaissent une Direction unifiée du Soulèvement à partir du 4 janvier 1988. Les bouclages prolongés imposés en 1991 puis en 1993, et de nouveau au printemps de 1994, réduisent quasi à l'oisiveté et à la misère la presque totalité de la population de Gaza et une grande portion de celle de Cisjordanie. Un État palestinien affamé et terrorisé existe ainsi bel et bien, défini par les forces israéliennes elles-mêmes, État auquel ne manque qu'un gouvernement souverain. En 1993, l'intifada se solde par 1 260 Palestiniens tués par l'armée israélienne ou des colons, 970 Palestiniens « collaborateurs » et 205 Israéliens tués par les Palestiniens, 277 maisons palestiniennes mises sous scellés et 423 dynamitées par l'armée israélienne en représailles, 12 000 prisonniers, des milliers de blessés, enfants ou adolescents souvent. Le sort des 3 000 « collaborateurs » restants est préoccupant pour l'O.L.P. comme pour Israël.

Les Arabes d'Israël, eux aussi, se « palestinisent » (selon l'expression populaire israélienne) en manifestant leur soutien dès le 23 janvier à Nazareth, en décrétant des grèves générales, en provoquant des incendies de forêts en juillet, en intervenant au Parlement israélien contre les excès de la répression et pour une solution politique négociée avec l'O.L.P. Jérusalem-Est (annexée depuis juillet 1967) connaît de vives et nombreuses protestations autour des deux prestigieuses mosquées de l'esplanade Al-Aqsā, en particulier en avril, juin et juillet 1988. Au Soulèvement lui-même s'ajoutent quelques actions pour ainsi dire habituelles, venues de l'extérieur soit à partir du Liban, soit même, le 7 mars, à partir du territoire égyptien. À la fin de l'été de 1988, la tendance d'inspiration islamique extrême intervient en concurrence avec la Direction unifiée du Soulèvement, sous le nom de *Hamas* (Mouvement de la résistance islamique), qui lance des communiqués de grève (les 8-9 septembre 1989 par exemple) ou d'action différents de ceux de la Direction unifiée. Un groupe *Jihad* se déclare, aussi, plus violent.

### Reconnaissance et intervention des arafatistes

Les effets de ce Soulèvement sont assez rapides : Israël déclare publiquement que la situation est nouvelle de manière irréversible ; quelques rares partis et mouvements d'opinion prennent une position ultranationaliste d'annexion des territoires, voire d'expulsion massive de tous les Palestiniens, quoi qu'il en coûte en violence et en temps ; d'autres courants manifestent au contraire pour l'urgence d'une solution négociée, voire avec l'O.L.P. elle-même, sur la base de l'évacuation des territoires occupés. Le plan Allon de 1976 réapparaît, qui comporte la restitution d'une Cisjordanie entourée d'une ceinture de sécurité annexée, plan qui suppose le démantèlement des autres implantations que celle qui assure cette ceinture de sécurité.

Le gouvernement d'union nationale se trouve fortement divisé sur ce point, et les élections de novembre 1988 ont pour enjeu principal, pour la première fois depuis 1967, la politique palestinienne d'Israël. Il est temps. Les États-Unis proposent, et même signent un moment, un plan d'application très rapide, en un an, des dispositions palestiniennes de Camp David. C'est le Plan Shultz de février. Mais le rejet, assez surprenant, de ce plan par l'O.L.P. (qui entend être présente elle-même à une telle conférence), par les Palestiniens du Soulèvement eux-mêmes et par le gouvernement israélien (mais non par son ministre de l'Étranger Pères) l'ajourne pour plusieurs mois. Un « plan Shamir », en revanche, est produit au début de 1989 proposant de prochaines élections municipales palestiniennes à fonctions politiques ultérieures en Cisjordanie et à Gaza en vue de négociations sur le statut définitif de ces territoires, sans pourparlers directs avec l'O.L.P. ni reconnaissance préalable d'un État palestinien distinct de la Jordanie. Ce plan, repris par le plan du secrétaire d'État américain Baker qui insiste sur les modalités des élections palestiniennes, n'est accepté que conditionnellement par le Soulèvement et par l'O.L.P., dans le cadre d'une conférence internationale de l'O.N.U. seulement. C'est Arafat, traqué par la Syrie, qui est reconnu par le Soulèvement, et non pas la Jordanie ni la dissidence prosyrienne d'Abou Moussa. Aussi, l'effet sans

doute le plus lourd de conséquence est la décision jordanienne solennelle, le 31 juillet, de renoncer à sa souveraineté sur la Cisjordanie. Malgré les conséquences économiques et financières immédiates très négatives de cette mesure, la Direction unifiée du Soulèvement y voit l'occasion de s'imposer comme l'interlocuteur unique d'Israël et pousse l'O.L.P. elle-même, lors d'une session extraordinaire du Conseil national palestinien du 15 au 20 novembre 1988 à Alger, à proclamer la Cisjordanie et Gaza « État indépendant de Palestine » et à reconnaître les résolutions 181 (de « partition » en 1947), 242 et 338 (de « frontières sûres et reconnues » d'Israël, en 1967 et 1973). En décembre, après des déclarations plus précises d'Arafat à Stockholm reconnaissant Israël et renonçant au terrorisme, les États-Unis nouent avec l'O.L.P. des relations suivies à Tunis puis à Washington jusqu'en juin 1990. « Caduque » (selon le mot d'Arafat à Paris, le 3 mai 1989) est déclarée la Charte nationale palestinienne de 1968, qui excluait la partition de novembre 1947, et donc l'existence même de l'État israélien. Le Soulèvement de Cisjordanie et Gaza représente ainsi une nouvelle phase du conflit séculaire israélo-palestinien, qui désormais se distingue beaucoup plus nettement du conflit israélo-arabe et qui achemine l'O.L.P. vers la seule solution politique acceptable par Israël.

### • Les Palestiniens dans la crise du Golfe et dans les négociations israélo-arabes de paix (1990-1994)

Comme le reconnaissent quelques intellectuels palestiniens, tel Walid Khalidi, et quelques acteurs politiques de premier plan, tel Abou Iyad qui paya de sa vie le 15 janvier 1991 à Tunis son point de vue, l'implication de l'O.L.P. aux côtés de l'Irak dans la crise du Golfe d'août 1990 à février 1991 représente l'un des plus cuisants revers palestiniens. Mais il en résulte aussi le vaste réseau de la négociation israélo-arabe (et même israélo-palestinienne directe) à plusieurs niveaux et en plusieurs rubriques interdépendantes qui obligent à des traités de paix globaux depuis la Conférence internationale de Madrid le 30 octobre 1991. Dès le sommet arabe de Bagdad le 28 mai 1990, Arafat prend une position dure anti-américaine et assez antisauoudienne, et annonce sa confiance dans les ambitions militaires panarabes de Saddam Hussein. Le 3 août 1990, l'O.L.P. s'abstient, à la Ligue arabe, de condamner l'« agression irakienne » contre l'État du Koweït, et, le 10 août, il vote contre les résolutions condamnant l'annexion du Koweït et approuvant le droit d'autodéfense des États du Golfe, se rangeant ainsi aux côtés de l'Irak et de la Libye seules. L'O.L.P. suit alors les positions des extrémistes palestiniens traditionnels, celle de Georges Habache notamment, qui met en avant l'arme arabe du pétrole contre les sionistes. La position officielle de l'O.L.P. est précisée à la fin d'août : elle adopte le « lien », proposé par Saddam Hussein sous forme d'ultimatum le 12 août, entre le retrait du Koweït (en dernier) et les retraits préalables de la Palestine (entendue seulement comme Cisjordanie-Gaza, Jérusalem incluse) ainsi que du Golan syrien et du Liban-Sud par Israël, mais aussi du reste du Liban par la Syrie. L'Irak, il est vrai, verse à l'O.L.P. depuis 1990 quelque 50 millions de dollars annuellement et est, après Tunis, la seconde base politique de l'O.L.P. depuis son expulsion de Beyrouth en 1982, cependant que l'Arabie Saoudite et le Koweït notamment préfèrent depuis 1989 soutenir financièrement le mouvement concurrent Hamas dans les territoires occupés eux-mêmes. Comme quelques responsables palestiniens s'en inquiètent très vite, rarement l'O.L.P. et la cause palestinienne, en cet été de 1990, ont été à ce point prisonnières d'un État arabe et d'un seul, et de ses intérêts et ambitions propres. Des slogans démagogiques de ferveur envers Saddam surgissent dans les masses palestiniennes de Jordanie et de Cisjordanie-Gaza, particulièrement désespérées en cette période de répression implacable contre l'intifada et de consolidation des implantations juives en Cisjordanie par un gouvernement le plus à droite qu'on puisse concevoir et qui, de plus, doit caser plusieurs centaines de milliers de nouveaux immigrants venus de Russie (500 000 de 1988 à 1993).

Le résultat de la guerre pour le Koweït est désastreux pour les Palestiniens. Même si la forte majorité des Palestiniens implantés au Koweït (depuis les années 1960 en général) reste loyale et anti-Saddam, les déclarations des quelques activistes pro-Habache et les positions officielles de l'O.L.P. provoquent une réaction koweïtienne massive contre les « traîtres » palestiniens. Un exode important – un de plus dans l'histoire palestinienne – a lieu au cours de l'hiver et du printemps de 1991. De quelque 400 000, les Palestiniens du Koweït sont réduits à 30 000, les retours n'étant permis qu'au compte-gouttes. C'est en Jordanie qu'environ 250 000 de ces nouveaux réfugiés prennent pied, ayant en général perdu leurs ressources. 30 000 autres environ se réfugient dans leurs familles restées en Cisjordanie-Gaza qui, soumises à un couvre-feu de longue durée, subissent, faute de travail en Israël même, une dégradation catastrophique de leur revenu. Ils ne reçoivent plus non plus de fonds venus de leurs frères ou cousins travaillant au Koweït.

Politiquement, l'O.L.P. perd la plupart des atouts auprès de ses interlocuteurs arabes (autres que l'Irak), israéliens, américains. Paradoxalement, c'est probablement cette disparition politique de l'O.L.P. qui permet la mise en œuvre de l'ample négociation arabo-israélienne sous la houlette américaine. L'O.L.P., dévaluée, est mise au pied du mur. Elle ne peut que s'engouffrer dans la petite porte qui lui est ouverte. Elle accepte de n'être pas présente elle-même. Les Palestiniens sont en effet réduits aux seuls « Palestiniens de l'intérieur », et ceux-ci, à la conférence de Madrid le 30 octobre 1991, n'apparaissent qu'au sein de la délégation jordanienne. La lettre américaine d'invitation qui sert de cadre à cette conférence précise bien que l'objectif prioritaire est une solution palestinienne, dans des termes tout à fait voisins de ceux de l'accord de Camp David : « En ce qui concerne les négociations entre Israël et les Palestiniens qui font partie de la délégation commune jordano-palestinienne, les négociations auront lieu par étapes et débiteront par des discussions sur un projet d'autogouvernement transitoire. Ces discussions seront menées dans l'objectif de la conclusion d'un accord d'ici à une année. Les arrangements touchant à l'autogouvernement transitoire seront valables pour une période de cinq ans. Dans la troisième année de la période d'application de ces accords d'autogouvernement transitoire débiteront des négociations sur un statut permanent qui, ainsi que les négociations entre Israël et les pays arabes, se dérouleront sur la base des résolutions 242 et 338 » (Lettre d'invitation des États-Unis et de l'Union soviétique à la conférence de Madrid du 30 octobre 1991). En fait, la délégation palestinienne, avec la complicité jordanienne, à la fois s'impose rapidement de manière autonome et revendique son alignement sur l'O.L.P. La délégation israélienne accepte cette autonomie et cette identification, surtout après l'arrivée au pouvoir d'une équipe travailliste Rabin- Pérès en juin 1992. Pour hâter la négociation, grâce à une médiation norvégienne, Pérès et Arafat parviennent même à un programme précis d'autonomie palestinienne totale progressive en quelques mois. C'est la Déclaration de principes israélo-palestinienne, élaborée à Oslo et solennellement signée à Washington le 13 septembre 1993. La première poignée de mains entre Rabin et Arafat devant Clinton est diffusée sur toutes les télévisions du monde. La grande majorité des Palestiniens et des Israéliens y sont très favorables. Les difficultés de l'application, au cours de l'hiver de 1993-1994, culminent dans le massacre d'une trentaine (peut-être une cinquantaine) de Palestiniens à Hébron sur leur lieu de prière le 25 février, par un ou deux fanatiques israéliens de l'implantation voisine, érodent beaucoup le soutien populaire palestinien, mais accélèrent la progression réelle du processus. De quel processus s'agit-il ?

Les négociations israélo-arabes lancées à Madrid et poursuivies à Washington et, à certains niveaux, dans d'autres capitales du monde sont multiples et interdépendantes. Avec le Liban, la Syrie, la Jordanie et les Palestiniens, des négociations bilatérales menées par Israël à Washington mettent au point, peu à peu, les conditions de l'évacuation israélienne de territoires occupés depuis 1967 ou, au Liban, depuis 1978, moyennant la sécurité israélienne. C'est avec la Jordanie (qui, rappelons-le,



depuis 1988 ne revendique plus la Cisjordanie) que le règlement est le plus aisé. Il ne sera conclu que lorsque ceux avec la Syrie et le Liban le seront. La négociation avec les Palestiniens est particulièrement ardue, puisqu'il s'agit de tout le territoire revendiqué par ceux-ci, Cisjordanie entière, Jérusalem-Est comprise (qui inclut la « vieille ville » des lieux saints juifs, chrétiens, musulmans), et territoire de Gaza. Les lenteurs de la négociation et les susceptibilités syriennes conduisent à ce coup de pouce inespéré qu'est la Déclaration de principes israélo-palestinienne dite accord d'Oslo. Il est fondé sur un nombre assez appréciable d'études israélo-palestiniennes très précises déjà effectuées depuis plusieurs années et qui n'attendaient que d'être adoptées et paraphées.

La « Déclaration de principes sur les dispositions intérimaires d'autogouvernement » conduit, en premier lieu, à une reconnaissance mutuelle entre l'État d'Israël et le mouvement national palestinien. Au delà, elle a pour objectif d'« établir une autorité palestinienne d'autogouvernement intérimaire, à savoir un Conseil élu pour le peuple palestinien de Cisjordanie et de la bande de Gaza durant une période transitoire ne dépassant pas cinq ans et menant à un règlement permanent » (art. 1er). Ce Conseil sera élu librement, au plus tard en juillet 1994 (en réalité en novembre ou décembre), « sous une supervision agréée et une observation internationale, la police palestinienne assurant l'ordre public » (art. 3 al. 1). L'évacuation de l'armée israélienne et le déploiement d'une police palestinienne à sa place sont compliqués par la protection à maintenir par Israël des nombreuses implantations juives en Cisjordanie-Gaza, qui ne doivent pas être soumises à l'autorité palestinienne tout de suite. Aussi commencera-t-elle par la « bande de Gaza et le secteur de Jéricho » (art. 5 al. 1).

Les opposants palestiniens à cette Déclaration sont inspirés par le F.P.L.P. de Georges Habache et par le Hamas principalement. Une division assez grande s'instaure au sein même du Fath. Il est reproché à Arafat d'avoir quasi imposé cet accord au Comité exécutif de l'O.L.P. parfois élargi et en passant par quelques réunions du Conseil général. Sur le fond, on refuse les délais prévus par l'accord et les restrictions considérables de « l'autogouvernement intérimaire » palestinien, qui apparaît comme à la merci des forces de sécurité israéliennes et de la politique israélienne de défense, les forces israéliennes n'étant que « redéployées » et non pas totalement évacuées. Les Palestiniens de la diaspora – les « réfugiés » – ne sont pas pris en compte tout de suite, et l'idée d'« État palestinien » souverain n'est pas mentionnée ; enfin, le partage de la Palestine est accepté, et l'hégémonie israélienne sur l'ensemble de l'Orient arabe, y compris le pétrole arabe, à la faveur des accords économiques de coopération israélo-arabe en cours, est vue comme très facilitée par ce processus. Ce dernier est en effet bel et bien aux antipodes de la rhétorique de Saddam Hussein et de l'O.L.P. elle-même en 1990-1991, et c'est la dynamique de Camp David qui est reprise dans une cohésion interarabe renforcée et non pas diminuée par la crise du Golfe. Les opposants estiment précisément que tout ce qui ressemble à Camp David ne peut être que capitulation des États arabes devant un complot israélo-américain, avec complicité saoudienne et égyptienne. Israël resterait de plus foncièrement de mauvaise foi et guetterait le prétexte le plus favorable, lors de la période intérimaire, pour reprendre et renforcer sa domination sur le Grand Israël. L'opposition du mouvement Hamas provoque des actions violentes et une répression par la police en août 1994, mais Hamas annonce à la fin de septembre sa participation aux élections du Conseil palestinien. Rien ne justifie sérieusement la mise en doute de la volonté israélienne de paix avec ses voisins et de la volonté américaine d'en finir avec les menaces de guerre (nucléaire cette fois) au Moyen-Orient. La crise du Golfe aura accéléré cette volonté, et les règlements israélo-palestinien et israélo-arabe sont, a posteriori, la justification fondamentale de l'ampleur de l'offensive américaine au Koweït et en Irak en 1991.

L'accord israélo-palestinien et son application programmée, de même que les accords presque prêts

concernant la Jordanie, la Syrie, le Liban, ne sont pas séparables des négociations multilatérales qui, elles, mettent en cause toutes les grandes puissances du monde et les autres États arabes, en particulier l'Arabie Saoudite et le Conseil de coopération du Golfe, le Maroc, la Tunisie. Elles entendent régler, pour la région entière, les problèmes de la répartition de l'eau, de l'économie en général, des réfugiés palestiniens, du désarmement (nucléaire en particulier). Ces négociations multilatérales et globales mettent en œuvre des financements arabes, américains, japonais, européens. Elles ne peuvent évidemment aboutir que si les accords bilatéraux politiques sont conclus. Ce sont sans doute elles qui, en réalité, font pression pour accélérer la conclusion de ces accords de paix bilatéraux. L'État palestinien qui, selon le vœu de l'O.L.P. et de la gauche israélienne radicale, émergera de la négociation finale dans trois ou cinq ans, sera puissamment concerné par les accords multilatéraux sur l'eau palestinienne (actuellement presque toute utilisée par Israël), sur le développement économique palestinien, sur le faible armement de l'État palestinien et la limitation des armements israéliens et, bien sûr, sur le retour ou le dédommagement des réfugiés palestiniens de 1948 et de 1967. Des réunions israélo-palestiniennes et européennes se tiennent à Paris dès la fin de 1993 pour les questions économiques, dans une perspective de coopération avec Israël et la Jordanie. Et des organismes palestiniens en Cisjordanie et Gaza se mettent en place très vite, comptant sur cette espèce de « plan Marshall » pour la Palestine et toute la région dont parle la Déclaration de principes du 13 septembre 1993, article 16.

Olivier CARRÉ

## 2. Vers un État palestinien ?

Le devenir politique de l'Autorité palestinienne, institution née des accords d'Oslo signés en 1993 entre l'État d'Israël et l'O.L.P., suscite d'emblée la controverse. Pour certains, en permettant l'installation de cette Autorité à Gaza, Israël laisse s'amorcer une dynamique irréversible de construction d'un État palestinien. Pour d'autres, au contraire, en repoussant jusqu'à la phase ultime des négociations l'ensemble des dossiers brûlants, Israël ne garantit pas, à l'avenir, la mise en œuvre des droits nationaux palestiniens. D'emblée, également, l'Autorité palestinienne prend place dans un contexte territorial mouvant. Les frontières de la future entité paraissent plus qu'incertaines.

Pourtant, cette création constitue un tournant : pour la première fois de leur histoire nationale, les populations de la Cisjordanie et de la bande de Gaza sont gouvernées par une autorité de pouvoir central. Cette autorité, qui dispose d'un régime d'autonomie, est limitée dans ses actions car très dépendante de l'État d'Israël. Son institutionnalisation n'en bouleverse pas moins, en profondeur, la vie tant politique qu'économique des Territoires.

### • L'aggiornamento territorial d'Oslo

Différents textes dessinent sur le terrain le visage concret de l'autonomie palestinienne à compter de la signature des accords d'Oslo. L'accord du Caire du 4 mai 1994 en prévoit les modalités précises pour la bande de Gaza et l'enclave de Jéricho. L'accord de Taba, signé le 28 septembre 1995, fixe les étapes d'un redéploiement militaire israélien qui étend l'autonomie à six agglomérations urbaines de Cisjordanie. Tulkarem, Jénine, Kalkiliya, Naplouse, Ramallah et Bethléem, dénommées zones A, passent sous le contrôle de la police palestinienne, tandis que les districts ruraux (zones B) sont placés sous supervision mixte israélo-palestinienne. Les zones C, constituées par les bases militaires israéliennes, les colonies juives et les routes dites de contournement (qui relient les colonies aux grandes agglomérations israéliennes de Jérusalem et Tel-Aviv en évitant les localités palestiniennes), continuent, elles, à relever des autorités d'occupation israéliennes. Les négociations

ont longtemps achoppé sur le statut d'Hébron, où quatre cent cinquante colons vivent à l'ombre du caveau des Patriarches dans un face-à-face tendu avec les cent trente mille Palestiniens de la ville. Aux termes de l'accord du 15 janvier 1997, Hébron est coupée en deux : les quartiers périphériques passent sous autonomie palestinienne (zone A) tandis que le cœur historique de la Vieille Ville demeure sous le contrôle de l'armée israélienne. L'accord sur Hébron est assorti d'un nouveau calendrier de redéploiement militaire que le gouvernement Nétanyahou ne respectera pas, pas plus qu'il n'honorera les engagements israéliens plusieurs fois réitérés d'établir une liaison routière entre la Cisjordanie et Gaza, d'autoriser l'ouverture de l'aéroport de Gaza et de libérer les derniers prisonniers palestiniens. Autant de dossiers dans l'impasse jusqu'à l'intervention des États-Unis, qui arrachent au gouvernement israélien l'accord de Wye Plantation, le 23 octobre 1998. Tel-Aviv y réitère ses promesses passées, dont son retrait de 13 p. 100 du territoire de la Cisjordanie, tandis que les dirigeants palestiniens s'engagent à renforcer la lutte contre le terrorisme des opposants (islamistes) aux accords d'Oslo avec l'appui de la C.I.A.

### L'échec du processus de paix

Les négociations sur le statut final des territoires palestiniens, qui auraient dû se terminer avant le 4 mai 1999, date d'expiration de la période intérimaire, s'ouvrent avec un peu plus d'un an de retard sur le calendrier initial, dans un climat d'extrême tension. Tenues à Camp David du 11 au 25 juillet 2000 sous les auspices du président américain Bill Clinton, ces négociations s'achèvent sur un échec. Pour la première fois, les pourparlers portent sur les sujets sensibles, à savoir la détermination définitive des frontières, le devenir des colonies, le statut de Jérusalem et le retour des réfugiés.

À Camp David, Israël propose d'incorporer de 9 à 10 p. 100 de la Cisjordanie à son territoire de manière à y inclure le maximum de colons et de colonies. Les Palestiniens refusent, faisant au contraire du démantèlement de la quasi-totalité des colonies l'unique garantie d'une véritable souveraineté nationale sur un territoire homogène.

Les positions des deux protagonistes divergent plus radicalement encore sur le statut de Jérusalem. Les Palestiniens, à l'instar du droit international, considèrent Jérusalem-Est comme un territoire occupé au même titre que la Cisjordanie et la bande de Gaza. Ils y revendiquent en conséquence une souveraineté intégrale qui n'impliquerait aucun nouveau partage de la partie orientale de la ville. Ils envisagent toutefois de laisser à Israël le contrôle du quartier juif de la Vieille Ville et du mur des Lamentations. L'État hébreu reste pour sa part attaché au principe d'une souveraineté israélienne exclusive sur la ville « réunifiée » en 1967 et illégalement annexée depuis 1980. La judaïsation de la Ville sainte, poursuivie depuis 1967 grâce au gel de l'habitat arabe, s'est du reste intensifiée à partir de 1996, par le jeu des restrictions apportées au statut des résidents palestiniens. Lors des négociations de Camp David, les diplomates israéliens proposent cependant de reconnaître une souveraineté palestinienne sur les quartiers situés à la périphérie est de la Vieille Ville et d'accorder une autonomie administrative aux quartiers musulman et chrétien intramuros. Ils émettent également une revendication inédite de souveraineté sur l'esplanade des Mosquées, qu'ils appellent le mont du Temple. Ce dernier point aurait provoqué l'échec du sommet, que les Israéliens attribuent à l'intransigeance de Yasser Arafat.

Le sort des 3,7 millions de réfugiés palestiniens constitue aussi un dossier brûlant, en ce qu'il touche au destin même des deux peuples. Le retour massif des réfugiés de 1948 est inenvisageable pour Israël parce qu'il menace en soi le caractère juif de l'État. Plus encore, la reconnaissance du principe même d'un droit au retour demeure inacceptable : elle conduirait l'État hébreu à admettre sa responsabilité dans l'exode palestinien de 1948 et à jeter ainsi le doute sur sa propre légitimité. Les



Palestiniens fondent, quant à eux, leur revendication d'un droit au retour sur la résolution 194 de l'O.N.U. de décembre 1948 qui appelle à la réintégration des réfugiés dans leurs foyers sur des bases individuelles. Ils souhaitent se voir reconnaître le principe d'un droit politique au retour collectif – ce qui leur permettrait de « laver » l'injustice historique commise à leur égard – tout en se disant prêts à en négocier les modalités d'application pratiques.

D'une manière générale, le malentendu est profond à Camp David entre les Israéliens, pour qui les négociations sur le statut final doivent se dérouler sur les mêmes bases que les pourparlers précédents sur les arrangements intérimaires, et les Palestiniens, qui entendent (re)placer les négociations d'Oslo sur le terrain de la légalité internationale. Les Israéliens ne comprennent pas que Yasser Arafat ait refusé les « offres généreuses » de leur Premier ministre, Ehoud Barak. Le leader palestinien leur apparaît, dès lors, comme le principal obstacle à la paix. Au-delà, Ariel Sharon, arrivé au pouvoir en 2001, considère Yasser Arafat responsable du déclenchement de la seconde intifada. Il l'accuse de « terrorisme » et – dans le contexte ultrasécuritaire de l'après-11 septembre – le place en résidence surveillée dans son quartier général de Ramallah. De leur côté, les Palestiniens sont de plus en plus nombreux à partager la lecture des opposants aux accords d'Oslo : la « paix » de 1993 permettrait à Israël de conforter son emprise sur les territoires avec l'assentiment de la communauté internationale.

### Un territoire en miettes

En 1999, à l'issue de la période intérimaire, la situation politique et territoriale des Palestiniens est loin de ressembler à celle qui était revendiquée au départ par leur direction. Les Israéliens contrôlent encore 60 p. 100 de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, ainsi que les frontières extérieures et une bonne partie des ressources hydrauliques des territoires. Surtout, la mise en œuvre des accords d'Oslo s'est accompagnée d'un profond démembrement territorial.

Les zones A d'autonomie palestinienne, loin d'être contiguës, sont minuscules et disjointes. Elles sont mitées par la présence de nombreuses colonies israéliennes (plus de 140 implantations). La population de colons dans les territoires a plus que doublé en dix ans, passant de 115 000 en 1993 à plus de 268 000 en 2007 (sans compter les quelque 185 000 colons de Jérusalem-Est). Les routes de contournement israéliennes réalisées au seul bénéfice des colons ont aussi considérablement contribué à dénaturer les paysages cisjordanien : 35 p. 100 des terres saisies durant la période intérimaire des accords de paix ont servi à leur construction. Enfin, le processus d'émiettement territorial est matérialisé par des barrages militaires israéliens (ou *checkpoints*) installés aux portes d'entrée et de sortie des villes et des villages palestiniens. Ces barrages, qui font partie du quotidien des populations, sont l'occasion de contrôles arbitraires, parfois longs, très souvent humiliants, emblématiques de l'asymétrie des rapports de pouvoir et de la perpétuation de la domination d'Israël.

La seconde intifada, qui débute dans les territoires palestiniens le 28 septembre 2000, est largement imputable à cet univers d'oppression. Aussi appelé intifada al-Aqsa (du nom de l'une des mosquées les plus vénérées de Jérusalem), ce soulèvement a déjà fait plusieurs milliers de morts, en majorité palestiniens. Il est vrai qu'il se distingue de la première intifada par sa rapide militarisation. Plus qu'un mouvement de masse qui mobiliserait une large proportion de la population civile, il renvoie à une succession d'affrontements, aussi violents que localisés, dans lesquels des secteurs limités de la société palestinienne sont impliqués. Il n'en bénéficie pas moins d'un fort soutien populaire qui va croissant, au fur et à mesure de la détérioration de la situation politique.

La militarisation du mouvement est imputable à la logique même du processus d'Oslo, qui a placé les enclaves d'autonomie palestinienne et les zones sous contrôle israélien dans un face-à-face

territorial quasi constant, porteur des germes de guerre. Les premiers affrontements se cristallisent d'ailleurs aux points de contact entre territoires respectifs – soit aux abords des colonies juives ou à proximité des barrages israéliens qui contrôlent l'accès aux zones autonomes. À partir de 2001 cependant, l'armée israélienne réoccupe, de manière plus ou moins prolongée, les villes palestiniennes qu'elle avait « libérées » quelques années auparavant. Elle bombarde également les principaux bâtiments symboles de l'Autorité palestinienne considérés comme « stratégiques », l'aéroport et le port de Gaza, des postes de police et des ministères. Ces actes de violence, qui terrorisent les populations civiles, sonnent définitivement le glas du processus d'Oslo.

### La politique des faits accomplis

Pour le Premier ministre israélien Ariel Sharon, qui se dit dépourvu de partenaire de paix crédible, la stratégie privilégiée est désormais celle de l'unilatéralité. L'heure n'est plus à la négociation, mais aux faits accomplis. Cette politique revêt néanmoins des allures distinctes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

En Cisjordanie, le gouvernement israélien ordonne la construction de « murs » de séparation à partir de 2002. L'objectif affiché est la sécurité de l'État d'Israël, l'enjeu étant d'empêcher la perpétuation des attaques-suicides palestiniennes. Mais ces « murs », qui s'étendent sur 370 kilomètres de longueur en avril 2006 et peuvent atteindre une hauteur de plus de 8 mètres, permettent surtout d'inclure davantage de colons et de blocs de colonies à l'intérieur des frontières de l'État d'Israël. Déclarés illégaux par la Cour internationale de justice le 9 juillet 2004, ces « murs » s'éloignent parfois largement de la ligne verte, la ligne de cessez-le-feu de 1949 qui fait office de frontière au niveau international. Ce faisant, ils ceinturent des villes palestiniennes entières (Bethléem, Kalkiliya), séparent des localités de leur arrière-pays rural, isolent certains villages et en coupent d'autres en deux. Dans tous les cas, ils diminuent les superficies de terres négociables, à terme, pour les Palestiniens. À Jérusalem-Est, les « murs » de séparation israéliens coupent plusieurs quartiers périphériques densément peuplés de leurs centres névralgiques (universités, hôpitaux, zones commerciales) et empêchent de facto la ville de jouer son rôle de carrefour politique, économique, social, religieux et culturel. Ils accentuent ainsi les discontinuités territoriales, voire créent des ruptures sociologiques.

Dans la bande de Gaza, le gouvernement d'Ariel Sharon opte pour une stratégie de retrait territorial. En août 2005, celle-ci concerne les quelque 5 000 à 8 000 colons installés sur ce morceau de territoire palestinien. L'acte de retrait est unanimement salué par la communauté internationale comme un gage de bonne volonté de l'État d'Israël. Pourtant, il est loin de conduire à la « libération » de la bande de Gaza. Les Israéliens demeurent maîtres, en effet, du contrôle des frontières maritimes, terrestres et aériennes, autant que des flux de biens et de services à partir dudit territoire et vers celui-ci.

Dans ce contexte, la perspective d'établir un État palestinien viable s'amenuise considérablement. L'interprétation israélienne du conflit, qui fait de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem-Est des territoires « disputés » et non plus « occupés », l'emporte plus que jamais, aux dépens de la lecture palestinienne qui s'appuie résolument sur le droit international.

### • Vie politique

À sa création, l'Autorité palestinienne est placée sous un régime juridique dit de l'autonomie. Ce régime diffère, en bien des points, du modèle de l'État souverain tel que revendiqué par l'O.L.P. depuis 1988 et défini par la pratique internationale. Pourtant, sur le terrain, on assiste à la formation

d'un centre politique qui fonctionne comme nouveau référent pour les populations.

### **Les germes d'une administration d'État**

L'Autorité palestinienne est initialement créée pour une période transitoire de cinq ans (1994-1999). Elle remplace alors partiellement l'administration civile israélienne qui gère les populations des territoires occupés depuis 1967. Ses pouvoirs – exclusivement civils – recouvrent quarante domaines d'activités soigneusement listés par les accords (agriculture, commerce, industrie, emploi, éducation, santé, affaires sociales, banques, Trésor, etc.). Ils s'exercent sur les seuls ressortissants palestiniens des territoires.

La mise en œuvre de ses pouvoirs civils est entravée par le caractère à la fois exigü, flou et discontinu de ses bases territoriales. En effet, les zones A sur lesquelles l'Autorité peut exercer sa pleine juridiction sont peu étendues. La plupart des terres entourant les villes et les villages palestiniens se situent dans des zones de contrôle mixte ou en zones C, dans lesquelles toute intervention publique palestinienne (construction de routes, d'écoles, installation de tout-à-l'égout, de réseaux électriques, etc.) est assujettie à une procédure israélienne d'approbation préalable. Il s'agit là d'une des failles majeures du processus d'Oslo, qui affecte – au quotidien – les conditions de vie des Palestiniens.

Deux attributs de souveraineté font également défaut à l'Autorité palestinienne : d'une part, la compétence en matière de politique étrangère, qui revient à l'O.L.P. ; d'autre part, le contrôle de la sécurité et des frontières, qui demeure de la responsabilité israélienne. Ce dernier point enlève aux Palestiniens toute possibilité de constituer une armée.

S'en tenir à une définition proprement juridique est cependant réducteur, tant l'autonomie d'Oslo est aussi synonyme de processus continu de centralisation des pouvoirs. La gestion des différentes sphères de compétence transférées à l'Autorité palestinienne nécessite, en effet, la mise en place de nouvelles structures administratives. Des ministères ont été créés qui, chacun dans son domaine respectif, s'attachent à déterminer les priorités nationales. En la matière, l'accent est mis sur la construction d'infrastructures de base.

Le transfert des pouvoirs civils à l'Autorité palestinienne implique aussi le déploiement d'importantes forces de police. En 1998, leur nombre est estimé entre 35 000 et 40 000. En dehors de la police « ordinaire », qui représente un dixième des effectifs, les forces sont réparties entre plusieurs services de sécurité concurrents. La Force 17 constitue la garde rapprochée du président, tandis que les forces préventives sont chargées de veiller à la sécurité de l'État d'Israël, autrement dit, d'arrêter les opposants (principalement islamistes) aux accords d'Oslo.

L'Autorité se dote, enfin, d'institutions politiques. En janvier 1996, des élections législatives sont organisées pour la première fois de l'histoire nationale. Les quatre-vingt-huit députés élus au Conseil législatif adoptent, dans la foulée, les toutes premières législations palestiniennes. L'enjeu est alors d'encadrer les domaines de compétences récemment transférés à l'Autorité et d'uniformiser les réglementations juridiques en vigueur. La mise en place de l'Autorité palestinienne s'accompagne également de la constitution d'un pouvoir exécutif. Les accords de paix instituent un poste de président de l'Autorité et prévoient les modalités de son élection. Ainsi, en 1996, les Palestiniens désignent leur premier président en même temps qu'ils élisent leurs députés. Sans surprise aucune, Yasser Arafat sort vainqueur des urnes avec 88 p. 100 des suffrages. Jusqu'à sa mort, le 11 novembre 2004, il dirige et forme plusieurs gouvernements, tous placés sous le contrôle de son parti, le Fatah. En 2003, des pressions extérieures (américaines et israéliennes) conduisent à la création d'un poste de Premier ministre, occupé d'abord par Mahmoud Abbas, puis par Ahmed



Qoreï.

Ainsi, l'autonomie d'Oslo a semé les germes d'une administration d'État palestinienne. Dans le même temps, elle a aussi permis aux Israéliens de diminuer le coût de leur occupation et de « soigner » leur image de marque sur le plan international, tout en gardant le contrôle de la majeure partie des territoires.

À compter de la seconde intifada cependant, l'Autorité palestinienne se trouve progressivement diminuée par les attaques de l'armée israélienne contre ses principales infrastructures, ainsi que par la mise « hors la loi » de son président. Elle est également fragilisée par le vide juridique existant à son sujet : elle n'avait pas vocation, en effet, initialement, à perdurer au-delà de la période intérimaire. Sa situation se détériore davantage encore après l'arrivée des islamistes au pouvoir en janvier 2006. L'Autorité palestinienne est, en effet, très rapidement traitée en « paria » sur la scène internationale et privée de la quasi-totalité de l'aide extérieure qui lui était apportée jusque-là. L'appareil d'État palestinien prend alors, de plus en plus, des allures de coquille vide.

### Un pouvoir hégémonique

Durant la période d'Oslo, l'embryon d'État qu'est l'Autorité palestinienne permet à Yasser Arafat d'asseoir son autorité sur une population et un territoire qu'il ne connaît pas (ou peu) lors de son arrivée à Gaza, en juillet 1994. Le leader historique opère en la matière de manière plutôt autoritaire, usant de la cooptation, de l'arbitraire, de la négociation et du clientélisme.

Dès 1993-1994, Yasser Arafat place sous son contrôle l'ensemble des secteurs d'activité dont la gestion locale avait été assurée jusque-là par des associations civiles. Syndicats, chambres de commerce et d'industrie, Églises, mairies, mais aussi O.N.G. caritatives ont rempli une mission de service public durant les années de l'occupation en se substituant à l'État manquant. À partir de la signature des accords d'Oslo, la plupart des leaders de ces institutions non étatiques considèrent leur marginalisation politique comme nécessaire, car préfiguratrice de l'édification de l'État à venir. Ils critiquent cependant les interférences récurrentes du pouvoir exécutif dans la conduite de leurs affaires courantes et le « phagocytage » dont leurs organisations sont l'objet. Les responsables associatifs dénoncent également les atteintes nombreuses commises à l'encontre des libertés publiques, notamment celles qui concernent la presse. Ils s'en prennent aussi à l'arbitraire du régime. Le parti de gouvernement, le Fatah, opte pour une politique de répression ferme à l'égard des factions politiques ouvertement opposées à la signature des accords d'Oslo (F.P.L.P., Djihad islamique et Hamas).

La marginalisation des institutions de la société civile palestinienne est également le fait de la politique des notables et des relations de patronage que Yasser Arafat (ré)active à son arrivée dans les territoires. Afin de contrôler les populations, le leader palestinien prend appui sur les chefs de clans qui constituent traditionnellement le lieu de la représentation politique en Palestine. La composition du Parlement et des assemblées locales reflète ainsi la persistance des segmentations régionales et claniques de la société et la continuité des allégeances traditionnelles. À l'échelle locale, Yasser Arafat négocie l'octroi des postes de maires et conseillers municipaux avec les représentants des grandes familles présentes dans chaque localité. À l'échelle nationale, les députés sortis vainqueurs des urnes sont élus sur la base d'affiliation clanique ou villageoise plutôt que sur leur étiquette politique. Pour les populations, l'enjeu consiste à mandater des représentants capables de défendre, au mieux, leurs intérêts auprès du pouvoir central, qu'il s'agisse de payer la scolarité d'un jeune, de faciliter l'hospitalisation d'une mère de famille ou de trouver un emploi.

Très tôt, des voix s'élèvent au sein de la société palestinienne pour protester contre le mode

clientéliste de contrôle des populations. En 1996-1997, elles s'en prennent plus particulièrement aux modalités de gestion des fonds publics et font peser des soupçons de corruption sur l'Autorité palestinienne. Le Conseil législatif diligente même une enquête sur le sujet, qui révèle qu'un tiers environ du budget global de l'Autorité est affecté aux seuls frais de fonctionnement de l'exécutif. Cette enquête parlementaire dénonce également la confusion fréquente entre responsabilités publiques et intérêts privés et accuse nominalement plusieurs ministres. Ces derniers ne sont pas pour autant inquiétés.

Dans le contexte de la seconde intifada, la moralisation des affaires publiques devient un mot d'ordre populaire et un moyen, pour les opposants politiques, de porter atteinte aux caciques du régime (Yasser Arafat étant personnellement épargné). Ces oppositions internes sont relayées et amplifiées à partir de l'été de 2002 par les membres du « quartet » (États-Unis, Russie, Union européenne, O.N.U.) qui s'en prennent à la corruption supposée de l'Autorité palestinienne et exigent de celle-ci des « réformes ». Les Européens mettent l'accent sur la « nécessaire » démocratisation du régime et réclament davantage de transparence dans l'utilisation des fonds extérieurs dont ils fournissent une large part. De leur côté, les Américains et les Israéliens, qui cherchent à court-circuiter le président de l'Autorité, prônent l'adoption de réformes institutionnelles (ainsi de la création du poste de Premier ministre). Surtout, ils font de Mahmoud Abbas, le numéro deux de l'O.L.P. considéré comme un dirigeant particulièrement « modéré », le remplaçant idéal de Yasser Arafat.

### L'après-Arafat

Au lendemain de la mort de Yasser Arafat, Mahmoud Abbas est présenté par les Occidentaux comme l'homme de la situation, qui saura assurer la transition politique en faisant oublier la disparition du « père de la nation » et dissiper les peurs de guerre civile qui l'accompagnent.

Très vite, la succession s'organise. Mahmoud Abbas est désigné président de l'O.L.P. par le Conseil national palestinien, puis élu président de l'Autorité palestinienne (le 9 janvier 2005). Pour les dirigeants occidentaux, il s'agit par ce biais de relancer le processus de paix moribond. Les habitants des territoires attendent également des avancées sur le terrain diplomatique. Leurs espoirs sont cependant vite déçus : aucun dialogue n'est engagé entre le nouveau président palestinien et le gouvernement Sharon. Le Premier ministre israélien exige avant toute chose l'arrêt de la violence armée côté palestinien.

Ce contexte d'absence de perspectives politiques réduit considérablement la légitimité interne de Mahmoud Abbas. Pour les Palestiniens, leur président est impuissant à modifier l'état du rapport de forces sur le terrain en dépit du soutien américain dont il bénéficie. Les Israéliens contrôlent toujours autant les territoires et la liberté de mouvements au sein de ceux-ci. Une seule force politique apparaît désormais crédible : le mouvement islamiste Hamas.

Celui-ci s'est d'emblée opposé à la signature des accords d'Oslo. Ses dirigeants ont critiqué la reconnaissance de principe accordée à l'État d'Israël par l'O.L.P. Ils ont aussi reproché à Yasser Arafat d'avoir accepté une stratégie de négociation « progressive » qui repousse à plus tard les discussions sur les sujets qu'ils estiment fondamentaux pour la reconnaissance pleine et entière des droits nationaux palestiniens. Selon eux, la paix d'Oslo est une paix partielle et tronquée qui ne peut conduire qu'au bradage de la Palestine. Cette lecture des accords de paix trouve peu d'échos au départ, tant les Palestiniens ont « soif » de normalité. Elle séduit, en revanche, des franges de plus en plus larges de population, au fur et à mesure du pourrissement de la situation. L'attentat-suicide perpétré contre des cibles israéliennes (colonies, casernes militaires, *checkpoints*, stations de bus, discothèques, marchés, etc.), en Cisjordanie et dans la bande de Gaza comme à l'intérieur des

frontières de l'État hébreu, devient progressivement le principal mode d'expression de son opposition politique pour une partie des habitants des territoires.

Pour contrer l'influence croissante des islamistes et répondre aux demandes populaires de démocratisation des institutions, Mahmoud Abbas organise des élections municipales et législatives peu de temps après son arrivée au pouvoir. Son objectif est d'asseoir sa légitimité interne et de conforter le pouvoir de son parti, le Fatah, très divisé depuis la mort de Yasser Arafat. Sa stratégie échoue cependant, tant les résultats de ces deux scrutins consacrent « l'entrée en politique » du Hamas.

Les élections municipales de 2004-2005 font l'objet d'une très forte attente populaire, les derniers scrutins s'étant tenus en 1976 en Cisjordanie et en 1934 dans la bande de Gaza. Tous les courants politiques, y compris ceux de l'opposition, y participent. Ces élections apparaissent cruciales aux populations, parce que les municipalités sont des institutions anciennes, antérieures aux accords d'Oslo, qui gèrent des domaines d'action susceptibles de changer leur quotidien. Les factions politiques ne s'y trompent pas qui, toutes, font campagne autour du thème de la construction d'infrastructures et de l'amélioration des services publics. Les résultats des élections municipales constituent un camouflet pour Mahmoud Abbas et son équipe. Nombreux sont les candidats proches de la mouvance islamiste ou ayant fait campagne sur la liste de la « réforme islamique » à avoir été élus, surtout dans les grandes villes.

Forts de cette victoire, les dirigeants du Hamas annoncent leur intention de participer aux élections législatives à venir. Cette décision constitue un tournant dans l'histoire politique interne du mouvement. En effet, pendant toute la durée du processus de paix et jusqu'à la mort de Yasser Arafat, le Hamas a boycotté les institutions politiques nées des accords d'Oslo. Le mouvement s'est donc tenu à l'écart de la vie politique nationale : ainsi n'a-t-il pas présenté de candidats aux élections législatives de 1996 ni aux élections présidentielles de 1996 et de 2005. Après leur « raz-de-marée » électoral aux élections locales, les islamistes considèrent cependant qu'il y a urgence à représenter l'ensemble des voix et courants idéologiques au Parlement – cela dans un souci de préservation de l'unité nationale.

### **Le Hamas au pouvoir**

Les deuxième élections législatives de l'histoire palestinienne, le 25 janvier 2006, débouchent sur une victoire électorale sans précédent du Hamas. Les islamistes obtiennent 56 p. 100 des suffrages exprimés, soit la majorité absolue des sièges. Mahmoud Abbas se voit contraint de demander à Ismaïl Haniyeh, un haut cadre du mouvement, de former un gouvernement. C'est la première fois dans l'histoire nationale palestinienne que le Fatah perd la direction des affaires politiques. La consécration électorale du Hamas ouvre ainsi définitivement l'ère de l'après-Arafat.

C'est la première fois également qu'un mouvement opposé aux accords de paix signés avec Israël entend diriger les territoires. Mais le refus du Fatah d'accepter sa défaite électorale, d'une part, et la mise à l'écart délibérée du gouvernement Hamas par l'État d'Israël et les membres du « quartet », d'autre part, ouvrent une période d'instabilité et de violence politique.

Trois moments clés sont à distinguer. Le premier renvoie à la période (janv. 2006-mars 2007) durant laquelle le gouvernement palestinien est entièrement composé de cadres du Hamas et est dirigé par son chef de file, Ismaïl Haniyeh. Les islamistes au pouvoir cohabitent avec le président de l'Autorité palestinienne, membre du Fatah. Les tensions internes portent alors principalement sur le contrôle des forces de police, qui demeurent la « chasse gardée » du Fatah. Les islamistes entendent en prendre la direction de façon à assurer l'exécution des politiques gouvernementales. Or le président



s'y oppose, par des mesures qui frisent, parfois, l'illégalité.

Cette première période est également marquée par la politique de boycottage politique et financier adoptée par Israël et les membres du « quartet » à l'égard du gouvernement palestinien, qui plonge les populations dans une détresse économique sans précédent.

Le deuxième temps (mars-mai 2007) correspond à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale. Celui-ci est vu comme une porte de sortie par la direction politique du Hamas, le retour du Fatah au sein du cabinet palestinien étant censé permettre la levée du blocus international. Dans les faits, tel n'a pas été vraiment le cas.

Enfin, le troisième « moment » s'ouvre, au début de juin 2007, par une offensive militaire du Hamas à l'encontre des factions armées du Fatah à Gaza. Rapidement, la victoire militaire des islamistes ne fait aucun doute. Le bilan humain est lourd : 116 morts et 550 blessés en une semaine. À l'issue des combats, Ismaïl Haniyeh, accusé d'avoir remis en cause la légitimité des institutions, est limogé sur ordre du président qui constitue un gouvernement de crise dont il confie la responsabilité à Salam Fayyad, un ancien haut responsable du F.M.I. bien vu des Occidentaux. Aucun membre du Hamas n'exerce de fonction exécutive. Les islamistes crient alors au « coup d'État » et nient toute légitimité démocratique au nouveau gouvernement. Le soutien politique que l'État d'Israël et le « quartet » apportent à ce dernier augmente leurs rancœurs et récriminations.

Désormais, le pouvoir politique est partagé de facto entre le Hamas d'Ismaïl Haniyeh, qui contrôle la totalité de la bande de Gaza, et le Fatah de Mahmoud Abbas, qui déploie ses forces en Cisjordanie. Le camp présidentiel reçoit le soutien officiel (politique et financier) des États-Unis, de l'Union européenne et d'Israël qui cherchent à isoler, voire à renverser, les islamistes de Gaza.

## • Économie et société

Les accords d'Oslo suscitent de nombreux espoirs chez les Palestiniens. Pendant plus de trente ans, ces derniers ont été placés sous un régime d'occupation attentatoire aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. Le temps économique a été comme « suspendu » dans les territoires. Au nom de l'impératif de la lutte nationale, les individus avaient mis de côté leur développement de carrière ou leur vie familiale. Les populations attendent donc de la paix la « normalisation » de leurs conditions de vie. De fait, dès les premières années du processus d'Oslo, les Palestiniens investissent intensément dans de nombreux projets (économiques, culturels, éducatifs, sanitaires, etc.). Les villes de l'autonomie palestinienne traduisent l'enthousiasme ambiant : toutes sont en chantier permanent. Mais l'euphorie est de courte durée. Après quelques années de forte croissance, le boom économique s'arrête. De fortes contraintes pèsent sur les populations du fait de l'installation de nombreux *checkpoints* aux entrées et sorties des villes autonomes. La liberté de mouvement des populations est sérieusement limitée et gêne le développement des activités économiques et sociales au quotidien. Les Palestiniens sont cependant inégalement touchés par la détérioration de la situation. Certaines catégories sociales sortent relativement bénéficiaires de la période d'Oslo.

## De profondes mutations sociales

La signature des accords de paix en 1993 et la création de l'Autorité palestinienne ont permis l'émergence de nouveaux acteurs sociaux.

La mise en place d'une administration d'État concourt à la constitution d'une classe de fonctionnaires qui sert, toute entière, les intérêts du nouveau régime. Les postes créés au sein des institutions publiques palestiniennes sont nombreux à partir de 1993. Ils permettent aux Palestiniens

ayant travaillé au sein de l'administration civile israélienne sous l'occupation de rester en activité et de transmettre leurs savoir-faire et compétences professionnelles. Nombreux, cependant, sont ceux qui, parmi eux, sont relativement âgés et peu formés ; ils constituent les « petites mains » de la nouvelle administration : porteurs d'eau, serveurs de café, gardes du corps, chauffeurs...

Il faut ajouter à cette catégorie de fonctionnaires le personnel de l'O.L.P. qui a suivi Yasser Arafat depuis Tunis jusque dans les territoires. Ces cadres de l'Autorité sont très visibles à Gaza, parce qu'ils sont proportionnellement plus nombreux qu'en Cisjordanie et qu'ils affichent publiquement leur réussite sociale. Ils bénéficient de conditions d'installation avantageuses et se distinguent de la population « locale » par leur niveau de vie élevé. Leurs modes de vie divergent également. À Gaza, ils poussent à l'ouverture des premiers bars, discothèques ou restaurants chics en bord de plage et affichent leur réussite sociale en construisant des villas de luxe ou en roulant au volant d'automobiles haut de gamme. Ils sont rapidement stigmatisés par les populations « autochtones » pour leurs comportements jugés peu conformes à la morale nationaliste. Les termes utilisés pour les désigner (les « Tunisiens » ou les « *retournees* ») prennent rapidement une connotation péjorative.

Enfin, la nouvelle administration palestinienne recrute beaucoup parmi les jeunes militants locaux du Fatah qui ont porté haut les couleurs de la lutte nationale durant la première intifada. Ces jeunes, qui ont souvent interrompu leurs études, se retrouvent brutalement relégués en bas de la hiérarchie sociale dans le nouveau contexte de paix, alors que leurs faits de guerre en ont fait des héros nationaux. Pour calmer leurs rancœurs potentielles, l'Autorité palestinienne leur offre une porte de sortie en les enrôlant au sein de ses propres forces de police et de sécurité.

La nouvelle conjoncture entraîne aussi l'arrivée de nombreux Palestiniens de la diaspora. Intellectuels, entrepreneurs, ingénieurs, journalistes : tous cherchent à mettre leurs compétences au service de la construction de l'État. Il est vrai que l'Autorité palestinienne considère que sa diaspora – riche et bien éduquée – peut aider au développement économique et social des territoires ; elle fait donc ouvertement appel à elle. L'ampleur des investissements effectués ne répond toutefois pas aux attentes. Sans doute certains entrepreneurs ont-ils préféré s'abstenir, étant donné le contexte politique, particulièrement incertain, de la période d'Oslo. D'autres ont pu aussi trouver inquiétantes les pratiques autoritaires du régime.

L'arrivée de ces Palestiniens dits « de l'extérieur », souvent originaires d'Amérique du Nord, bouleverse la société des territoires. Ils ont, en effet, des comportements et référents culturels parfois fort éloignés des « normes » locales. Les enfants de la diaspora rencontrent d'importants problèmes d'intégration. Pour la plupart, ils découvrent la Palestine pour la première fois, alors qu'ils ont été élevés dans des sociétés occidentales où dominent l'industrie des loisirs, le consumérisme, le profit et l'individualisme. Brutalement plongés dans un univers où les valeurs ne sont plus les mêmes, ils tendent à créer leurs propres espaces de sociabilité (des fast-foods à l'américaine), leur propre langage (qui emprunte beaucoup à l'anglais) ou encore leur propre mode vestimentaire. Ce qui les conduit à un « entre-soi » rassurant.

Enfin, d'autres nouveaux venus participent à la transformation de la société des territoires durant la période d'Oslo. Il s'agit des donateurs internationaux. Les bailleurs de fonds étrangers sont, en effet, très nombreux à soutenir le processus de construction étatique, par une aide financière et technique. Les principales organisations internationales impliquées sur place sont la Banque mondiale, l'Union européenne et les Nations unies (par l'intermédiaire du P.N.U.D.). Mais les États-Unis, la Suède, l'Arabie Saoudite, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Norvège, la France et le Japon interviennent également largement au titre de l'aide bilatérale. Au total, sur la période 1994-2005, on estime le volume effectivement déboursé par les donateurs internationaux à 5 milliards de dollars.

Le poids financier des bailleurs de fonds étrangers a représenté un véritable « appel d'air » en

termes d'emplois pour les populations. Au-delà, il a contribué à faire émerger une nouvelle catégorie de professionnels spécialisée dans le *fund raising*, la réponse à appel d'offres ou encore le management et le suivi de projets de développement. Elle est constituée, d'une part, de la bourgeoisie urbaine, plutôt chrétienne, souvent diplômée des universités occidentales les plus prestigieuses, et polyglotte. Elle comprend, d'autre part, des transfuges de la gauche palestinienne autrefois inspirés par le credo du marxisme. Ces nouveaux experts en « collecte de fonds » dirigent de grandes O.N.G. nées dans le sillage d'Oslo, qui tiennent des discours aseptisés sur des thèmes « porteurs » : ainsi du droit des femmes, des droits de l'homme ou encore du développement durable. Il s'ensuit que les structures associatives de base qui avaient encadré la première intifada et assuré la continuité de la vie sociale dans le domaine de l'agriculture, de la santé ou de l'éducation durant l'occupation n'ont plus d'équivalent désormais, si ce n'est islamistes. Ainsi, en abandonnant le terrain de l'organisation sociale et politique, cette élite urbaine a, sans aucun doute, contribué à faire le lit du Hamas.

### L'économie, un domaine de fortes restrictions

Durant la période du processus de paix, le domaine d'activité principal de la population est le secteur public : celui-ci concerne environ un quart des actifs. Viennent ensuite le commerce et les activités liés au tourisme (18 p. 100), les activités manufacturières (16 p. 100) et l'agriculture (14 p. 100), pour les secteurs essentiels. L'aide internationale massive participe, pour beaucoup, aux fortes croissances enregistrées dans les premières années d'Oslo. Les fonds extérieurs doivent aider les Palestiniens à rattraper le « retard » de développement hérité de l'occupation israélienne. Ils sont prioritairement utilisés à la construction d'infrastructures de base (port et aéroport de Gaza, mais aussi réseaux électriques et hydrauliques, télécommunications, routes, etc.), ainsi qu'à l'édification des principaux bâtiments administratifs (ministères, Parlement, mairies, etc.).

L'activité économique des territoires palestiniens est encadrée par le protocole de Paris. Ce texte, adopté en 1994 par les deux parties en conflit, est d'inspiration libérale : il prévoit l'instauration d'une zone de libre-échange entre Israéliens et Palestiniens. Dans les faits, pourtant, il met à mal le principe de libre circulation, en imposant aux Palestiniens le contingentement de leurs produits à l'exportation comme à l'importation. Il leur impose également le respect de quotas sur les volumes de biens échangés. Dans le même temps, Israël soumet les entrepreneurs des territoires à des procédures d'autorisation d'entrée et de sortie de leurs produits. La plupart d'entre eux passent alors par des sous-traitants israéliens de l'import-export, afin de s'éviter des procédures longues, coûteuses et sans garantie de résultats. La mise en œuvre du protocole de Paris perpétue ainsi le système d'échange inégal mis en place durant les années d'occupation israélienne au détriment de l'économie palestinienne.

La liberté de circulation des personnes est également restreinte durant la période d'Oslo. Sous l'occupation, les Palestiniens sont nombreux à détenir un permis de travail en Israël. Ils sont majoritairement employés dans les métiers du B.T.P., l'industrie manufacturière, le travail domestique et l'agriculture. Mais, à partir de 1993, leur nombre fluctue considérablement, et plutôt à la baisse. En effet, les différents gouvernements israéliens recourent systématiquement au « bouclage » des zones autonomes palestiniennes en période de tensions. À chaque nouvel attentat ou à chaque blocage des discussions diplomatiques, les habitants des territoires sont empêchés de sortir de leurs villes de résidence et de se rendre dans une localité voisine ou, à plus forte raison, en Israël. Au début de la décennie de 1990, les travailleurs palestiniens employés en Israël sont ainsi 100 000 à avoir un permis de travail. En 1996, ils ne sont plus que 25 000 en raison d'un bouclage sévère des territoires. En 1999, ils sont de nouveau 140 000, auxquels il faut ajouter de 60 000 à 90 000 travailleurs clandestins et quelque 10 000 ouvriers dans les colonies.



Toutes ces restrictions conduisent à la détérioration progressive de la situation économique durant la période du processus de paix. On estime que le revenu national a baissé d'environ 30 p. 100 entre 1993 et 2000.

### Une paupérisation des populations sans précédent

Le déclin économique se poursuit plus brutalement encore à partir de septembre 2000 et du déclenchement de la seconde intifada. D'après la Banque mondiale, le revenu moyen des Palestiniens chute de plus d'un tiers au cours des cinq premières années du soulèvement. En 2005, 60 p. 100 de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, contre 20 p. 100 en 1999. À la même date, le chômage concerne un quart des actifs, avec des taux dépassant les 40 p. 100 dans la bande de Gaza. Il est vrai que les ouvriers palestiniens employés en Israël sont de moins en moins nombreux (16 000 en 2002). Les programmes d'aide alimentaire de l'U.N.R.W.A., l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, touchent 50 p. 100 de la population de Gaza. Des cas de malnutrition infantile sont enregistrés, alors qu'il s'agissait d'un phénomène inconnu jusque-là. La baisse du niveau de vie est générale ; elle contraint à l'émigration les plus riches comme les plus pauvres. Cette crise économique sans précédent accroît la dépendance financière des populations vis-à-vis de l'aide extérieure.

Le durcissement des conditions de vie observé dans les territoires palestiniens au cours des premières années de la seconde intifada, couplé à l'échec territorial d'Oslo, plonge les populations dans un profond désespoir. Les jeunes, en particulier, se sentent privés de tout horizon d'espérance. Or cette absence de futur prometteur conduit à banaliser la mort au sein de la société. Elle explique le recours généralisé à la pratique des attentats-suicides depuis 2000. Cette « arme du pauvre », à laquelle seules les forces islamistes recouraient jusque-là, est devenu un moyen d'expression de l'ensemble des factions politiques, y compris laïques, au fur et à mesure de la détérioration de la situation politique. Privés d'avenir, nombreux sont les Palestiniens qui n'envisagent plus d'autre solution que de mourir en « martyr ». La figure du « martyr » devient ainsi progressivement une référence collective centrale de la société des territoires.

Aude SIGNOLES

